

DELIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



12 & 13
décembre
2022

Conseil départemental du Cantal
Réunion de l'Assemblée départementale

Recueil des délibérations
Session des 12 et 13 décembre 2022

Date: Lundi 12 Décembre 2022

Horaire: 09:00 14:30 et mardi 13 décembre 2022 9:00

CANTAL ATTRACTIF

22CD05-1 Attractivité et Solidarité Economique

ANNEXE - Délibération

22CD05-2 Tourisme

ANNEXE - Délibération

22CD05-3 Avenant n°2 à la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°2

22CD05-4 Agriculture

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention Région/Département

22CD05-5 Education Collèges

ANNEXE - Délibération

22CD05-6 Education : enseignement supérieur

ANNEXE - Délibération

22CD05-7 Avenant n° 3 à la convention pour l'aménagement du territoire éducatif cantalien

ANNEXE - Délibération

22CD05-8 Vie associative

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiches descriptives FCA et FCA+

ANNEXE - Tableau programmation prévisionnelle FCA+ 2023

22CD05-9 Bâtiments départementaux

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

22CD05-10 Voirie départementale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fonctionnement BP 2023

ANNEXE - Investissement BP 2023

22CD05-11 Numérique du territoire

ANNEXE - Délibération

22CD05-12 Transport aérien

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

22CD05-13 Action Sociale

ANNEXE - Délibération

22CD05-14 Convention pluriannuelle d'objectifs et de financement 2023-2025 de la Maison Pour Apprendre au titre des missions de prévention de l'inadaptation scolaire et sociale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CD05-15 Avenant à la convention entre le Conseil départemental et l'Association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de 66 Jeunes Mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

22CD05-16 Rémunération et indemnités versées aux assistants familiaux et aux assistants maternels pour l'accueil des mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance : Montants des prestations accordées au titre de l'année 2023 et rétroactivement depuis le 01/09/2022 en référence aux dispositions de la loi TAQUET

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Rémunération et indemnités

ANNEXE - 2-Montant indemnités

22CD05-17 Transport Scolaire Handicapé

ANNEXE - Délibération

22CD05-18 Jeunesse

ANNEXE - Délibération

22CD05-19 Sport

ANNEXE - Délibération

22CD05-20 Action culturelle

ANNEXE - Délibération

22CD05-21 Archives départementales

ANNEXE - Délibération

22CD05-22 Territoires et Politique Contractuelle

ANNEXE - Délibération

22CD05-23 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat

ANNEXE - 2-Tableau

22CD05-24 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes du Pays Gentiane

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat

ANNEXE - 2-Tableau

22CD05-25 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat

ANNEXE - 2-Tableau

22CD05-26 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Opération portée par la Commune de Saint-Flour : Construction d'une crèche multi-accueil de 48 places

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiche action crèche

22CD05-27 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Ytrac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Contrat

ANNEXE - 2-Tableau

CANTAL INNOVANT

22CD05-28 Cantal Europe

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

22CD05-29 Transition climatique et développement durable

ANNEXE - Délibération

22CD05-30 Evolution du Service Public de Performance Energétique de l'Habitat - CANTAL RENOV ENERGIE

ANNEXE - Délibération

22CD05-31 Espaces Naturels et Ruraux

ANNEXE - Délibération

22CD05-32 Mission d'assistance à la gestion de l'eau - MAGE

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

22CD05-44 Station du Lioran : Acquisition de la Friche touristique du Grand Phénix

ANNEXE - Délibération

22CD05-33 TERANA - Adhésion des Départements de la Creuse, de la Drôme et de l'Indre

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CD05-34 Rapports des Conseillers départementaux siégeant au conseil d'administration de Sociétés d'Economie Mixte Locales

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport SAEM CALEDEN

ANNEXE - Rapport SAEM Lioran

22CD05-35 Convention constitutive d'un groupement de commandes entre les Départements du Cantal et de la Haute-Loire en vue de la passation d'un marché

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention d'un groupement de commandes

22CD05-36 Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des Marchés Publics formalisés et des Marchés Publics à procédure adaptée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau MAPA

ANNEXE - Tableau Marchés formalisés

22CD05-37 Attribution des logements des collèges publics année scolaire 2022-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Logements de fonction 2022-2023

22CD05-38 Personnel départemental - Tableau des emplois

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau des emplois

22CD05-39 Convention d'adhésion au service de secrétariat du Conseil médical du Centre de Gestion du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - convention

22CD05-40 Mise en oeuvre M57

ANNEXE - Délibération

22CD05-41 Règlement budgétaire et financier du Département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Règlement

22CD05-42 Budget Primitif 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- BP 2023

2- BP Annexe

ANNEXE - 3- Avenant SDIS

22CD05-43 Budget Primitif 2023 - Autorisations d'engagement et de programme

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-1

Attractivité et Solidarité Economique

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Gilles COMBELLE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour et 4 abstentions (Pierre MATHONIER, Valérie RUEDA, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL).

Considérant le rôle du Conseil départemental en matière d'attractivité et d'économie ;
Considérant la nécessité de solder nos engagements contractualisés avant 2022, dans le respect du règlement financier et comptable du Département ;

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental relatif à l'attractivité et à la solidarité économique ;

- **DÉCIDE** de reconduire pour l'année 2023 l'adhésion du Conseil départemental à l'association Agence Auvergne Rhône Alpes entreprises (135 000 €), la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing (10 000 €), l'association Marque Auvergne (3 000 €) et l'association Initiative Cantal (2 000 €) ;

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Opérations	BP+BS+DM+ virements 2022	AE 2023	BP 2023
Solidarité économique : adhésion à Auvergne Rhône Alpes Entreprises			
Chapitre 65 Fonction 632	135 000 €		135 000 €
Evénements, expérimentations et animations de l'attractivité			
Chapitre 011 Nature 6238 Fonction 60	45 020 €		233 206 €
Chapitre 011 Nature 6233 Fonction 60	10 000 €		20 000 €
Chapitre 65 Nature 657382 Fonction 60	13 000 €		13 000 €
Chapitre 65 Nature 6518 Fonction 60	5 000 €		5 000 €
Nouveau - Chapitre 011 Nature 6238 Fonction 64 Communication			127 000 €
Professionnels de santé			
Chapitre 011 Nature 6238 Fonction 501	15 000 €		15 000 €
Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 78			30 000 €
Nouveau - Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 68 Bourses étudiants médecine			15 000 €
Mission d'accompagnement attractivité, adhésions et cotisations			
Chapitre 011 Nature 617 Fonction 60	144 000 €		50 000 €
Chapitre 011 Nature 6281 Fonction 60	18 600 €		15 000 €
Etude Foncière départementale			
Chapitre 011 Fonction 78			50 000 €

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT






Opérations	BP+BS+DM+ virements 2022	AP 2023	BP 2023
Création – Restructuration des sites internet dédiés à l'attractivité			
Chapitre 20 Nature 2051 Fonction 60	15 000 €	15 000 €	15 000 €

RECETTES

Opérations	BP 2022	BP 2023
Subvention FEDER Massif accueil - attractivité Chapitre 74 Fonction 90	30 000 €	0 €
Remboursement des avances remboursables consenties aux commerçants et artisans (ancien programme d'aide économique) Chapitre 27 Fonction 93	18 373 €	1 593 €
Remboursement des avances remboursables consenties aux commerçants et artisans (aide d'urgence Covid Fonds Région Unie) Nouveau		0 €

SYNTHÈSE

Total attractivité et solidarité économique	BP+BS+DM+ virements 2022	BP 2023 Fonctionnt	BP 2023 Investisst
Nouvelles autorisations d'Engagement ou de Programme			15 000 €
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement	385 620 €	708 206 €	
Total Crédits de Paiement en Investissement	15 000 €		15 000 €
Total Recettes	48 373 €		1 593 €

				
X		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un
délai de deux mois à compter de la présente publication.*

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-2

Tourisme

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour.

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du Tourisme pour 2023.

- **DECIDE** de poursuivre les actions inscrites dans le Projet pour le Cantal.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour examiner les propositions du futur document directeur 2023-2027 et les évolutions des dispositifs financiers qui seront liés.

- **DECIDE** d'attribuer en 2023 à :

- Cantal Destination, une subvention de 1 000 000 €,
- Clévacances, une subvention de 10 000 €,
- Gîtes de France, une subvention de 10 000 €,
- Thermauvergne, une subvention de 3 000 €.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour examiner et approuver les conventions d'objectifs à établir avec Cantal Destination, Clévacances, Gîtes de France et avec tout autre organisme intervenant dans le secteur du tourisme et concourant aux même objectifs que ceux définis dans la stratégie départementale.

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents.

programme : hébergements touristiques	BP 2022 CP	BP 2023 CP
CP : Chapitre 204 – Nature 2042 – Fonction 633	780 000 €	121 000 €
programme : sites et itinéraires (pdesi – pdipr)	BP 2022 CP	BP 2023 CP
CP : Chapitre 204 – Nature 20414 – Fonction 633	30 000 €	30 000 €
programme : frais graphisme panneaux	BP 2022 CP	BP 2023 CP
CP : Chapitre 20 – Nature 2031 – Fonction 633	31 500 €	29 000 €
programme : signalisation auto-vélo	BP 2022 CP	BP 2023 CP
CP : Chapitre 21 – Nature 2157 – Fonction 633	68 500 €	20 000 €

autres lignes	BP 2022 CP	BP 2023 CP
Associations tourisme (dont Cantal Destination) Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 633	891 500 €	1 081 500 €
Acquisition de kit Filières Chapitre 011 – Nature 6068 – Fonction 633	2 500 €	2 500 €
Observation Chapitre 011 – Nature 617 – Fonction 633	29 500 €	8 500 €
Petit matériel de Rando Chapitre 011 – Nature 6068 – Fonction 633	0 €	2 000 €
Maintenance éco compteurs et application Chapitre 011 – Nature 6156 – Fonction 633	1 800 €	5 500 €
Communication / Animation Chapitre 011 – Nature 6232 – Fonction 633	4 000 €	25 000 €
Étude état des lieux et requalification escalade Chapitre 011 – Nature 617 – Fonction 633	50 000 €	25 000 €

Total	BP 2022 CP	BP 2023 CP
CP en Investissement	200 000 €	200 000 €
CP en Fonctionnement	999 300 €	1 150 000 €

				
X				

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-3

**Avenant n°2 à la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal
Destination pour l'exercice 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour.

Vu le Code du Tourisme ;
Vu la délibération n°19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 adoptant le Schéma départemental du Tourisme 2019 - 2022 ;
Vu la délibération n°21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant l'attribution d'une subvention à Cantal Destination pour le fonctionnement de la structure et la réalisation de son programme d'actions ;
Vu la délibération n°22CP01-02 de la Commission Permanente du 28 janvier 2022 portant convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2022 ;
Vu la délibération n°22CD02-04 du Conseil départemental du 24 juin 2022 portant avenant à la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2022 ;

- ACCORDE une subvention de fonctionnement complémentaire de 100 000 € à l'association Cantal Destination ;

- **VALIDE** l'avenant n° 2 à la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2022 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 6574 fonction 94 du budget départemental.

Publication : 12-12-2022

Transmission Préfecture : 12-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**AVENANT N°2 A LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE AU FONCTIONNEMENT À
CANTAL DESTINATION POUR L'EXERCICE 2022**

Entre,

Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil départemental en date des 12 et 13 décembre 2022 ;

Ci-après dénommé « le Département » ;

Et

Le Comité Départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, sis 12 rue Marie Maurel, CS 80007 150315 Aurillac cedex, représenté par son Président, Monsieur Didier ACHALME ;

Ci-après dénommé « Cantal Destination » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 :

L'article 2 – Engagements du Département est modifié comme suit :

« Le Département s'engage à allouer une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 265 000 € pour le financement des moyens permanents de Cantal Destination. Cette subvention est consacrée à la réalisation des objectifs fixés par le Département et des actions mentionnés à l'article 1 ainsi que pour assumer le surcoût généré par l'assujettissement à la TVA de Cantal Destination.

Le budget arrêté pour la mise en œuvre de l'ensemble de ce programme est estimé à 1 464 000 €.

La participation financière du Département a été décidée par l'Assemblée délibérante sur la base d'un budget et d'un programme d'actions prévisionnels transmis par Cantal Destination et répondant aux objectifs de la politique départementale.

Les versements des acomptes par le Département sont définis comme suit pour les missions de fonctionnement général :

Dates limite de versement	Acomptes en %	Montant des acomptes
7 février 2022	43,78	510 000€
7 juillet 2022	48,93	570 000€

Le versement du solde, correspondant à un montant de 185 000 €, interviendra au plus tard le 15 décembre 2022 sur présentation par Cantal Destination d'un bilan intermédiaire, du budget prévisionnel et du programme d'actions de l'année 2023 ».

Ce calendrier de versement peut être modifié en fonction des besoins en trésorerie de l'association.
Le Département s'engage à procéder aux paiements d'acompte anticipé sur demande de l'association.

Un bilan intermédiaire pourra être établi à l'automne 2022 présentant notamment un état des actions réalisées par Cantal Destination et des crédits disponibles.

Article 2 :

L'ensemble des autres dispositions de la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'exercice 2022 demeure inchangé.

A AURILLAC en trois exemplaires originaux le .

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de Cantal Destination,

Bruno FAURE

Didier ACHALME

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-4

Agriculture

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Christophe VIDAL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour et 4 abstentions (Pierre MATHONIER, Valérie RUEDA, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL).

Vu la délibération n°AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Considérant que l'agriculture constitue un élément fort de l'identité cantalienne ;

Considérant la volonté du Conseil départemental d'apporter son soutien à l'agriculture par des actions en faveur de son développement pour faire de l'agriculture le moteur économique, social et environnemental du département du Cantal ;

Considérant la nécessité de développer la consommation de produits locaux dans la restauration collective du département ;

- **ADOpte** la convention-cadre entre la Région et le Département en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire telle que jointe en annexe de la présente délibération.

- **Autorise** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **DECIDE** de mettre en place un programme agricole 2023-2027 en faveur de l'agriculture conformément aux objectifs de la convention cadre avec la Région et répondant aux axes prioritaires suivants :

- Accompagner la performance économique des exploitations ;
- Accompagner la transition climatique ;
- Promouvoir la consommation locale ;
- Communiquer.

- **DECIDE** d'inscrire un montant de 5 325 000 € d'AP (investissement) et 2 182 500 € d'AE (fonctionnement) pour le financement du programme agricole 2023-2027.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour adopter les dispositifs du Programme Agricole départemental tout en restant dans le cadre budgétaire et conforme aux objectifs de la convention-cadre entre la Région et le Département et des axes prioritaires du Conseil départemental.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document contractuel se rapportant à la mise en œuvre du programme agricole.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour adopter la convention avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour les dispositifs en cofinancement du Feader.

- **DECIDE** le versement de la cotisation annuelle d'adhésion à l'Association Nationale Agrilocal qui sera adoptée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire. Le montant de cette cotisation est évaluée à 9 500 €.

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental les crédits indiqués ci-après et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents :

1/ Fonctionnement






Opérations	BP+BS+DM+ virement 2022	AE 2023/2027	BP 2023
PROGRAMME AGRICOLE 17-22 : ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITATIONS			
Programme ACOA/2	415 600 €	0 €	
Chapitre 65 Nature 65748 Fonction 6312	372 500 €		200 000 €
PROGRAMME AGRICOLE 23-27 : ACCOMPAGNEMENT DES EXPLOITATIONS			
Programme AGRI/2		2 182 500 €	
Chapitre 65 Nature 65748 Fonction 6312	0 €		172 500 €
ALIMENTATION			
Chapitre 011 Nature 6281 Fonction 6312	9 500 €		9 500 €
Chapitre 011 Nature 617 Fonction 6312	25 000 €		10 000 €

2/ Investissement

Opérations	BP+BS+DM+ virement 2022	AP 2023/2027	BP 2023
PROGRAMME AGRICOLE 17-22 : INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS			
Programme ACOA/1	1 000 000 €	0 €	
Chapitre 204 Nature 20421 Fonction 6312	390 000 €		600 000 €
Chapitre 204 Nature 20422 Fonction 6312	450 000 €		190 000 €
Chapitre 204 Nature 204181 Fonction 6312	10 000 €		10 000 €
PROGRAMME AGRICOLE 23-27 : INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS			
Programme AGRI/1		5 325 000 €	
Chapitre 204 Nature 20421 Fonction 6312	0 €		200 000 €

SYNTHESE

Opérations	BP+BS+DM+ virement 2022	BP 2023 Fonctionnement	BP 2023 Investissement
Autorisation d'engagement ou de programme	1 415 600 €	2 182 500 €	5 325 000 €
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement	407 700 €	392 000 €	
Total Crédits de Paiement en Investissement	1 000 000 €		1 000 000 €

				
X				X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



**Convention entre la Région Auvergne-Rhône- Alpes et le Département
du Cantal, en matière de développement économique pour les
secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et
de l'agroalimentaire**

Vu le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 modifiée de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM)

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-9-1, L.1111-10 (I, 2^e alinéa), L.1511-2, L.1511-3, L.3211-1 et L.3232-1-2,

Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime,

Vu la délibération du Conseil régional n° AP-2020-07 / 08-6-4159 du 8 juillet 2020 relative à la stratégie de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour la programmation européenne 2021-2027

Vu la délibération du Conseil régional n°AP-2022-06/07-13-6750 du 30/06/2022 adoptant le nouveau Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation d'Auvergne-Rhône-Alpes et approuvant la présente convention,

Vu la délibération du Conseil départemental n°XXXX du 12 décembre 2022 approuvant la présente convention,

Entre

Le Département du Cantal, représenté par le Président du Conseil départemental dûment habilité,

Et

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et de la loi 3DS n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, la Région est chef de file en matière de développement économique à travers son Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), la métropole de Lyon, les communes et leurs groupements, les Départements pouvant participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région par voie de convention.

Le SRDEII d'Auvergne-Rhône-Alpes, cadre d'intervention de l'action des collectivités publiques pour les aides aux entreprises, le soutien à l'internationalisation, les aides à l'investissement immobilier et l'innovation des entreprises comprend notamment un volet consacré à l'agriculture, à l'agroalimentaire, à la forêt et à sa filière bois. Dans une logique d'approche globale et commune, il est établi parallèlement au Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et au Contrat de plan régional de développement de la formation et de l'orientation professionnelle pour la période 2022-2028. La Région est également compétente en matière de planification, de coordination et d'aménagement du territoire à travers son Schéma Régional d'Aménagement Durable et de Développement des Territoires (SRADDET) adopté par délibération du conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

A travers l'ensemble de ces schémas, l'agriculture et la forêt constituent à la fois un véritable atout d'attractivité économique et un facteur d'aménagement du territoire articulé aux enjeux d'aménagement rural, de solidarité territoriale, d'emploi, de tourisme, d'environnement, etc.

Les Départements et la Métropole de Lyon ont mis en œuvre depuis de nombreuses années des politiques d'aide à l'agriculture, à la pisciculture ou à la pêche, à l'agroalimentaire et à la filière forêt/bois, complémentaires à celles de la Région et adaptés aux spécificités de leurs territoires et de leurs filières. Ces politiques ont été évaluées et ajustées régulièrement dans une logique d'adaptation systématique des réponses qu'elles apportent aux besoins des territoires urbains et ruraux. En outre, les Départements et la Métropole de Lyon sont des partenaires majeurs des programmes de développement rural et du volet régional FEADER du programme stratégique national au sein desquels ils sont cofinanceurs réguliers. Ainsi les Départements jouent un rôle indéniable d'acteurs de proximité auprès des partenaires du monde agricole et forestier.

Comme le prévoient les lois MAPTAM, NOTRe et la loi 3DS, les Départements et la Métropole de Lyon peuvent, en complémentarité des aides régionales, participer au financement de projets en faveur d'organisations de producteurs et d'entreprises exerçant une activité de production, de commercialisation et de transformation de produits agricoles, de produits de la forêt ou de produits de la pêche et de l'aquaculture selon les termes de l'article L 3232-1-2 du CGCT. Les Départements et la Métropole de Lyon demeurent également compétents dans les champs de l'aménagement rural, de la solidarité territoriale, du tourisme, de l'environnement, des laboratoires d'analyse, de l'éducation ou de l'action sociale, secteurs en lien avec l'agriculture et la forêt.

La loi prévoit que les Départements et la Métropole de Lyon interviennent en complémentarité de la Région, c'est-à-dire en cohérence avec les objectifs du plan d'actions sectorielles fixés au SRDEII Auvergne-Rhône-Alpes. Il s'agit d'établir un véritable partenariat entre la Région et les Départements pour œuvrer côte à côte et avec efficacité, à la pérennité et au développement des entreprises agricoles, piscicoles et forestières et de leurs filières. Tel est l'enjeu de la présente convention.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal conviennent d'apporter, de façon coordonnée et complémentaire, leur concours au développement des secteurs agricoles, piscicoles, agro-alimentaires et forestiers sur leurs territoires, dans les conditions définies ci-après et selon les orientations portées par le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

ARTICLE 2 – LES ORIENTATIONS PARTAGÉES ENTRE LA RÉGION ET LE DÉPARTEMENT POUR LA POLITIQUE AGRICOLE ET FORESTIÈRE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

L'agriculture est un secteur clé en Auvergne-Rhône-Alpes. Alors que 45% des agriculteurs atteindront l'âge de départ à la retraite d'ici 2030, l'ambition commune portée par la Région et le Département doit répondre à l'enjeu fort du renouvellement des générations en agriculture. Dans un contexte fortement influencé par la montagne et le périurbain, l'ambition partagée vise à permettre aux exploitations agricoles d'être plus compétitives et rémunératrices pour les agriculteurs, plus protectrices et adaptées à leur environnement, plus solides, d'une part face à la conjoncture des marchés agricoles, et d'autre part face aux aléas climatiques et aux risques sanitaires. L'action conjointe porte également sur la création de valeur par les agriculteurs, qui s'appuie sur des terroirs et produits de qualités reconnus et répond aux attentes sociétales en matière d'alimentation et de relocalisation alimentaire. Par ailleurs, la filière forêt/bois constitue un atout majeur de la région qu'il convient de mieux valoriser, de l'amont à l'aval, tout en portant une attention particulière à la préservation des écosystèmes forestiers impactés par le changement climatique Vis-à-vis des territoires ruraux de la région, qui affrontent diversement les enjeux démographiques et économiques, la Région et le Département s'engagent pour valoriser l'attractivité de ces territoires à partir de leurs atouts et ressources naturels. De manière transversale, le développement d'innovations, la diffusion de connaissances et les projets collectifs, sont de nature à améliorer les réponses face à l'ensemble de ces enjeux et sont donc prônées dans le cadre de ce partenariat.

➡ 1. Assurer le renouvellement des générations en agriculture, pour viser un maintien du nombre d'actifs

Les exploitations agricoles continuent à se concentrer, à être moins nombreuses, de plus en plus grandes et gérées par moins d'actifs notamment dans le secteur de l'élevage. Entre 2000 et 2020, le nombre d'exploitations s'est réduit de 40% en région, même si le nombre d'installations se maintient (entre 1600 et 1700 par an), il ne compense pas le nombre de départs. Près d'un exploitant sur quatre n'est pas remplacé. Dans ce contexte, la Région et le Département se donnent comme priorité de viser le maintien du nombre d'actifs en agriculture notamment dans les zones défavorisées ou périurbaine. L'attractivité des métiers (conditions de travail, rémunération du travail...) est au cœur de des dispositifs d'aide et va de pair avec le développement de l'emploi salarié (y compris via les groupements d'employeurs et services de remplacement) et de la formation. Cette priorité donnée au renouvellement des générations passe notamment par des actions renforcées de suivi et d'assistance pour la transmission des exploitations agricoles.

➡ 2. Renforcer la solidité du secteur agricole en accompagnant leur transition face aux défis climatique et de préservation des ressources naturelles

Le secteur agricole est mobilisé pour s'adapter et faire face au défi du changement climatique. La Région et le Département s'engagent à le soutenir dans cette démarche de transition. Il s'agit d'accompagner les dynamiques émergentes de transition des systèmes et de soutenir l'adaptation des outils productifs pour sécuriser les productions. Ces deux volets d'actions que sont l'accompagnement à la transition (amélioration des pratiques et acquisition d'équipements pour limiter l'impact environnemental, sanitaire et climatique) et l'accompagnement à l'adaptation (amélioration de la résilience face à la raréfaction des ressources et aux aléas climatiques) concernent l'ensemble des filières animales et végétales présentes sur le territoire. Pour ce faire, les investissements bénéficieront d'aides économiques, pour le matériel de production innovant, comme pour les infrastructures. Les démarches collectives d'investissement seront privilégiées.

Face aux difficultés d'accès à la ressource en eau, l'action conjointe porte sur le développement et l'amélioration des infrastructures, mais aussi sur l'accompagnement de démarches collectives à l'échelle territoriale pour mieux appréhender collectivement la gestion de cette ressource, son économie et la préservation de sa qualité.

L'agro-pastoralisme dans les territoires de montagne est à l'origine de productions qualitatives qui font la renommée des territoires de la région. Il constitue d'autre part un mode de gestion vertueux en contribuant à l'entretien de paysages emblématiques. C'est pourquoi la Région et le Département soutiennent le maintien de ces pratiques ainsi que les pratiques agro-environnementales et l'agroforesterie. Les aménités générées par l'agriculture seront promues,

par exemple, dans le cadre des périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains.

Le cas échéant, face à des catastrophes naturelles majeures, les partenaires du SRDEII pourront mettre en place des actions de solidarité auprès des exploitants agricoles les plus touchés.

Le Département, dans le cadre de ses compétences et de celle de son laboratoire départemental, mène par ailleurs des actions en faveur de la veille et de la sécurité sanitaire des élevages.

➤ 3. Renforcer la création et la captation de valeur par les agriculteurs, en s'inscrivant dans les attentes sociétales en matière d'alimentation, de matériaux biosourcés et de relocalisation

Le secteur agricole et alimentaire revêt un caractère stratégique pour fournir à la population des denrées alimentaires en suffisance, de qualité et à des prix abordables et rémunérateurs pour les producteurs. La demande de relocalisation alimentaire est croissante. La région présente de nombreux atouts pour répondre à cet enjeu : l'existence de très nombreuses filières de production agricole tant végétales qu'animales, des productions alimentaires sous signe officiel d'origine et de qualité fortement reconnues, dont le bio, un tissu dense d'entreprises agroalimentaires, dont 80% sont des PME/TPE très intégrées sur leur territoire. La Région et le Département portent l'ambition de renforcer les filières, qu'il s'agisse de filières territoriales reposant sur des productions spécifiques, ou de filières régionales, ou encore de filières émergentes ou à enjeu de souveraineté régionale. Les investissements dans les outils de transformation, de commercialisation et de distribution doivent continuer d'être soutenus, qu'ils soient portés par les agriculteurs ou des industries agroalimentaires ou des structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi que le conseil, la formation et les coopérations entre acteurs. D'autre part, la promotion des produits d'Auvergne-Rhône-Alpes et la structuration des circuits courts et de proximité continuent d'être soutenus, en premier lieu afin qu'ils trouvent une place de choix dans les lieux de la restauration collective de la région. Plus largement, les identifiants marquant l'origine territoriale sont promus en vue de toucher tous les modes de distribution, y compris la grande distribution, et afin de susciter l'achat des produits alimentaires de la région et de ses territoires et favoriser les débouchés des agriculteurs de la Région. En complément des marqueurs d'origine (AOP-IGP, autres marques territoriales), la Région s'engage pour valoriser les productions agricoles régionales et leur offrir davantage de débouchés, avec la marque régionale « Ma région, ses terroirs ». L'appui à l'organisation des marchés locaux (structuration de l'offre et de la demande en circuits courts) participe à cet objectif partagé. La progression des produits sous signe de qualité et issus des produits de l'agriculture biologique ou d'autres démarches environnementales constitue également un levier de développement pour l'agriculture régionale.

➤ 4. Accompagner la transition du secteur forêt-bois face aux défis du changement climatique et favoriser la valorisation de la ressource locale

La forêt constitue un autre levier de développement économique et d'aménagement durables des territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans un contexte de changement climatique avéré et de plus en plus impactant, l'objectif principal est d'accompagner l'adaptation des forêts au changement climatique sur le long terme, pour assurer leur vitalité, garantir leur résilience et ainsi préserver la multifonctionnalité des peuplements et maintenir les différents services rendus (dont la production de bois).

Les objectifs de la Région et du Département visent l'augmentation du volume de bois récolté, voire utilisé localement, et les travaux d'aménagement forestier, dans une approche multifonctionnelle. Le maintien et la création, à tous les maillons de la filière, d'emplois non délocalisables et d'entreprises créatrices de valeur ajoutée locale constituent un enjeu partagé. Ces orientations reposent sur :

- Le renforcement du tissu économique des TPE/PME de la filière en soutenant leur développement et en améliorant leurs outils de production, pour augmenter leur compétitivité ;
- Le renouvellement des générations (création/reprise) pour les différents maillons (entreprises de travaux et exploitation, de 1^{ère} et 2^{ème} transformation) ;
- La création de nouvelles dessertes et l'amélioration de la desserte existante mais aussi des conditions de transport via les voiries publiques
- L'amélioration de la qualité productive des forêts par une gestion collective, dynamique et durable des peuplements pour une meilleure résilience et une meilleure adaptation aux évolutions et aléas climatiques ;

- Le développement des produits bois de qualité, à plus forte valeur ajoutée et en phase avec les attentes du marché (construction, rénovation, menuiserie-ameublement, etc.) ;
- la prise en compte des risques (sanitaires, DFCI ...) et le renouvellement de la ressource, en intégrant l'impact des changements climatiques ;
- La promotion de l'utilisation du bois local dans la construction et la rénovation des bâtiments ;
- L'accompagnement de la structuration de la filière Forêt-Bois et la fédération des acteurs publics et privés ;
- L'innovation au service des entreprises de la filière forêt/bois ;
- L'intégration des enjeux de biodiversité dans la gestion forestière, pour notamment assurer une meilleure résilience des peuplements forestiers face au défi du changement climatique ;
- Le renforcement de l'usage de toutes les essences ;
- L'adaptation des filières de transformation ;
- Le renforcement de l'attractivité des métiers de la filière et le développement des compétences,
- L'amélioration de l'acceptabilité sociétale de l'exploitation forestière et des travaux forestiers.
- Le développement et la structuration de la filière bois-énergie ?

➡ 5. Favoriser l'attractivité des zones rurales et la relocalisation de leur économie, en préservant les ressources naturelles et en relevant le défi du changement climatique et en préservant le foncier agricole

Le développement rural est partie intégrante des politiques agricoles, puisqu'il contribue à dynamiser les territoires qui accueillent en grande majorité la production agricole et forestière. Le programme LEADER, alimenté par une part minimale de 5% du FEADER au niveau national, y est intégralement dédié. La Région et le Département contribuent à la mise en œuvre des projets visant :

- à revitaliser les centres-bourgs via une approche stratégique et participative permettant de renforcer leur rôle de centralité en milieu rural
- à construire une offre touristique renouvelée, diversifiée et accessible en réponse aux attentes de la clientèle et s'appuyant sur la mise en réseau des acteurs
- Favoriser l'accès à l'emploi et renforcer la création de valeur ajoutée par le maintien et le développement de nouvelles activités en s'appuyant sur les ressources et les compétences locales.

La Région, les Départements se donnent comme priorité de garantir la préservation du foncier agricole. Il s'agit :

- ➡ d'accompagner les territoires dans la définition de leur stratégie foncière et leur mise en œuvre
- ➡ d'accompagner les initiatives individuelles et les projets collectifs visant à préserver le foncier agricole et à lutter contre les friches et l'enfrichement
- ➡ de mobiliser les acteurs et outils existants

Le Département dispose notamment à cet effet des outils de l'Aménagement Foncier rural (Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnementale, Échanges et cessions d'Immeubles Ruraux) pour restructurer le parcellaire, et une procédure de Mise en valeur des terres incultes. Ces outils pourront être proposés aux Collectivités pour mettre en œuvre leur stratégie et répondre à leurs objectifs de préservation du foncier agricole et naturel.

➡ 6 Développer la production d'innovations, la diffusion de connaissances et les collectifs, sur les enjeux d'adaptation au changement climatique, de transition agro-écologique et de performance économique

La mise en œuvre des axes cités précédemment repose sur une action ambitieuse en matière d'innovation et de coopérations multi partenariales pour être au plus près des problèmes rencontrés par les acteurs. La Région et le Département conviennent de participer à l'invention de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt bois de demain et à la diffusion des connaissances nécessaires à la conduite et à l'adaptation des exploitations afin de les rendre plus compétitives et mieux adaptées face à l'évolution et aux risques climatiques. Dans cet objectif, la Région et le

Département s'appuient sur de nombreux partenaires et soutiennent leurs projets : les pôles de compétitivité, les « clusters », les entreprises et les acteurs de la recherche et du développement seront sollicités au service de cette ambition.

La Région et le Département soutiennent les stratégies locales de développement, et notamment les Projets Alimentaires Territoriaux qui permettent de retisser les liens entre tous les maillons de la production jusqu'aux consommateurs,

ARTICLE 3 – DISPOSITIFS DE SOUTIEN MIS EN PLACE

Les aides publiques, en investissement et en fonctionnement, mises en œuvre par la Région et le Département, dans les secteurs agricole, piscicole, agroalimentaire et forestier, s'inscrivent dans les orientations définies dans la présente convention. Les orientations prioritaires du Département sont explicitées en annexe à la présente convention.

Les dispositifs d'intervention pourront relever des Programmes de Développement Rural (PDR) Auvergne et Rhône-Alpes 2014-2022 et du Programme stratégique National 2023-2027. Lorsqu'ils relèvent du champ concurrentiel, ils pourront également être adossés à des régimes d'aides existant au sens du droit européen, notifiés ou exemptés de notification.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS GENERALES

4.1 Engagements des signataires

L'article L 1511-1 du CGCT dispose que le Conseil Régional doit établir un rapport relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile par les collectivités territoriales et leurs groupements. Il en évalue les conséquences économiques et sociales et donne lieu à un débat devant le Conseil régional. A cette fin le Département du Cantal transmettra à la Région, avant le 30 mars de chaque année, toutes les informations relatives aux aides et régimes d'aides agricoles, agroalimentaires et forestiers qu'il a mis en œuvre sur l'année civile précédente.

Ce rapport sera communiqué au représentant de l'État dans la région avant le 31 mai de chaque année et, sur leur demande, aux autres collectivités et établissements publics (Départements, Métropole de Lyon, EPCI, etc.). Les informations contenues dans ce rapport permettront à l'État de remplir les obligations des États-Membres au regard du droit communautaire.

En outre, le Département du Cantal s'engage à :

- Mobiliser ses financements en complément des objectifs des politiques de la Région, (en concertation avec cette dernière) ;
- Assumer son rôle de partenaire à part entière dans le cadre des réflexions dédiées à l'avenir des politiques régionales dans les secteurs de l'agriculture, de la pisciculture, de l'agroalimentaire, de la forêt et du bois ;

La Région s'engage à :

- Partager l'information avec le Département concernant les politiques et les aides mises en œuvre sur son territoire,
- Réunir des instances de pilotage qui associent le Département à la réflexion et aux débats, lui permettant ainsi d'être force de proposition, de participer activement à la co-définition des politiques agricoles, agroalimentaires et forestières, et de veiller à une coordination optimale des financements.

Protection des données Personnelles

Les deux parties s'engagent à traiter les données strictement nécessaires à l'atteinte des objectifs poursuivis par la présente convention et à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté, conformément à la réglementation relative à la Protection des données personnelles [Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et Loi Informatique et Libertés (LIL)].

4.2 Durée, modification ou résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour la durée du SRDEII. Elle entre en vigueur à compter de sa signature par les parties à la convention.

Elle peut être modifiée par voie d'avenant après accord entre les parties signataires. La Région et le Département se réservent par ailleurs la possibilité de provoquer à tout moment une révision de la convention pour prendre en compte les modifications introduites par les évolutions législatives.

La convention pourra être résiliée de plein droit par la Région ou par le Département par notification écrite en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

4.3 Litiges

En cas de litige pouvant résulter tant de l'interprétation que de l'exécution de la présente convention, un règlement amiable sera recherché.

A défaut d'accord, le tribunal compétent sera le Tribunal administratif de Lyon

Fait à Lyon, le

**POUR LA REGION
AUVERGNE –RHONE- ALPES**

POUR LE DEPARTEMENT DU CANTAL

**LAURENT WAUQUIEZ
PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL**

**BRUNO FAURE
PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Annexe : Orientations prioritaires du Département du Cantal

Contexte et enjeux

Entièrement classé en zone de Montagne, le Département du Cantal compte 4 670 exploitations dont 95 % de la SAU est en prairie. L'emploi en agriculture représente 11,5 % des emplois du Cantal (2 % en Auvergne-Rhône-Alpes) avec un taux d'installation qui reste élevé (+/- 100 installations par an). Le secteur agroalimentaire compte également une part importante dans le département.

Dominée par l'élevage bovin viande et lait (20 % de l'effectif régional) l'agriculture cantalienne est caractérisée par la présence de 6 AOP fromagères sur le territoire et les races bovines emblématiques Salers et Aubrac, essentiellement utilisées pour la production de viande, notamment dans le cadre de filière de qualité.

Objectif général

L'objectif de la politique agricole du Conseil départemental est de faire de l'agriculture le moteur économique, social et environnemental du département du Cantal.

Orientations prioritaires

Les axes prioritaires du Département sont les suivants :

⇒ Accompagner la performance économique des exploitations

- modernisation des exploitations pour favoriser la rentabilité du modèle économique cantalien et l'agriculture innovante
- promouvoir la qualité, valoriser la gestion vertueuse du territoire et développer une agriculture à haute valeur ajoutée
- favoriser l'installation et l'emploi en agriculture
- préserver le foncier agricole

⇒ Accompagner la transition climatique

Accompagner la transition climatique pour développer une agriculture à haute valeur environnementale (accroître l'autonomie des exploitations en eau, neutralité carbone, autonomie fourragère, haies ...).

⇒ Promouvoir la consommation locale

Favoriser les circuits courts et valoriser les produits locaux (Consocantal, Agrilocal15, promouvoir la transformation fermière...)

- **Consocantal** : démarche pour promouvoir une alimentation locale dans la restauration hors domicile à l'initiative du Conseil départemental et de la Chambre d'Agriculture et avec le soutien de l'État. **L'objectif est d'atteindre 50 % de produits locaux dans les établissements ayant un restaurant collectif.**
- **Agrilocal15** : cette plateforme internet est un outil mis à disposition gratuitement auprès des acheteurs de la restauration collective et les fournisseurs de produits locaux pour favoriser l'accès des produits agroalimentaires locaux dans les restaurants collectifs du département.

⇒ Développer la communication

Disposer d'une communication active sur les métiers, l'agriculture vertueuse cantalienne, auprès des jeunes, valoriser les actions du Conseil départemental en faveur de l'agriculture...

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-5

Education Collèges

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) : M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ayant donné pouvoir : ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3211-1 ;

Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L.213-2 et L.442-9 ;

Vu la délibération n°16CD03-03 du Conseil départemental du 23 juin 2016 adoptant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n°20CD05-10 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 reconduisant la sectorisation des collèges publics cantaliens pour l'année scolaire 2021-2022 ;

Vu la délibération n°21CP08-11 de la Commission Permanente du 28 octobre 2022 approuvant la répartition de la dotation de fonctionnement entre les 22 collèges publics du département pour 2023 ;

Vu la délibération n°21CP08-16 de la Commission Permanente du 29 octobre 2021 approuvant le projet « Conso Cantal » ;

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'éducation pour 2023 ;

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour l'examen de la convention EPLE/Conseil départemental relative à la définition des objectifs et des moyens ;

- **FIXE** à 342 976 €, soit 466 € par élève, la contribution forfaitaire part matériel que les collèges privés sous contrat d'association pourront percevoir en 2023 ;

- **FIXE** à 316 584 € répartis selon les modalités suivantes : 680 € par élève jusqu'à 80 élèves et à 172 € à partir du 81^{ème} élève, la contribution forfaitaire part personnel que les collèges privés sous contrat d'association pourront percevoir en 2023 ;

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

- **CONFIRME** les modalités de financement des séjours relatifs à la découverte du territoire national (subvention de 20 % des dépenses, plafonnée à 1 000 € / année scolaire et par établissement) et du territoire international (subvention de 25 % des dépenses, plafonnée à 3 000 € / année scolaire et par établissement) ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les conventions à intervenir avec chaque collège privé préalablement à la mise en œuvre du programme d'investissement ;

- **CONFIRME** l'adhésion du Département du Cantal à l'Agence régionale de l'orientation pour une cotisation annuelle de 1 000 € ;

- **CONFIRME** que l'acquisition des postes informatiques nécessaires aux services administratifs des collèges sera à la charge de chacun des collèges ;






- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour l'examen du futur cahier des charges de l'Appel à projets au titre du Schéma départemental du Numérique Educatif ;

- **DECIDE** d'inscrire au Budget Départemental 2023 les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents :

Fonctionnement						
Chapitre	Nature	Fonction	Libellé	BP 2022	Crédits ouverts (BP,DM, Virements)	BP 2023
65	65511	221	Fonctionnement des collèges	1 852 564 €	1 873 121,00 €	2 095 000 €
65	65512	221	Fonctionnement des collèges privés	660 000 €	660 000,00 €	660 000 €
65	65734	221	Subv utilisation gymnases par collèges	49 000 €	49 000,00 €	49 000 €
011	617	221	Etudes Collèges	32 200 €	32 200,00 €	10 000 €
011	6288	221	Prestation - Collèges Numériques ENT	30 000 €	30 000,00 €	35 000 €
011	6281	221	Adhésion association	5 400 €	5 400,00 €	2 400 €
011	615221	221	Entretien des bâtiments (collèges)	41 000 €	40 000,00 €	50 000 €
011	60623	221	Réseau de chaleur bois	347 436 €	341 184,00 €	415 000 €
65	657381	221	Activités pédagogiques des collèges	100 000 €	76 740,27 €	70 000 €
65	657351	221	SDNE Appels à projets numériques	40 000 €	15 000,00 €	14 100 €
011	6068	221	Matériaux collèges	50 000 €	40 000,00 €	25 000 €
011	6156	221	Contrats de Maintenance (toitures terrasses, lave vaisselles.)	10 000 €	/	30 000 €
011	6228	221	Accompagnement Conso Cantal	10 000 €	4 900,00 €	10 000 €

011	6135	221	Location prestation menu co	16 500 €	16 500,00 €	16 500 €
011	6228	221	Prestation extérieure Restauration	70 000 €	112 855,28 €	5 000 €
011	61558	221	Entretien Réparation autres biens Collèges	70 000 € sur une ancienne ligne	876,00 €	60 000 €
011	611	221	Contrats prestation de services	63 000 € sur une ancienne ligne	62 806,00 €	65 000 €
011	61521	221	Entretien Terrains collèges			10 000 €
TOTAL				3 700 000 €	3 711 836,12 €	3 622 000 €

Investissement						
21	21841	221	Matériel / Mobilier	140 000 €	95 000,00 €	30 000 €
204	20 432	221	Investissements Collèges privés	90 000 €	90 000,00 €	90 000 €
20	2031	221	Frais études Collèges	15 000 €	15 000,00 €	5 000 €
21	2188	221	Autres équipements collèges (restauration)	350 000 €	356 606,00 €	40 000 €
21	2188	221	Equipement mission entretien	150 000 €	150 000,00 €	100 000 €
21	21572	221	Equipement mission maintenance	30 000 €	45 185,36 €	10 000 €
23	2317	221	Mise en conformité et sécurité	150 000 €	173 744,34 €	95 000 €
21	21831	221	Equipements numériques Expérimentation	20 000 €	/	20 000 €
TOTAL				945 000 €	925 525,70 €	390 000 €

				
X		X	X	X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-6

Education : enseignement supérieur

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Florian MORELLE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,






Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour.

Vu la délibération n°22CP07-3 de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022 adoptant la convention partenariale entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Département pour le développement de l'enseignement supérieur sur le Campus universitaire d'Aurillac 2022-2026 ;

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental 2023 les crédits suivants :

Imputation			Libellé	BP 2022	Crédits ouverts (BP, DM, Virements)	BP 2023
chapitre	nature	fonction				
65	65738	23	CUP Pédagogique Public	138 000 €	138 000 €	138 000 €
011	6288	23	Prestations Campus connecté	59 800 €	31 300 €	40 000 €

				
X			X	X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-7

Avenant n° 3 à la convention pour l'aménagement du territoire éducatif cantalien

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la convention pour un aménagement du territoire scolaire cantalien signée en 2014 entre le Ministère de l'Education Nationale et l'Association des Maires du Cantal ;
Vu l'avenant n° 1 à la convention pour un aménagement du territoire scolaire cantalien, signé en 2017 ;
Vu les délibérations n° 19CD06-01 du Conseil départemental du 15 novembre 2019 et n° 19CP08-08 de la Commission Permanente du 29 novembre 2019 relatives à l'avenant n° 2 à la convention d'aménagement du territoire scolaire cantalien ;

Considérant que ce dernier avenant associe le Département au titre de sa compétence en faveur des collégiens ;

- **ACTE** le principe de poursuivre les travaux engagés au titre de la convention pour l'aménagement éducatif du territoire cantalien dans le cadre d'un troisième avenant.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour l'examen de ce troisième avenant.

				
		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-8

Vie associative

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°17CD06-31 du Conseil départemental du 21 décembre 2017 approuvant les fiches actions des dispositifs Fonds Cantal Animation et Fonds Cantal Animation + ;

- **APPROUVE** les axes d'interventions du Conseil départemental en faveur de la vie associative et des bénévoles Cantaliens pour 2023 ;

- **ATTRIBUE** à l'association de gestion de la Maison du Bénévolat une subvention de 5 000 € sur la base du budget prévisionnel des dépenses à engager ;

- **RENOUVELLE** pour 2023 le dispositif d'aides Fonds Cantal Animation avec l'actualisation des fiches descriptives ;

- **RENOUVELLE** le dispositif d'aides Fonds Cantal Animation +, dont la liste des manifestations éligibles pour 2023 est jointe en annexe ;






- **FIXE** à 300 000 € l'enveloppe budgétaire annuelle du Fonds Cantal Animation, soit 20 000 € par canton ;

- **FIXE** à 217 000 € l'enveloppe budgétaire annuelle du Fonds Cantal Animation +.

- **DECIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents :

Série de lignes gérées uniquement en CP	BUDGET 2022	Crédits ouverts 2022 (BP, DM, virements)	Nouvelle nomenclature	BUDGET 2023
CP Chapitre 65 Nature 6574 Fonction 33	5 000 €	5 000 €	CP Chapitre 65 Nature 65748 Fonction 338	5 000 €
CP Chapitre 65 Nature 65734 Fonction 54	76 500 €	76 500 €	CP Chapitre 65 Nature 657341 Fonction 54	76 000 €
CP Chapitre 65 Nature 65737 Fonction 54	46 000 €	46 000 €	CP Chapitre 65 Nature 657381 Fonction 54	46 000 €
CP Chapitre 65 Nature 6574 Fonction 54	395 200 €	575 333 €*	CP Chapitre 65 Nature 65748 Fonction 54	395 000 €

*Report des engagements de 2021

				
X		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe



Fonds Cantal Animation

Bénéficiaires:

Les associations, les établissements scolaires ou par dérogation les maîtres d'ouvrages publics (Communes, Etablissements publics...).

Nature des opérations subventionnées:

Soutien aux manifestations, aux associations, aux établissements scolaires ou maîtres d'ouvrages publics sur proposition des conseillers départementaux via le Fonds Cantal Animation.

Enveloppe budgétaire:

20 000 €/an par canton, soit 300 000 € / an.

Conditions d'attribution:

A réception du formulaire complété et après co-signature par les deux conseillers départementaux, le dossier sera inscrit et approuvé à la Commission Permanente du mois suivant.

Rappel: en cas de manifestation ou événement à financer, la demande doit être déposée avant la date de commencement d'exécution.

Fonds Cantal Animation +

Se compose de 2 volets: le premier destiné à l'animation des associations à vocation culturelle et le second au soutien aux manifestations.

Critères communs aux 2 volets

Bénéficiaires:

Les associations ou par dérogation les maîtres d'ouvrages publics (Communes, EPIC ou EPCI...).

Nature des opérations subventionnées:

Le Fonds Cantal Animation Plus départemental permettra de regrouper l'essentiel des dispositifs actuels en faveur de :

- l'animation des associations à vocation culturelle,
- l'ensemble des manifestations éco touristiques ;
- les manifestations culturelles (sauf « le Festival International de Théâtre de Rue » à Aurillac) ;
- certaines manifestations sous maîtrise d'ouvrage publique,
- certaines manifestations départementales de promotion agricole.

Subvention:

Subvention dont le montant est défini dans le cadre d'une enveloppe allouée.

Les fonds FCA et FCA+ peuvent être cumulables.

Spécificité liée au volet 1 : Animation des associations à vocation culturelle

Conditions particulières d'attribution dans le cadre du FCA+:

Le dossier de demande de subvention devra être adressé au Conseil départemental avant le 31/03 et comprendra les pièces suivantes:

- formulaire de demande signé,
- présentation du programme d'activité annuel détaillé,
- budget prévisionnel,
- RIB,
- bilan des activités de l'année précédente.

Spécificité liée au volet 2 : soutien aux manifestations

Conditions particulières d'attribution dans le cadre du FCA+:

Le dossier de demande de subvention devra être adressé au Conseil départemental avant le 31/03 et comprendra les pièces suivantes:

- formulaire de demande signé et courrier de sollicitation,

- présentation du programme détaillé de la manifestation,
- présentation des objectifs de la manifestation et du public visé,
- plan de financement prévisionnel précisant notamment les partenariats financiers avec la Commune d'accueil ou Communauté de Communes concernées,
- RIB,
- impact médiatique attendu et retombées économiques,
- communication des résultats et bilan des éventuelles éditions précédentes.

Paiement sur pièces justificatives réceptionnées au plus tard le 31/10 : preuve du logo, bilan financier de l'opération.

Les dépenses d'hébergement et liées à l'organisation de buvettes, repas et buffet ne sont pas éligibles.

Programmation prévisionnelle FCA+2023

Bénéficiaires	Manifestations	Montants prévisionnels 2023 en €	Localisation de la manifestation
			Commune
Jeunes Agriculteurs du Cantal	Fête de la terre	2 500	Départemental
Synd. des Eleveurs de Chevaux de Races Lourdes	Concours dép. "pouliches/poulinières de races lourdes"	2 500	Départemental
Comité d'Organisation de Journées de l'Elevage	Miss laitières départementales	1 500	Départemental
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 1 ^{ère} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 2 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 3 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 4 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Musica Formosa	Festival Voyage d'hiver	2 500	Départemental
Musik' Art Cantal	Saison culturelle 2023	2 500	Départemental
Boogie Woogie Laroquebrou Cantal Auvergne	Festival International de Boogie Woogie	20 000	Laroquebrou
Commune de St Flour	Festival des Cultures de Montagnes Hautes Terres	15 000	Saint-Flour
Cté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac	Festival des Goudots gourmands	3 000	Aurillac
Cté de Communes Sumène-Artense	Festival C'Mouvoir	2 500	Cté Cnes Sumène-Artense
Commune de St Flour	Fête de la graine à la soupe	5 000	Saint-Flour
Autour de la Gentiane	Fête de la Gentiane	2 500	Riom-ès-Montagnes
Bureau du Tourisme de Boisset	Foire à la Brocante	2 500	Boisset
Association des Paniers	Fête des Paniers	1 500	Montsalvy

Talizat Terroir	Fête de la Lentille	2 500	Talizat
Les Flocons Verts	Fête des Fromages	2 500	Pailherols
Festi'Bleu	Fête du Bleu d'Auvergne	5 000	Riom-ès-Montagnes
L'Estivade en Cézallier	Fête de l'Estive	2 500	Allanche
Association le Cornet de Murat	Fête du Cornet	2 500	Murat
Association du Pélou	Foire de la Châtaigne	2 500	Puycapel
Comité d'Ambiance Jussacoise	Les Gens d'Ici	2 500	Jussac
Les Tersons	Fête des Tersons Aubrac	2 500	Pierrefort
La Mangona	Fête de la Mangoune	2 500	Laroquebrou
Association du Site Remarquable du Goût de Salers	Salon de printemps des sites remarquables du goût	2 500	Salers
Comité d'Animation Culturelle de Marcolès	Les Nuits de Marcolès	2 500	Marcolès
Autour des Palhas	Fête des Palhas	5 000	Massiac
Cantal pédestre	Tour du Cantal pédestre	1 200	Départemental
Théâtre Bellashe	Soutien au projet Personae	2 500	Aurillac
Manufacture des Arts	Soutien à l'incubateur chorégraphique	5 000	Aurillac
Love mi tender	Soutien à la mise en valeur de projets artistiques, résidences, ateliers d'éducation populaire, concerts 2023 et accompagnement et diffusion d'artistes amateurs	6 500	Aurillac
Université Interâge	Activités 2023	9 000	Aurillac
Ferme de Trielle	Soutien au programme éducatif	5 000	Thiézac
Institut d'Etudes Occitanes	Soutien au Réseau d'Enseignement Territorial et Festival du conte "Las Rapatonadas"	12 000	Aurillac

FAL	Festival d'expression enfantine et dispositif Lire et faire lire	3 000	Aurillac
Commune de Mandailles	Fête du Cantal	2 500	Mandailles
Cté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac	Festival Aurillac en Scène	15 000	Aurillac
Association du Critérium de Marcolès	Edition du Critérium international de Marcolès	9 000	Marcolès
Association Splash	Madcow Festival	2 500	Cheygade
Office du tourisme du Pays de Salers	Les Nuits Radieuses	1 500	Tournemire
Association pour l'Animation du pays de Pierrefort	Festival Caillou Costaud	2 500	Pierrefort
Association Cantal Crossbones	Furios Fest	1 500	Saint-Flour
Association Canta'l Rock	Festival Bike Show au Lioran	1 500	Laveissière

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-9

Bâtiments départementaux

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Didier ACHALME

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

- **APPROUVE** le programme d'intervention 2023 au titre du patrimoine bâti départemental.

- **DECIDE** l'inscription au Budget Primitif du Département, pour l'exercice 2023, de **21 965 000 €** en crédits de paiement pour l'investissement et **2 330 940 €** en fonctionnement.

- **VALIDE** l'actualisation des autorisations de programme suivantes :

- Rénovation du collège Saint-Mamet-la-Salvetat : montant de 5 500 000 € porté à 6 500 000 €,
- Réfection des toitures des collèges : montant de 2 500 000 € porté à 3 500 000 €,
- Remplacement des menuiseries des collèges : montant de 3 000 000 € porté à 5 500 000 €,
- Réfection des cours des collèges : montant de 300 000 € porté à 800 000 €,
- Mise en conformité électrique : montant de 300 000 € porté à 800 000 €,
- Remplacement des systèmes sécurité incendie : montant de 300 000 € porté à 600 000 €,
- Rénovation du chalet des Galinottes : montant de 800 000 € porté à 1 800 000 €
- Construction du pôle routier de St Flour : montant de 9 000 000 € porté à 10 000 000 €
- Construction du CRD de l'Artense : montant de 1 500 000 € porté à 2 000 000 €
- Modernisation de l'HDD : montant de 1 050 000 € porté à 3 050 000 €
- Requalification thermique de l'HDD : montant de 4 000 000 € porté à 5 000 000 €
- Mise en accessibilité selon AD'AP : montant de 3 000 000 € porté à 5 000 000 €,

- **DEMANDE** l'inscription des autorisations de programme suivantes nécessaires à l'exécution de différentes opérations :

- Construction du CMS de Mauriac : 1 500 000 €
- Construction du pôle excellence : 4 000 000 €
- Installation de Gestion Technique du Bâtiment : 1 200 000 €

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour mettre en œuvre le programme annuel des travaux à engager en 2023 et se prononcer ultérieurement sur d'éventuelles modifications.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à solliciter les divers concours financiers relatifs à la réalisation des opérations validées dans le programme 2023 du patrimoine bâti départemental.

				
X				X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

NOTE EXPLICATIVE ANCIENNES ET NOUVELLES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES/CP 2023						
Bâtiments hors collèges et Lioran		Période	AP Votées avant 2023	AP proposée pour 2023	CP Proposée pour 2023	Commentaires
ADAP	TVX MISE EN ACCESSIBILITE SELON ADAP	2022-2024	3 000 000,00	2 000 000,00	200 000,00	Echéance AD/AP 2024, lancement des études et début de tx
ATHEMM	AMELIORATION THERMIQUE MARIE MAUREL	2021-2023	1 270 000,00	-	100 000,00	tx de remise en état des locaux intérieurs suite inondation
BAPR	CONSTRUCTION POLE ROUTIER A ST FLOUR	2021-2024	9 000 000,00	1 000 000,00	3 500 000,00	AP abondée pour prise en compte révision de prix
CMS MAURIAC	CONSTRUCTION CMS DE MAURIAC	2023-2026		1 500 000,00	100 000,00	Etudes en 2023, travaux 2024 et 2025
CRDART	CONSTRUCTION DU CRD ARTENSE	2021-2024	1 500 000,00	500 000,00	400 000,00	Début tx en 2023, AP complétée pour prise en compte du coût prévisionnel de l'opération avec hausse des matériaux
GTC	INSTALLATION DE GESTION TECHNIQUE CENTRALISÉE			1 200 000,00	300 000,00	
HDD	HDD REQUALIFICATION THERMIQUE	2021-2023	4 000 000,00	1 000 000,00	2 000 000,00	Raccordement au réseau de chaleur, remplacement des menuiseries extérieures et des vitrages de l'atrium...) réduire de 40 % la consommation d'énergie, AP complétée pour prise en compte du coût prévisionnel de l'opération avec hausse des matériaux
MODHDD	MODERNISATION HDD		1 050 000,00	1 000 000,00	450 000,00	Salle Pierre Raynal 2023 et divers travaux
POLEEXCELL	CONSTRUCTION POLE EXCELLENCE SUR LES BIOTECHNOLOGIES			4 000 000,00	200 000,00	Etudes en 2023, travaux 2024 et 2025
RUIUT	CONSTRUCTION RESTAURANT UNIVERSITAIRE		2 500 000,00		1 000 000,00	Début des travaux en 2023
RTIUT	RENOVATION THERMIQUE IUT	2021-2024	5 900 000,00	-	2 280 000,00	tx d'isolation thermique et remplacement des menuiseries extérieures, accessibilité, restaurant universitaire , début des travaux en 2023
TOTAL			28 220 000,00	12 200 000,00	10 530 000,00	
Collèges						
MAMET	RENOVATION ENERGETIQUE COLL ST-MAMET	2021-2024	5 500 000,00	1 000 000,00	1 856 000,00	AP complétée pour sécuriser les dépenses estimées, prise en compte des hausses significatives des matériaux
MENCOLL	MENUISERIES EXTERIEURES COLLEGES	2021-2024	3 000 000,00	2 500 000,00	1 295 000,00	Remplacement de menuiseries extérieures aux collèges de Mauriac (bouquet tx DSD RT)et collège La Vigière à St Flour (DSD2022)
TOIT	REFECTION TOITURES COLLEGES	2021-2025	2 500 000,00	1 000 000,00	648 000,00	Fin tx de Chaudes Aigues + réfection sur autres collèges
CHAUD2	REMPLACEMENT DES CHAUDIERES	2022-2025	1 000 000,00		400 000,00	Collège Laroquebrou priorisé en 2023, passage au chauffage bois
COURS1T	REFECTION DES COURS	2022-2026	300 000,00	500 000,00	100 000,00	Programme de tx sur plusieurs exercices
CONFLEC	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE	2022-2026	1 000 000,00	1 000 000,00	400 000,00	Gymnase La Ponétie 2023 ciblé en 2023
SSI	REMPLACEMENT DES SYSTEMES SECURITE INCENDIE	2022-2026	300 000,00	300 000,00	100 000,00	Programme de tx sur plusieurs exercices
SURETE	SURETE COLLEGES	2022-2024	1 000 000,00	6 000,00	500 000,00	Programme de tx sur 2 exercices (portails, visiophones, clôtures, alarmes PPMS)
TOTAL			14 600 000,00	6 306 000,00	5 299 000,00	
LIORAN						
GALINOTTES	REQUALIF CENTRE ACCUEIL HEB GALINOTTES	2021-2023	800 000,00	1 000 000,00	350 000,00	Tx de rénovation du chalet des Galinottes dont espace couvert sur terrasse
LIORAN	REVALORISATION COEUR DE STATION LIORAN	2021/1	15 000 000,00	-	500 000,00	études pour élaborer le programme du futur bâtiment multi-activités
PHENIX	REHABILITATION FRICHE TOURISTIQUE DU GRAND PHENIX	2021/2024	6 000 000,00	4 500 000,00	3 000 000,00	Tx de déconstruction
TOTAL			21 800 000,00	5 500 000,00	3 850 000,00	

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-10

Voirie départementale

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Jean-Jacques MONLOUBOU

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour et 4 abstentions (Pierre MATHONIER, Valérie RUEDA, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL).

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de la voirie routière ;






- **VALIDE** le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale et les principes posés quant à l'entretien et l'exploitation de cette dernière.

- **DECIDE** l'inscription au Budget Primitif du Département, pour l'exercice 2023, d'un montant total de 14 904 800 € de crédits de paiements en dépenses d'investissement.

- **DECIDE** l'inscription au Budget Primitif du Département pour l'exercice 2023, d'un montant total de 6 500 000 € en dépenses de fonctionnement (hors frais de personnel et matériel).

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour adapter, en cours d'année et dans les enveloppes budgétaires votées, les différents programmes de travaux en cours d'établissement.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à engager les consultations et à signer les marchés correspondants.

				
	X			

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Ligne VE	BP 2023	
	Fonction	TOTAL CP
Autres Fournitures DGT	843	59 485,00
Fourniture de voirie DGT	843	293 846,00
Location matériel DGT	843	108 713,00
Carburant DGT	843	698 492,00
Entretien réparation matériel outillage ss/traitance DGT	843	37 800,00
Fourniture de voirie siège	843	2 076 594,00
Location matériel Siège	843	1 700,00
Carburant Siège	843	9 000,00
Autres Fournitures labo	843	7 735,00
Entretien voirie Ss/traitance Siège	843	485 000,00
Autres prestations de service VE	843	14 000,00
Stations de comptage EDF	843	2 000,00
Prestation maintenance	843	2 435,00
Entretien voirie suite dégâts	843	100 000,00
Accès portail SAFER	843	7 200,00
Entretien Estival		3 904 000,00

Ligne VH	BP 2023	
	Fonction	TOTAL CP
Fourniture de voirie	846	600 000,00
Location materiel	846	80 000,00
Carburant	846	306 400,00
Autre prestation de service	843	23 600,00
Entretien voirie Ss/traitance	846	453 000,00
Entretien voirie Ss/traitance Siège	846	27 000,00
Entretien Hivernal		1 490 000,00

Ligne Autres	BP 2023	
	Fonction	TOTAL CP
Intérêts moratoires	843	2 000,00
Annonces et Insertion	843	13 000,00
Loyer PPP	843	1 091 000,00

TOTAL BP 2023	6 500 000,00
----------------------	---------------------

Programme	Opération	Libellé	Budget 2023
IRS1	922S06	RD 922 CONTOURNEMENT D'AURILLAC	250 000,00
IRS1		RD 922 - Aménagement entre St-Chamant et St-Martin Valmeroux	1 450 000,00
IRS1		RD 926 - Contournement de Murat	50 000,00
IRS1	926S04	RD 926 - Contournement d'Ussel	50 000,00
ARRA		Participation Investissement PPP	1 150 000,00
		Participation Investissement PPP RD926	1 000 000,00
		CPER	286 800,00
IRS2A	990S02	RD 990 Carlat / Raulhac	150 000,00
			4 386 800,00

Programme	Opération	Libellé	Budget 2023
RIDT	016T01	RD 16 Aménagement Soulages et la Beyssere Saint-Saturnin	800 000,00
RIDT	045T01	RD 45 (et RD20) Marcoles / Saint Mamet	60 000,00
RIDT		RD 105 Chalvignac / Correze	1 000 000,00
RIDT		RD 861 Le Rouget / Pers	48 000,00
			1 908 000,00

Programme	Opération	Libellé	Budget 2023
ACTE	120PPP	Acquisitions Foncières RD 120 PPP	250 000,00
ACTE	926 PPP	Acquisitions Foncières RD 926 PPP	
ACTE	AFRS1	Acquisitions Foncières Niveau 1	
ACTE	AFR2A	Acquisitions Foncières Niveau 2	
ACTE	IAFO	Acquisitions Foncières Toutes RD	
AGMO	APMA	Petit Matériel et Outillage	100 000,00
ARAS	ARAS	Arasement de talus	800 000,00
DOMA	EDOMA	Transferts domaniaux	300 000,00
IETU	IETU	Etudes Toutes RD	25 000,00
IRCH	IRCH	Grosses Réparations de chaussées	1 855 000,00
IROA	IROA	Grosses Réparations Ouvrages Arts	800 000,00
IROS	IRIL	Réseau d'Intérêt Local	500 000,00
IROS	IBBGE	Chaussées R.S	2 775 000,00
IRZN		RD 922 La Dinotte II	95 000,00
ISIP	ISIP	Signalisation Permanente	150 000,00
ITAT	ITAT	Aménagement de Traverses	960 000,00
			8 610 000,00

Total			14 904 800,00
--------------	--	--	----------------------

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-11

Numérique du territoire

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Valérie CABECAS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 12CG05-13 du Conseil général du 20 décembre 2012 approuvant la convention de cofinancement du déploiement et de l'exploitation du réseau de communications électroniques Très Haut Débit (THD) Auvergnat et de ses 9 avenants ;

Vu la délibération n° 19CD03-13 du Conseil départemental du 28 juin 2019 approuvant la stratégie des usages et des services numériques ;

Vu la délibération n° 21CD04-13 de la Commission Permanente du 28 octobre 2022 approuvant l'avenant à la convention-cadre triennale de partenariat entre le Conseil départemental et l'association Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes ;

- APPROUVE le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'aménagement numérique du territoire, de l'accessibilité des services au public et du développement des usages du numérique.






- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents.

FONCTIONNEMENT

Opérations / sous-opération dans le programme		BP + DM 2022	BP 2023
1. INFRASTRUCTURES NUMERIQUES			
<i>Très Haut Débit.</i>			
EAP	19 993 000 €		
<i>Téléphonie Mobile</i>			
2. SERVICES			
<i>SDAASP</i>			
3. LES SERVICES NUMERIQUES – CYBERCANTAL			
<i>SDUSN</i>			
6085 - SDUN PRESTATIONS - 11		65 000 €	50 000 €
6206 - SDUN SUBVENTION ASSOCIATION - 65		24 500 €	24 500 €
<i>CyberCantal Télécentres / Tiers lieux</i>			
<i>CyberCantal Télémédecine</i>			
4. CYBERCANTAL SERVICE			
<i>Le système d'information géographique (SIG).</i>			
50 - CYBER CANTAL WEB - 11		9 000 €	9 000 €
657 - ADHESION - COTISATION ANNUELLE - 11		19 500 €	19 500 €
<i>RuralITIC + SmartAgri</i>			
797 - PRESTATIONS COMMUNICATION CYBER - 11		46 000 €	46 000 €
403 - PETIT MATER.CYBER - PLAN 2009/2011 - 11		2 000 €	2 000 €
TOTAL		166 000 €	151 000 €

INVESTISSEMENT

Opérations / sous-opération dans le programme		BP + DM 2022	BP 2023
1. INFRASTRUCTURES NUMERIQUES			
<i>Très Haut Débit.</i>			
EAP	25 715 000 €		
1014 - SUBV.FONCT.TRES HAUT DEBIT - 204		893 792 €	1 119 000 €
10725 - TRES HAUT DEBIT PHASE 4 - 204		0 €	700 000 €
<i>Téléphonie Mobile</i>			
2. SERVICES			
<i>SDAASP</i>			
3. LES SERVICES NUMERIQUES – CYBERCANTAL			
<i>SDUSN</i>			
6084 - SDUN MATERIEL INFORMATIQUE - 21		20 000 €	10 000 €
<i>CyberCantal Télécentres / Tiers lieux</i>			
<i>CyberCantal Télémédecine</i>			
4. CYBERCANTAL SERVICE			
<i>Le système d'information géographique (SIG).</i>			
<i>RuralITIC + SmartAgri</i>			
TOTAL		913 792 €	1 829 000 €

				
X	X	X		X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-12

Transport aérien

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Annie DELRIEU

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code des transports ;

Vu la délibération n°19CD03-34 du Conseil départemental du 27 juin 2019 relative à la convention de la Délégation de Service Public de la ligne Aurillac-Paris ;
Vu la délibération n°22CD01-6 du Conseil départemental du 25 mars 2022 validant la convention relative au financement des charges d'investissement et d'exploitation de l'aéroport d'Aurillac Tronquières ;
Vu la délibération n°22CD02-5 du Conseil départemental du 24 juin 2022 validant la procédure de lancement de consultation pour la Délégation de Service Public de la ligne Aurillac-Paris sur la période juin 2023 - mai 2027 ;

- **DONNE** un avis favorable à l'inscription des crédits relatifs au transport aérien comme précisés ci-après :

Chapitre	nature-fonction	Volet Transport aérien	BP 2023
		Dépenses - Fonctionnement	
65	6561-825	Frais de gestion de l'aérodrome de Coltines	12 000 €
65	65734-825	Subvention fonctionnement aéroport Aurillac	150 000 €
65	6568-825	DSP Ligne aérienne	2 200 000 €
		Recettes - Fonctionnement	
74	74758-825	Participation CABA - DSP Ligne aérienne	770 000 €
74	7472-825	Participation Région DSP ligne aérienne	350 000 €
		Dépenses - Investissement	
204	204142-825	Subventions infra aéroportuaires	100 000 €

				
X	X			

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-13

Action Sociale

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration
à M. Bruno FAURE*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Considérant l'évolution des crédits consacrés aux établissements ou services sociaux et médico-sociaux ;

Pour 2023, le Conseil départemental du Cantal :

- **FIXE** la valeur du point GIR départemental à hauteur de 7,50 € ;

- **FIXE** la part d'évolution des moyens de reconduction pour les établissements et services des secteurs personnes handicapées et enfance qui n'ont pas encore signé de CPOM et les établissements et services du secteur personnes âgées autres que les EHPAD, dans la limite d'un taux plafond de 1,5 %. Ce taux s'applique pour l'ensemble des dépenses autres que celles résultant des charges calculées à partir des opérations autorisées les années précédentes des chapitres 66 et 68, dont la prise en compte des dépenses de personnel dans la limite d'un taux plafond de 1,8 % ;

- **FIXE** la part d'évolution des moyens pour les établissements et services du secteur PH entrés en CPOM dans la limite d'un taux plafond de 1,50 % pour l'ensemble des dépenses telles que définies dans le CPOM ;

- **FIXE** la part d'évolution des moyens de reconduction pour les EHPAD qui n'ont pas encore signé de CPOM dans la limite d'un taux plafond de 3 % pour l'ensemble des dépenses autres que celles résultant des charges des chapitres 66 et 68 ;

- **FIXE** la part d'évolution des moyens pour les EHPAD entrés en CPOM dans la limite d'un taux plafond de 3 % pour l'ensemble des dépenses telles que définies dans le CPOM ;






- **FIXE** les modalités de calculs du forfait global dépendance comme suit :

- Poursuite de la mise en œuvre de la convergence tarifaire ;
- Application stricte de l'équation tarifaire relative à la dépendance pour les places d'hébergement permanent ;
- Maintien pour les financements complémentaires des montants suivants, calculés sur la base de référence d'un "coût moyen à la place section dépendance" de 6 018 € :
 - 100 % du coût pour l'hébergement temporaire (en considérant qu'une place d'hébergement temporaire représente un coût identique à celui de l'hébergement permanent;
 - égal à 50 % du coût pour l'accueil de jour (le tarif des GIR de l'accueil de jour est pour tous les EHPAD égal à 50 % du coût des GIR pour les résidents en hébergement permanent).

- **APPROUVE** l'aide exceptionnelle en investissement (chapitre 204) aux EHPAD en difficulté d'un montant de 100 000 € et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la répartition de cette aide ;

- **APPROUVE** l'inscription des crédits de fonctionnements suivants :

	BP 2023	Répartition structurelle
Enfance Famille	20 580 000 €	18,9 %
Personnes Handicapées	34 623 000 €	31,8 %
Personnes Âgées	38 157 000 €	35 %
Insertion Logement	15 300 000 €	14 %
Autres	290 000 €	0,3 %
TOTAL	108 950 000 €	100 %

				
		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-14

**Convention pluriannuelle d'objectifs et de financement 2023-2025 de la Maison Pour Apprendre
au titre des missions de prévention de l'inadaptation scolaire et sociale**

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration
à M. Bruno FAURE*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Mireille LEYMONIE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

- **APPROUVE** la Convention d'objectifs et de financement 2023-2025 du service prévention ADSEA 15 – La Maison Pour Apprendre entre l'association ADSEA 15 et le Conseil départemental du Cantal pour la réalisation d'actions de prévention de l'inadaptation scolaire et sociale en direction des enfants et de leurs familles, jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour l'examen d'éventuels avenants.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT 2023-2025 du Service prévention ADSEA 15 – La Maison Pour Apprendre

Entre :

- **Le Conseil départemental du Cantal dont le siège se situe au 28 avenue Gambetta 15 000 AURILLAC**, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par la délibération en date du

Et :

- **L'association ADSEA Cantal dont le siège se situe rue de la Fromental 15 000 AURILLAC**, représentée par son Président Monsieur Jean Jacques ASTINGS.

PREAMBULE :

Initialement gérée par une association loi 1901, la Maison pour apprendre a connu des évolutions dans son organisation et son autorisation de fonctionnement. Après une phase expérimentale telle que prévue à l'article L 313-7 du CASF. Depuis le 31 décembre 2019, en accord avec le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé, un nouvel arrêté d'autorisation a été établi sur la base d'une répartition de l'activité en deux axes dont la déclinaison était fonction des compétences respectives des deux financeurs :

- Activité thérapeutique de type CMPP faisant l'objet d'un conventionnement avec l'association ADSEA 15, gestionnaire du seul CMPP autorisé par l'ARS
- Activité de Prévention de l'inadaptation scolaire et sociale en direction des enfants et des familles relevant de la compétence du Conseil départemental en référence à ses missions de prévention et de protection de l'enfance

Depuis le 1^{er} janvier 2022 la Maison pour apprendre, au terme d'une fusion absorption est gérée par l'association ADSEA du Cantal, son intitulé devient ADSEA 15 – Antenne CMPP et Service de Prévention – La Maison Pour Apprendre.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'activité de prévention de l'inadaptation scolaire et sociale pour les trois années à venir.

Article 1 : Engagements du gestionnaire

Au regard de ses missions :

- Favoriser l'inclusion sociale d'enfants et d'adolescents en difficultés centrée sur la prise en charge des troubles cognitifs et des acquisitions scolaires.
- Prévenir l'inadaptation des mineurs concernés à l'environnement social, culturel et professionnel à laquelle ils seront confrontés
- Permettre aux parents de développer une approche dynamique des difficultés et des capacités de leur enfant dans le sens d'un potentiel à développer
- Elaborer une vision partagée des besoins de l'enfant avec les partenaires concernés

- Assurer une fonction de pôle « ressources » au bénéfice des acteurs de l'enfance (Éducation Nationale, secteurs Médico-Social et Social dont ceux relevant de la Prévention et Protection de l'Enfance)

Au regard de son personnel :

Le gestionnaire dispose d'un personnel formé et spécialisé qui a pour rôle de :

- Favoriser l'établissement d'une relation de confiance permettant aux mineurs d'investir pleinement les activités proposées au sein du service
- Associer les parents à l'accompagnement de leurs enfants
- Favoriser l'accompagnement pluridisciplinaire des enfants à l'appui d'un travail partenarial efficient
- Apporter un appui technique et une expertise aux professionnels de la prévention (Éducation Nationale, secteurs Médico-Social et Social dont ceux relevant de la Prévention et Protection de l'Enfance)
- Engager des actions de prévention

Au regard des pièces à fournir :

- Le rapport d'activité de l'année écoulée en début de chaque exercice suivant correspondant à la présente convention
- Le bilan comptable et financier et les propositions budgétaires pour chacun des exercices passés et suivants
- Le projet de service

Article 2 : Engagement financier

Le Conseil départemental s'engage à allouer une subvention pluriannuelle, au titre du financement des actions de prévention de l'inadaptation scolaire et sociale en direction des enfants et de leurs familles, pour les années 2023, 2024 et 2025, d'un montant de **115 555 €**. Ladite subvention pourra évoluer par voie d'avenants pour prendre en considération d'éventuelles mesures nouvelles impactant la masse salariale (augmentation du point, mesure de revalorisation ...).

Article 3 : Suivi des engagements

Le gestionnaire adressera dans les délais fixés par le Conseil départemental les documents cités à l'article 1 de la présente convention.

Les contributions financières du Département ne sont applicables que sous réserve des deux conditions suivantes :

- Le vote des crédits annuels de paiement par le Département
- Le respect par l'ADSEA 15 des obligations mentionnées aux articles 1, 2 et 4

Sous réserve du vote du budget départemental, la subvention sera versée chaque année selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70% soit 80 888 € sera versé exclusivement sur demande écrite de l'ADSEA 15
- Le solde de l'année soit 34 667 € sera versé sur présentation des justificatifs mentionnés à l'article 1

L'ADSEA ne peut reverser tout ou partie à un tiers cette subvention.

Article 4 : Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le Conseil départemental se réserve le droit de faire effectuer les vérifications qu'il jugerait nécessaires. Le gestionnaire s'engage à mettre à disposition ses livres de compte, les pièces justificatives, les rapports et documents divers permettant de vérifier l'activité et les conditions de fonctionnement du service et d'une manière générale, le respect des engagements inscrits dans la présente convention.

Article 5 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des engagements énoncés dans les articles ci-dessus, le Conseil départemental se réserve le droit de résilier la convention établie avant son terme. Cette dernière peut être également résiliée d'office, sans préavis, en cas de disparition ou de dissolution du partenaire, de constatations d'un usage non conforme à la destination des fonds versés ou en cas d'infraction aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans soit de 2023 à 2025.

Fait à AURILLAC en deux exemplaires le

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Le Président de l'association ADSEA 15

Bruno FAURE

Jean Jacques ASTINGS

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-15

Avenant à la convention entre le Conseil départemental et l'Association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de 66 Jeunes Mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Marina BESSE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°20CD01-12 du Conseil départemental du 24 avril 2020 approuvant la convention entre le Département et l'association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention entre l'Association Habitat Jeunes Cantal et le Conseil départemental pour la prise en charge de 66 jeunes mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

- **ATTRIBUE** le versement, sous la forme d'un forfait mensuel, à l'Association Habitat Jeunes Cantal des financements consécutifs à la mise en œuvre de l'avenant.

Le montant global des dépenses ainsi engagées de 1 142 830 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6156, fonction 512 du budget départemental.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant à la Convention entre le Conseil Départemental du Cantal
et l'Association Habitat Jeunes Cantal
concernant la prise en charge de 66 Jeunes mineurs confiés à l'ASE.**

Entre :

- Le Conseil départemental du Cantal, 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022, d'une part,

Et :

- L'Association Habitat Jeunes Cantal, 25 avenue de Tivoli 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Jacques MAURE, d'autre part,

PREAMBULE :

Afin de garantir au mieux le parcours résidentiel de mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), le Conseil départemental du Cantal et l'association Habitat Jeunes Cantal ont signé le 8 juin 2020 une convention qui prévoit la prise en charge de 49 jeunes à compter du 1^{er} avril 2020. Parmi les modalités de prise en charge, figure l'accueil en urgence correspondant à une mise à l'abri de Mineurs Non Accompagnés (MNA) et la possibilité d'ajuster au mieux ce dispositif aux besoins identifiés, en actant que la possibilité d'orienter, en tant que de besoin, des jeunes au-delà des 49 places réservées, le nombre de jeunes accueillis.

Afin de répondre à l'évolution du nombre de MNA et d'anciens MNA bénéficiant d'un Contrat Jeune Majeur, un premier avenant à cette convention a été mis en œuvre à compter du 1^{er} février 2021. Ses termes ont généré une extension de l'effectif à hauteur de 57 places et un ajustement du prix de journée à hauteur de 25 €.

La perspective d'une nouvelle clé de répartition nationale des MNA oblige à convenir d'une nouvelle extension de ce dispositif qui leur est dédié, selon les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 :

L'article 2 de la convention entre le Conseil Départemental du Cantal et l'Association Habitat Jeunes Cantal du 8 juin 2020 est modifié comme suit :

Article 2 : Modalité d'accueil

Afin de garantir au mieux le parcours résidentiel des jeunes, des logements sont réservés au sein du collectif du Foyer des Jeunes Travailleurs situé à Aurillac, et des appartements sont loués par l'association en diffus.

L'accueil d'urgence de ce public sera assuré prioritairement à partir du collectif ; il se décline selon les modalités suivantes :

- Parmi les 57 places réservées au sein de la capacité d'hébergement de l'association Habitat Jeunes Cantal, 3 sont dédiées à l'accueil d'urgence dans le cadre des mises à l'abri ;

Il est convenu que pour faire face à l'éventualité de mettre à l'abri simultanément plus de trois Mineurs Non Accompagnés, l'association Habitat Jeunes Cantal mobilise, en tant que de besoin, des logements supplémentaires disponibles au sein de son parc.

En complément, il est décidé, qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, 9 places supplémentaires sont mobilisées, pour arriver à un total de 66 places.

2-1 : Le public concerné

Aucune modification

2-2 : Les modalités d'admission

Aucune modification.

2-3 : Les modalités de suivi

Un projet d'accompagnement socio-éducatif personnalisé, formalisé et mis en œuvre par l'Association, prend en compte le projet pour l'enfant élaboré par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance du Conseil départemental.

Ce projet éducatif personnalisé mentionne le référent désigné par l'Association Habitat Jeunes Cantal, et détermine les objectifs, les moyens et les engagements réciproques à mettre en œuvre. Il sera envisagé dans une logique de parcours, pour ajuster les réponses au plus près des besoins du jeune.

L'accompagnement des bénéficiaires se veut être global ce qui suppose qu'au-delà de favoriser l'accès à l'apprentissage du français, la scolarité, la formation professionnelle, aux soins... les démarches nécessaires à la régularisation du séjour des MNA à l'approche de leur majorité ou de ceux devenus majeurs est assuré par l'association hormis celles relevant du titulaire de l'autorité parentale à savoir le Président du Conseil départemental.

Ainsi, le suivi socioéducatif sera assuré par l'Association Habitat Jeunes Cantal et le pilotage, la coordination du projet global de l'enfant (PPE, PPA) par le Conseil départemental.

Pour les jeunes accueillis dans le cadre de l'urgence ou les moins autonomes, le collectif sera privilégié. Le Département assure la continuité de l'accompagnement dans le temps. Il est le garant du projet conclu avec le jeune et il peut ainsi être saisi en cas de difficulté.

2-4 : Le droit des usagers

Aucune modification.

ARTICLE 2 :

L'article 4 de la convention entre le Conseil Départemental du Cantal et l'Association Habitat Jeunes Cantal du 8 juin 2020 est modifié comme suit :

Article 4 : Modalité de financement

La participation financière du Département est fixée sur la base d'une dotation, laquelle intègre les besoins en termes de prise en charge globale des jeunes et les moyens humains et matériels nécessaires à leur accompagnement.

À compter du 1^{er} janvier 2023, le financement des 66 places ainsi réservées est alloué de manière forfaitaire sur la base d'un prix de journée de 35,44 €.

La dotation de fonctionnement allouée à compter du 1er janvier 2023 s'élève donc, pour une année complète, à 853 740 € ((365 jours 35,44 €) x 66 jeunes) ; soit une moyenne mensuelle de 71 145 €.

Ce prix de journée intègre de nouvelles dépenses qui jusqu'à présent étaient assurées par le service ASE :

- Frais de scolarité
- Dépenses de loisirs
- Dépenses inhérentes à l'obtention d'un titre de séjour (déplacements, timbres fiscaux...)

L'extension du parc d'appartements consécutive à la finalisation de la mise en œuvre de l'activité génère un complément de charges non reductibles de 2 340€ par logement supplémentaire loué en diffus. Ce montant forfaitaire est destiné à permettre l'ameublement de chaque logement nouvellement mobilisé dans la limite des 3 appartements en diffus nécessaires, soit un total 7 020 €. Le versement est échelonné au rythme des nouvelles locations.

Selon les termes de la convention, et pour faire face à l'éventualité de mettre à l'abri simultanément plus de trois personnes se présentant comme étant Mineurs Non Accompagnés, il est convenu que l'association Habitat Jeunes Cantal mobilise des logements disponibles au sein de son parc en tant que de besoin. Dès lors, les places supplémentaires ainsi occupées sont financées au réel, soit en fonction du nombre de journées d'activation et d'un prix de journée calculé sur la base du forfait susmentionné de 35,44 €.

En complément du financement propre au fonctionnement du dispositif, le Conseil départemental alloue une indemnité d'entretien de 12 € par jour et par jeune. Le financement afférent, alloué au réel, correspond à un montant prévisionnel de 289 080 € ((365 jours x 12 €) x 66 jeunes). Son versement sera réparti mensuellement sur la base d'une moyenne de 24 090 €. Dans la mesure où ces dépenses peuvent varier selon le nombre de jeunes accueillis et leur situation individuelle, il sera fait état, par l'association Habitat Jeunes Cantal, des dépenses effectivement engagées chaque année. Les éventuels excédents enregistrés pourront être reportés en atténuation des dépenses de l'exercice N+1.

Il est acté que le versement effectif accordé à chaque jeune ne soit que de 10 €. Les 2 € de différence, au regard de l'indemnité d'entretien prévue, seront retenus pour permettre la constitution d'une caution pouvant être utilisée en cas de dégradation du logement mis à disposition ou pouvant être restituée au jeune au terme de son hébergement afin qu'il puisse disposer d'un minimum d'économies. L'association devra communiquer au Conseil départemental un état annuel des recettes et dépenses inhérentes à cette disposition.

ARTICLE 3 :

Les autres articles de la convention restent inchangés.

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président de l'Association
Habitat Jeunes Cantal

Bruno FAURE

Bernard BENSARD

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-16

Rémunération et indemnités versées aux assistants familiaux et aux assistants maternels pour l'accueil des mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance : Montants des prestations accordées au titre de l'année 2023 et rétroactivement depuis le 01/09/2022 en référence aux dispositions de la loi TAQUET

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Marie-Hélène CHASTRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu l'article 28 de la loi 2022-140 du 7 février 2022 relative à la protection des enfants ;
Vu le décret d'application n° 2022-1198 du 31 août 2022 relatif à la rémunération des assistants familiaux et à certaines indemnités fixées à compter du 1^{er} septembre 2022 ;
Vu la délibération n°06CG03-008 du Conseil Général du 29 septembre 2006 déterminant initialement les rémunérations et indemnités d'entretien versés aux assistants familiaux et assistants maternels pour l'accueil de mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance ;

- DETERMINE à compter du 1^{er} septembre 2022 les bases des rémunérations et les indemnités versées aux assistants familiaux en application du décret du 31 août 2022 pour l'accueil de mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance, telles qu'elles figurent en annexe de la présente délibération.

- **DETERMINE** pour l'année 2023 les bases des rémunérations et les indemnités versées aux assistants familiaux et assistants maternels pour l'accueil de mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance ainsi que les bases de prestations accordées à ces derniers, telles qu'elles figurent en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** la possibilité du versement d'une prime de cooptation d'un montant de 500 € aux assistants familiaux dont l'intervention a permis le recrutement d'un nouvel assistant familial par l'ASE du Cantal, sur présentation d'une attestation sur l'honneur de l'assistant familial recruté et ce pour une période expérimentale de 2 ans.

- **VALIDE** la possibilité du versement d'un soutien financier aux parrains et aux enfants accueillis en parrainage sur la base des indemnités et des prestations selon les mêmes règles et les mêmes montants que ceux qui sont applicables aux enfants accueillis par les assistants familiaux, ceci dans le cadre d'un contrat de parrainage en fonction du projet de l'enfant et sur décision du Président.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE 1

Rémunération et indemnités versées aux assistants familiaux et aux assistants maternels pour l'accueil des mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance et montants des prestations accordées au titre de l'année 2023 et rétroactivement depuis le 01/09/2022 en référence aux dispositions de la loi TAQUET.

1. La rémunération de l'assistant familial est fixée à compter du 01/09/2022 et pour l'année 2023 à :

1.1. Accueil permanent continu :

- 151,67 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil du 1^{er} enfant, pour un **accueil permanent continu**.
- 91,14 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil du 2^{ème} enfant, pour un **accueil permanent continu**.
- 105,92 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil du 3^{ème} enfant, pour un **accueil permanent continu**.
- 91,14 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil à **partir du 4^{ème} enfant**, pour un **accueil permanent continu**.

1.2. Accueil non réalisé :

- 121,34 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil non réalisé du fait de l'employeur, du 1^{er} enfant, pour un **accueil permanent continu**.
- 72,91 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil non réalisé du fait de l'employeur, du 2^{ème} enfant, pour un **accueil permanent continu**.
- 84,74 fois le montant horaire du SMIC par mois pour la part correspondant à l'accueil non réalisé du fait de l'employeur, du 3^{ème} enfant, pour un **accueil permanent continu**.

1.3. Accueil permanent intermittent :

- 5,06 fois le montant horaire du SMIC par jour et par enfant pour tout enfant accueilli en accueil intermittent (accueil pour une durée inférieure ou égale à 15 jours consécutifs).

1.4. La rémunération de l'assistant familial spécialisé dans l'accueil d'urgence, est fixée à :

- 6,14 fois le montant horaire du SMIC par jour pour le premier enfant placé,
- 5,06 fois le montant horaire du SMIC par jour, pour le deuxième et le troisième enfant placé,
- 5,52 fois le montant horaire du SMIC par jour pour l'indemnité de disponibilité durant les périodes où aucun enfant ne lui est confié en lieu et place du premier enfant.
- 4,55 fois le montant horaire du SMIC par jour pour l'indemnité de disponibilité durant les périodes où aucun enfant ne lui est confié en lieu et place du deuxième enfant.
- 6,14 fois le montant horaire du SMIC par jour pour l'indemnité de maintien de salaire, durant les périodes où aucun enfant ne lui est confié en lieu et place du premier enfant, pour l'assistant familial intervenant exclusivement dans l'accueil d'urgence avec toutes ses places d'agrément réservées à ces accueils spécifiques.
- 5,06 fois le montant horaire du SMIC par jour pour l'indemnité de maintien de salaire, durant les périodes où aucun enfant ne lui est confié en lieu et place du deuxième et troisième enfant, pour l'assistant familial intervenant exclusivement dans l'accueil d'urgence avec toutes ses places d'agrément réservées à ces accueils spécifiques.

2. Sujétion exceptionnelle (pour l'année 2023) :

La majoration de salaire prévue pour tenir compte des contraintes réelles, dues aux soins particuliers ou à l'éducation spéciale entraînés par l'état de santé de l'enfant est fixée selon la nature de l'accueil et les difficultés de l'enfant à :

- 15,5 fois le montant horaire du SMIC ou 30 fois, ou 60 fois ce même montant par mois et par enfant pour un accueil permanent continu à temps complet et à temps partiel,
- ½ SMIC horaire ou à une heure, ou à deux heures de SMIC par jour de présence et par enfant pour un accueil intermittent.

3. L'indemnité d'attente (à compter du 01/09/2022 et pour l'année 2023) :

Lorsque l'employeur propose de confier à un assistant familial un ou des enfants et que celui-ci refuse l'accueil malgré la disponibilité d'une ou plusieurs places, aucune rémunération minimale n'est due. Dans cette situation et afin d'éviter de laisser celui-ci sans rémunération, le montant de l'indemnité d'attente pourrait être maintenue à 2,8 fois le montant horaire du SMIC par jour pour une place.

4. L'indemnité compensatrice de suspension (à compter du 01/09/2022 et pour l'année 2023) :

L'assistant familial suspendu de ses fonctions bénéficie du maintien de sa rémunération, hors indemnités d'entretien et de fournitures.

5. Stage préparatoire à l'accueil d'enfants (pour l'année 2023) :

Le montant de la rémunération de l'assistant familial pendant la période maximale de deux mois qui suit la date de son 1er contrat de travail pour effectuer son stage préparatoire à l'accueil d'enfants est fixé à 1,67 SMIC horaire par jour ou 50 fois le montant horaire du SMIC par mois.

- I. L'indemnité d'entretien est fixée à 3,5 minimum garanti par enfant et par jour (pour l'année 2023).
- II. La rémunération des assistants maternels agréés à titre non permanent employés par le Service de l'Aide Sociale à l'Enfance est fixée (pour l'année 2023) à :
 - 0,31 fois le montant du salaire minimum de croissance par enfant et par heure d'accueil.

La majoration du salaire pour sujétions exceptionnelles dues à un handicap, une maladie ou une inadaptation de l'enfant est fixée à 0,14 SMIC horaire par enfant et par heure d'accueil.

L'indemnité d'entretien par enfant et par jour est fixée à 1/4 du montant de celle versée aux assistants familiaux.

ANNEXE 2

Indemnités versées aux assistants familiaux pour les mineurs et jeunes majeurs pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance et montants des prestations accordées à ces derniers au titre de l'année 2023

1. Le remboursement des frais de déplacement aux assistants familiaux utilisant leur véhicule personnel pour l'accompagnement des enfants qui leur sont confiés se fera sur la base des taux appliqués au personnel des collectivités territoriales.
2. Pour les assistants familiaux spécialisés dans l'accueil en urgence, la prise en charge du coût d'achat d'un téléphone portable est possible sur présentation de la facture dans la limite de 100 €.
3. Lors d'un premier accueil d'un enfant chez un assistant familial, si ce dernier ne dispose d'aucun matériel de puériculture, des indemnités sont versées en fonction du matériel acquis :

Pour un enfant de 0 à 3 ans :

- 400 € pour un combiné landau-poussette (qui sert également de lit auto)
- 50 € pour un transat
- 100 € pour une poussette
- 45 € pour un siège de table
- 50 € pour un parc.

Pour un enfant de 0 à 10 ans :

- 180 € pour un lit + matelas
- 120 € pour un siège auto

Ce matériel doit être restitué au Service de l'Aide Sociale à l'Enfance au départ de l'enfant ou lorsque l'assistant familial n'en a plus l'utilité.

4. Lorsque l'enfant confié par le service part en vacances avec sa famille d'accueil, l'allocation d'entretien allouée habituellement est majorée de 20 € par nuitée. Cette majoration s'appliquera, après accord préalable du service, sur présentation d'un justificatif et dans la limite de 30 jours maximum par an.
5. Le montant de l'allocation d'argent de poche qui peut être versée aux mineurs et majeurs pris en charge est fixé à :
 - 9,92 € par mois pour les mineurs âgés de 6 à 9 ans révolus,
 - 15,71 € par mois pour les mineurs âgés de 10 à 11 ans révolus,
 - 18,97 € par mois pour les mineurs âgés de 12 à 13 ans révolus,
 - 27,26 € par mois pour les mineurs âgés de 14 à 15 ans révolus,
 - 42,13 € par mois pour les mineurs âgés de 16 à 21 ans.

Cette allocation est versée mensuellement.

6. Le montant de l'allocation d'habillement allouée aux mineurs et majeurs pris en charge est fixé à :

- 559,10 € par an pour les mineurs âgés de 0 à 5 ans révolus,
- 655,18 € par an pour les mineurs âgés de 6 à 11 ans révolus,
- 808,38 € par an pour les mineurs âgés de 12 à 21 ans.

Cette allocation est versée en deux fractions identiques, la première au mois de décembre pour la période de janvier à juin inclus et la deuxième au mois de juin de l'année en cours pour la période de juillet à décembre inclus.

7. Lors d'un accueil à la sortie de la maternité, d'un enfant né d'un accouchement sous le secret, une indemnité d'habillement de 300 € est versée en une seule fois à l'assistant familial.
8. Lors d'un accueil dans le cadre du dispositif d'urgence, si l'enfant se trouve vraiment démuní, l'assistant familial peut procéder à l'achat de vêtements dans la limite de 228,67 € par enfant et sera remboursé sur présentation des factures.
9. L'achat de matériel particulier (non pris en compte dans l'indemnité de rentrée scolaire, ni par la région) aux classes des lycées techniques et L.E.P. (tels que trousse à outils, tenue vestimentaire spécifique...) sera pris en charge directement par l'Aide Sociale à l'Enfance (sur production de la facture) dans le cas où il n'est pas financé par l'établissement dans le cadre de l'aide au premier équipement.
10. Le montant de la prime de fin d'année allouée pour l'achat du cadeau de Noël aux mineurs et majeurs accueillis au domicile d'un assistant familial est fixé à 70 € par enfant.
11. Le montant alloué pour le cadeau d'anniversaire aux mineurs et majeurs accueillis au domicile d'un assistant familial est fixé à 40 € par enfant.
12. Le montant de l'inscription à des activités de loisirs périscolaires est pris en charge par le Service de l'Aide Sociale à l'Enfance sur présentation de la facture, dans la limite d'une activité se déroulant sur l'année scolaire, ainsi que le forfait leçon de natation pour apprendre à nager.
13. Le montant de la récompense attribuée aux intéressés pour leur succès aux examens scolaires est fixé à 91,47 €.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-17

Transport Scolaire Handicapé

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,






Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code des transports et notamment son article L3111-1 ;

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental 2023 au titre de la compétence Transport Scolaire Handicapé du Département, les crédits suivants :

Série de lignes gérées uniquement en CP	BUDGET 2022	Crédits ouverts 2022 (BP, DM, virements)	BUDGET 2023
Chapitre 011 Nature 6245 Fonction 425	650 000 €	750 000 €	750 000 €

				
		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-18

Jeunesse

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°13CG03-18 du Conseil Général du 28 juin 2013 adoptant les modalités de mise en œuvre du dispositif de soutien à la mobilité internationale des étudiants ;

Vu la délibération n°19CD05-02 du Conseil départemental du 27 septembre 2019 adoptant le renouvellement du dispositif Chéquier PassCantal pour quatre nouvelles saisons ;

- APPROUVE le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la jeunesse pour 2023 ;

- DONNE délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre de ce programme ;

- DECIDE d'attribuer à la CABA une subvention de 10 % des dépenses plafonnée à 5 000 € dans le cadre des prochaines Rencontres Etudiantes ;

- **CONFIRME** les montants de l'aide au BAFA tels qu'ils figurent dans le tableau ci-après :

Stages de formation (générale et approfondissement) au BAFA des cadres d'accueils collectifs de mineurs âgés de 17 à 25 ans révolus	Quotient* compris entre 0 € à 5 999 € : aide de 120 €
	Quotient compris entre 6 000 € à 7 799 € : aide de 100 €
	Quotient compris entre 7 800 € et plus : aide de 80 €
* <i>Revenu Brut Global/nombre de parts fiscales</i>	






- **CONFIRME** les modalités d'accompagnement du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants et les montants de l'aide à la mobilité internationale tels qu'ils figurent dans le tableau ci-après :

ECHELONS	MONTANT ATTRIBUE
ECHELONS 0 bis et 1	125 €
ECHELON 2	175 €
ECHELON 3	225 €
ECHELON 4	275 €
ECHELON 5	325 €
ECHELON 6	375 €
ECHELON 7	425 €

- **CONFIRME** la mise en place d'une plateforme numérique de consultation et de mobilisation notamment des jeunes ;

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents :

Série de lignes gérées uniquement en CP	BP 2022	Crédits ouverts en 2022 (BP, DM, virements)	BP 2023
Bourses départementales - Aides à la mobilité et au Bafa CP Chapitre 65 Nature 6513 Fonction 288	95 000 €	78 869 €	95 000 €
Rencontres étudiantes CP Chapitre 65 nature 657348 fonction 338	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Chéquier activités PassCantal CP Chapitre 011 nature 6188 fonction 338	500 000 €	500 000 €	500 000 €
Total Jeunesse			
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement 2023			600 000 €

				
		X	X	

Publication : 15-12-2022
Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-19

Sport

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°2022CD03-13 du Conseil départemental du 30 Septembre 2022 approuvant le nouveau Contrat Sport Cantal 2022-2028 ;

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2023 dans le cadre du Contrat Sport Cantal.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ce programme.

- **DECIDE** de l'attribution d'une subvention de 162 000 € au Stade Aurillacois Cantal Auvergne pour la mise en œuvre de missions d'intérêt général.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour l'examen de la convention afférente.

- **DECIDE** de l'attribution pour 2023 aux trois courses hors stade phares du Cantal des concours financiers suivants :






- . La Pastourelle : 10 000 € ;
- . l'UTPMA : 8 400 € ;
- . l'Aquaterre : 1 600 €.

- **DECIDE** de réserver une enveloppe de 78 000 € pour l'organisation de la deuxième étape du Tour de France femmes qui arrive à Mauriac le 24 juillet 2023.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour l'examen des conventions afférentes.

- **DECIDE** d'inscrire au Budget départemental 2023 les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents :

Opérations / sous-opérations dans le programme	Budget 2022	Crédits ouverts en 2022 (BP, DM, Virements)	Budget 2023
Chapitre 65 Nature 65734 Fonction 32 (public)	276 000 €	331 131 €	263 000 €
Chapitre 65 Nature 6574 Fonction 32 (privé)			78 000 € (TDF)
Chapitre 65 Nature 65748 Fonction 325			162 000 € (Stade Aurillacois)
Chapitre 011 Nature 6238 Fonction 236 (CTS)	166 000 €	176 000 €	225 000 €
Chapitre 011 Nature 6228 Fonction 30 (CTS)	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Chapitre 011 Nature 6238 Fonction 325 (dotations)	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Total Fonctionnement	507 000 €	572 131 €	793 000 €

				
X		X		

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-20

Action culturelle

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Valérie CABECAS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le Schéma départemental d'action culturelle (SDAC) 2022-2027, adopté par délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

Vu le Schéma départemental de développement des enseignements artistiques et des pratiques en amateurs (SDDEAPA) 2022-2027 adopté par délibération n° 21CD06-33 Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

Considérant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour l'année 2023 ;

- APPROUVE le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture.

- DÉCIDE d'inscrire au budget départemental les crédits ci-après :

Prévisionnel des Opérations / sous-opérations dans le programme

	BUDGET 2022 (BP, DM et BS)	BUDGET 2023
Programme n°1 : patrimoine		
Total Crédits de Paiement : Chapitre 204 Nature 20414 Fonction 312 Chapitre 204 Nature 2042 Fonction 312	300 000 €	300 000 €

Série de lignes gérées uniquement en CP	BUDGET 2022 (BP, DM et BS)	BUDGET 2023
MEDIATHEQUE DEPARTEMENTALE		
Fonctionnement	103 200 €	109 000 €
Investissement - Collections	130 000 €	130 000 €
DEVELOPPEMENT CULTUREL - DIRECTION		
Fonctionnement	610 300 €	714 500 €
Investissement	20 000 €	20 000 €

TOTAL CULTURE	BP 2023
Total crédits de paiement en investissement	450 000 €
Total crédits de paiement en fonctionnement	823 500 €

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents.

				
				X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-21

Archives départementales

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Bruno FAURE donne procuration à M. Didier
ACHALME*

Absent(s)

Mme Marie-Hélène ROQUETTE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Aurélie BRESSON

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1111-4 ;






Vu la délibération n°21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Schéma Départemental d'Action Culturelle (SDAC) 2022-2027 ;

Considérant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture pour l'année 2023 ;

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits ci-après :

Lignes gérées uniquement en CP	BUDGET 2022 (BP, DM)	BUDGET 2023
Fonctionnement	25 000 €	25 000 €
Investissement	45 000 €	47 000 €
TOTAL	70 000 €	72 000 €

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents.

				
		X		X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-22

Territoires et Politique Contractuelle

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, M. Bruno FAURE donne procuration à M. Didier ACHALME

Absent(s) Mme Marie-Hélène ROQUETTE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Aurélie BRESSON

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,
Par 29 voix pour.

Vu la délibération n° 21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant la mise en œuvre des programmes 2022-2027 en faveur des territoires ;
Considérant le rôle du Conseil départemental en tant que chef de file de la solidarité territoriale ;
Considérant le rôle de partenaire de proximité du Conseil départemental du Cantal, au service du territoire et de ses habitants,
Considérant que le Département souhaite rester un garant de l'aménagement et du développement équilibré de son territoire ;

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires.

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

DÉPENSES

1/ Fonctionnement

Opérations	BP+BS+DM+ virements 2022	AE 2023	BP 2023
Villes et villages fleuris			
Chapitre 011 Fonction 633	5 000 €		5 000 €

Petites villes de demain			
Chapitre 65 Fonction 54	229 500 €		200 000 €
Chapitre 65 Fonction 54	0 €		29 500 €

2/ Investissement

Opérations	BP+BS+DM+ virements 2022	AP 2023	BP 2023
Programme TFCD – Fonds Cantal Développement 2016-2021			
Chapitre 204 Fonction 54	75 000 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	1 250 000 €		1 600 000 €
Programme TCFS – Fonds Cantal Solidaire 2016-2021			
Chapitre 204 Fonction 54	200 000 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	2 100 000 €		1 600 000 €
Programme TCFI – Fonds Cantal Innovation 2016-2021			
Chapitre 204 Fonction 54	50 000 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	694 000 €		1 000 000 €
Programme AAP2019-1 : appels à projets Sports, Loisirs et Culture			
Chapitre 204 Fonction 235	100 000 €		20 000 €
Chapitre 204 Fonction 325	90 000 €		20 000 €
Chapitre 204 Fonction 311	30 000 €		10 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	100 000 €		20 000 €
Chapitre 204 Fonction 311	20 000 €		10 000 €
Programme FCD 22-27 – Fonds Cantal Développement 2022-2027			
Chapitre 204 Fonction 54	50 000 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	50 000 €		900 000 €
Programme FCS 22-27 – Fonds Cantal Solidaire 2022-2027			
Chapitre 204 Fonction 54	200 000 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	300 000 €		900 000 €

Programme FCI 22-27 – Fonds Cantal Innovation 2022-2027			
Chapitre 204 Fonction 54	0 €		100 000 €
Chapitre 204 Fonction 54	0 €		100 000 €
Programme CCU 22-27 – Fonds Cantal Villes 2022-2027			
Chapitre 204 Fonction 510	0 €		50 000 €
Chapitre 204 Fonction 510	0 €		200 000 €

RECETTES

Opérations	BP+BS+DM+ virements 2022	BP 2023
Petites Villes de Demain : avances et remboursements de la Caisse des Dépôts - Chapitre 74 Fonction 54	114 750 €	114 750 €

SYNTHÈSE

Total solidarité territoriale et politique contractuelle	BP+BS+DM+ virements 2022	BP 2023 Fonctionnt	BP 2023 Investisst
Autorisations nouvelles d'Engagement ou de Programme			
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement	238 500 €	234 500 €	
Total Crédits de Paiement en Investissement	5 798 107 €		7 030 000 €
Total Recettes	114 750 €	114 750 €	

				
				X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-23

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Aurélie BRESSON

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Développement de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'edit contrat.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT

ENTRE

La **COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'AURILLAC** sise 3 Place des Carmes 15000 Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Pierre MATHONIER, autorisée à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du XXXX, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du XXXX, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

L'EPCI et ses communes membres ont identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal, à savoir :

- relever le défi de l'attractivité du territoire,
- confirmer une transition climatique active,
- innover pour enrichir et différencier le territoire.

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, l'EPCI et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Développement. Il définit les engagements de l'EPCI et du Département en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'EPCI :

L'EPCI, s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de l'EPCI qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur au moment du dépôt de demande de solde de l'aide financière.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à ~~XXX~~, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Président de la
Communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac,

Pierre MATHONIER

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues



Contrat Cantal Développement 2022-2027

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Projets intercommunaux			
Tour du lac de Saint Etienne Cantalès - partie CABA	2023-2025	1 175 000 €	250 000 €
Réfection et agrandissement du boudrome communautaire	2024-2025	2 500 000 €	350 000 €
création d'un nouvel Office du Tourisme communautaire sur le site d'Angoulême à Aurillac	2025-2027	1 575 000 €	400 000 €
Réhabilitation chambre de Clavières, reprise de la traversée de rivière au pont de Mousset (hors travaux de restauration de la continuité écologique - autre aide CD)	2023	866 666 €	86 000 €
Travaux d'interconnexion entre le réseau de Vézac et le Grand Réseau	2024-2025	450 000 €	45 000 €
Travaux de réhabilitation / reconstruction de réservoirs d'eau potable	2023-2024	1 000 000 €	100 000 €
Travaux de réhabilitation des captages d'eau potable et autres travaux liés aux procédures de DUP des captages	2024-2027	1 630 000 €	300 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage CABA :		9 196 666 €	1 531 000 €

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Projets autres maîtres d'ouvrage			
Arpajon - restructuration de l'école	2022-2023	410 000 €	75 000 €
Saint Paul des Landes - pôle enfance jeunesse - partie restructuration du groupe scolaire	2023-2025	854 573 €	75 000 €
Aurillac - création d'un club house au stade de Baradel	2022-2023	108 217 €	27 000 €
Aurillac - modernisation du grand équipement sportif structurant de la Ponétie : salle multi-accueil	2023-2024	579 516 €	120 000 €
Saint Simon - restructuration du stade de rugby	2022-2023	466 300 €	100 000 €
Ytrac - Salle multi-activité intergénérationnelle - part à vocation supra-communale	2023-2024	2 500 000 €	250 000 €
Association Artopia : laboratoire des cultures urbaines	2023-2024	405 000 €	60 000 €
Association Bastissem à Orlhac : maison des cultures occitanes	2022-2023	190 000 €	12 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage autre :		5 513 606 €	719 000 €
Total général Contrat Cantal Développement		14 710 272 €	2 250 000 €

Enveloppe maximale : 2 640 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Président
du Conseil départemental,

Bruno FAURE

Le Président
de la Communauté
d'Agglomération du
Bassin d'Aurillac,
Pierre MATHONIER

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-24

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes du Pays Gentiane

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Aurélie BRESSON

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Madame Valérie CABECAS se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Développement de la Communauté de communes du Pays Gentiane tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT

ENTRE

La **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS GENTIANE** sise Place de la Gare 15400 Riom-ès-Montagnes, représentée par sa Présidente, Madame Valérie CABECAS ROQUIER, autorisée à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du XXX, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

L'EPCI et ses communes membres ont identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, l'EPCI et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Développement. Il définit les engagements de l'EPCI et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'EPCI :

L'EPCI, s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de l'EPCI, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et

- ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à **XXX**, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

La Présidente
de la Communauté de communes
du Pays Gentiane

Bruno FAURE

Valérie CABECAS ROQUIER

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues



Contrat Cantal Développement 2022-2027

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
<u>Projets intercommunaux</u>			
Pôle intercommunal de services et de la famille	2023-2025	2 750 000 €	619 226 €
Sous total maîtrise d'ouvrage CC :		2 750 000 €	619 226 €
<u>Projets communaux ou Syndicat</u>			
Riomès Montagnes - restructuration de l'école primaire	2023-2024	350 000 €	50 000 €
Montboudif - café multiservices	2024	100 000 €	25 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage communale :		450 000 €	75 000 €
Total général Contrat Cantal Développement		3 200 000 €	694 226 €

Enveloppe maximale : 694 226 €

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Président
du Conseil départemental,

La Présidente
de la Communauté de
Communes du Pays
Gentiane,

Bruno FAURE

Valérie CABECAS ROQUIER

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-25

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville de Saint-Flour

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration
à M. Bruno FAURE*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Alain DELAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Fond Cantal Villes de la commune de Saint-Flour tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL VILLES

ENTRE

La **VILLE DE SAINT FLOUR** sise 1 Place d'Armes 15100 Saint-Flour, représentée par son Maire, Monsieur Philippe DELORT, autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal en date du **XXXX**, ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du **XXXX**, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

La Commune a identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- relever le défi de l'attractivité du territoire,
- confirmer une transition climatique active,
- innover pour enrichir et différencier le territoire.

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, la Commune et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Villes. Il définit les engagements de la Commune et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE :

La Commune s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de la Commune, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les éventuels autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

La Commune et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à **XXX**, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Maire de Saint Flour

Bruno FAURE

Philippe DELORT

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues



Fonds Cantal Villes 2022-2027

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Construction d'une crèche multi-accueil de 48 places	2023-2024	875 856 €	259 000 €
Réhabilitation de la place d'Armes - parvis principal	2024-2025	961 931 €	191 000 €
Total		1 837 787 €	450 000 €

Enveloppe maximale : 450 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Président du Conseil départemental

Le Maire de Saint Flour

Bruno FAURE

Philippe DELORT

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-26

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Opération portée par la Commune de Saint-Flour : Construction d'une crèche multi-accueil de 48 places

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s) : M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
ayant donné pouvoir donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration
à M. Bruno FAURE*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Alain DELAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1111-9 ;
Vu le Règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 (article 56) publié au JOUE du 26 juin 2014 de l'Union Européenne, modifié par les Règlements (UE) 2017/1084, 2020/972 et 2021/1237 ;
Vu la délibération n° 22CD05-25 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'actions du Contrat Fonds Cantal Villes 2022-2027 de la Ville de Saint-Flour ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;
Considérant la nature des dépenses retenues, à savoir les travaux de construction d'une crèche multi-accueil ;
Considérant le plan de financement proposé par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération	Recettes	
1 075 856 € HT	Europe FEADER - 41 %	441 000 €
Base de dépense éligible	Conseil départemental - 24 %	259 000 €
pour le Département 1 075 856 € HT	Autofinancement - 35 %	375 856 €
	TOTAL	1 075 856 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Flour une subvention de 259 000 € HT pour les travaux de construction d'une crèche multi-accueil de 48 places, sur la base d'une dépense éligible de 1 075 856 € HT. Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Villes 2022-2027 de la Ville de Saint-Flour.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204 du budget départemental.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FONDS CANTAL VILLE

SAINT-FOUR



1.	<u>INTITULE DE L'OPERATION :</u> Construction d'une crèche multi-accueil de 48 places														
2.	<u>MAITRE D'OUVRAGE :</u> Ville de Saint-Flour														
3.	<u>LOCALISATION DU PROJET :</u> Avenue de Besserette, 15100 Saint-Flour														
4.	<u>DESCRIPTIF DU PROJET FINANCE (PENSEZ A PRECISER LE MODE DE GESTION ET D'ANIMATION DU PROJET) :</u> <p>Les locaux de la crèche actuelle ne sont plus adaptés aux exigences de fonctionnement et la commune de Saint-Flour souhaite construire une nouvelle crèche sur un autre site. Cette structure multi accueil aura une capacité de 48 places et sera installée sur le site de Besserette, qui permettra de constituer un pôle enfance autour de l'école, de l'ALSH et de la future crèche. Celle-ci comprendra 4 secteurs multi âge : Bébé, Moyens, Grands, Périscolaires. Chaque secteur inclura les espaces de vie adaptés à son propre fonctionnement et certains espaces d'activités seront mutualisés pour l'ensemble des sections. La crèche sera gérée en régie par le CCAS de la Ville de Saint-Flour, comme cela est déjà le cas actuellement.</p>														
1.	<u>DESCRIPTIF DE LA DEMARCHE "CANTAL 2030" DANS LE PROJET :</u> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 10px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;">Attractivité du territoire</th> <th style="width: 33%;">Transition climatique</th> <th style="width: 33%;">Innovation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Une crèche moderne dotée d'une capacité d'accueil de 48 places permettant de répondre aux besoins annuels d'environ 82 familles, soutenant ainsi l'accueil de nouvelles familles sur le territoire et l'emploi direct de 19 personnes sur site.</td> <td>Une exigence de construction thermiquement performante et intégrant l'étude de panneaux photovoltaïques en toiture. Mise en place d'une démarche Qualité Environnementale en phase chantier et définition d'un profil Qualité Environnementale du Bati (QEB).</td> <td>Regroupement de 4 secteurs autour d'espaces à la fois communs et spécifiques (bébés, moyens, grands, périscolaires), permettant de répondre aux besoins de gardes les plus larges possibles. Création d'un espace multisensoriel favorisant l'éveil.</td> </tr> </tbody> </table>	Attractivité du territoire	Transition climatique	Innovation	Une crèche moderne dotée d'une capacité d'accueil de 48 places permettant de répondre aux besoins annuels d'environ 82 familles, soutenant ainsi l'accueil de nouvelles familles sur le territoire et l'emploi direct de 19 personnes sur site.	Une exigence de construction thermiquement performante et intégrant l'étude de panneaux photovoltaïques en toiture. Mise en place d'une démarche Qualité Environnementale en phase chantier et définition d'un profil Qualité Environnementale du Bati (QEB).	Regroupement de 4 secteurs autour d'espaces à la fois communs et spécifiques (bébés, moyens, grands, périscolaires), permettant de répondre aux besoins de gardes les plus larges possibles. Création d'un espace multisensoriel favorisant l'éveil.								
Attractivité du territoire	Transition climatique	Innovation													
Une crèche moderne dotée d'une capacité d'accueil de 48 places permettant de répondre aux besoins annuels d'environ 82 familles, soutenant ainsi l'accueil de nouvelles familles sur le territoire et l'emploi direct de 19 personnes sur site.	Une exigence de construction thermiquement performante et intégrant l'étude de panneaux photovoltaïques en toiture. Mise en place d'une démarche Qualité Environnementale en phase chantier et définition d'un profil Qualité Environnementale du Bati (QEB).	Regroupement de 4 secteurs autour d'espaces à la fois communs et spécifiques (bébés, moyens, grands, périscolaires), permettant de répondre aux besoins de gardes les plus larges possibles. Création d'un espace multisensoriel favorisant l'éveil.													
2.	<u>CALENDRIER PREVISIONNEL DE L'EXECUTION DU PROJET :</u> <p>Date estimée de dépôt du dossier de demande de subvention pour engagement de la subvention : octobre 2022</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 20px;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%;">Etapas</th> <th style="width: 50%;">Mois/Année</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Permis de construire</td> <td>1^{er} semestre 2023</td> </tr> <tr> <td>Démarrage des travaux</td> <td>1^{er} semestre 2023</td> </tr> <tr> <td>Fin des travaux</td> <td>1^{er} semestre 2025</td> </tr> <tr> <td>Ouverture de l'équipement</td> <td>2025</td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </tbody> </table>	Etapas	Mois/Année	Permis de construire	1 ^{er} semestre 2023	Démarrage des travaux	1 ^{er} semestre 2023	Fin des travaux	1 ^{er} semestre 2025	Ouverture de l'équipement	2025				
Etapas	Mois/Année														
Permis de construire	1 ^{er} semestre 2023														
Démarrage des travaux	1 ^{er} semestre 2023														
Fin des travaux	1 ^{er} semestre 2025														
Ouverture de l'équipement	2025														

3. PLAN DE FINANCEMENT GLOBAL DU PROJET :

POSTES DE DEPENSES	MONTANT HT	MONTANT TTC	PARTICIPATIONS FINANCIERES		
			COFINANCEURS	MONTANTS	%
Etudes et maîtrise d'œuvre	102 964 €	€	EUROPE PRECISEZ : FEADER	441 000 €	41%
Travaux de construction neuve	972 892 €	€	ÉTAT PRECISEZ :	€	%
	€	€	RÉGION PRECISEZ :	€	%
	€	€	DÉPARTEMENT	259 000 €	24%
	€	€	FONDS DE CONCOURS EPCI	€	%
	€	€	AUTRES PRECISEZ :	€	%
	€	€	MAÎTRE D'OUVRAGE	375 856 €	35%
	€	€		1 075 856 €	

4. COMMENTAIRES EVENTUELS :

L'opération d'investissement liée à la construction de la nouvelle crèche municipale de Saint-Flour sera portée par la Ville et sa gestion, le cas échéant, sera confiée au Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Flour.

5. PERSONNE EN CHARGE DU DOSSIER :

NOM ET PRENOM : Loïc IMBARD

QUALITE : Directeur Général des Services

TELEPHONE :

MEL : dgs@saint-flour.fr

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-27

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Ytrac

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Sophie BÉNÉZIT

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Villes de la commune d'Ytrac tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL VILLES

ENTRE

La **VILLE D'YTRAC** sise 4 avenue de la République 15130 Ytrac, représentée par son Maire, Madame Bernadette GINEZ, autorisée à signer par délibération du Conseil Municipal en date du XXXX, ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du XXXX, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

La Commune a identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- relever le défi de l'attractivité du territoire,
- confirmer une transition climatique active,
- innover pour enrichir et différencier le territoire.

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, la Commune et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Villes. Il définit les engagements de la Commune et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE :

La Commune s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de la Commune, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les éventuels autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

La Commune et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à **XXX**, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Maire d'Ytrac,

Bruno FAURE

Bernadette GINEZ

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues



Fonds Cantal Villes 2022-2027

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Restructuration du cœur du centre-bourg : aménagement d'un espace de loisir et valorisation des abords de l'église	2022-2023	298 224 €	119 000 €
Salle multi-activité intergénérationnelle - part à vocation communale	2023-2024	1 285 760 €	131 000 €
Total		1 583 984 €	250 000 €

Enveloppe maximale : 250 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à le

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'Ytrac

Bruno FAURE

Bernadette GINEZ

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-28

Cantal Europe

L'an deux mille vingt-deux, le douze décembre à quatorze heures quarante, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Marie-Hélène ROQUETTE donne procuration
à M. Bruno FAURE*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le Règlement (UE) N° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;

Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole validé par la Commission Européenne le 10 octobre 2014 ;

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013, (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°514/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;

Vu l'Accord Cadre entre l'État et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'Inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté ;
 Vu la convention de subvention globale au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'inclusion en métropole, n°201700014, signée par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental et rendue exécutoire le 31 mai 2018 ;
 Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;
 Vu la délibération n°21CP04-12 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;
 Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture ;
 Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;
 Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant sur les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne le 2 juin 2022 ;
 Vu le projet de Programme National FSE+ Emploi – Inclusion – Jeunesse – Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne le 28 octobre 2022 ;
 Vu la lettre du Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 juillet 2022 notifiant une enveloppe de 4,7 millions d'euros de FSE+ à l'Organisme Intermédiaire Cantal pour la période 2022-2027 ;
 Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ du Département du Cantal ;
 Vu l'avenant à la convention cadre du 8 août 2022 actant le transfert d'EUROPE DIRECT Cantal au service Cantal Europe ;
 Vu l'Accord de Coopération entre le Judet de Maramures (Roumanie) et le Département du Cantal signé le 7 novembre 2022 ;

Considérant le plan de communication du centre EUROPE DIRECT Cantal au titre de l'année 2023 ;
 Considérant le plan d'actions relatif à l'Accord de Coopération Maramures-Cantal au titre de l'année 2023 ;
 Considérant la candidature « Cantal 3V » pour le portage du programme LEADER 2023-2027 par le Syndicat Mixte Cantal Attractivité ;

- DECIDE d'inscrire au budget primitif 2023 les prévisions de dépenses et de recettes directes de la stratégie Cantal Europe, telles que détaillées dans le tableau ci-dessous :

			BP 2022	BP+DM 2022	BP 2023
74771	041	74	400 000 €	755 977 €	1 000 000 €
657348	041	65	0 €	0 €	25 000 €
65748	041	65	200 000 €	294 000 €	400 000 €
74778	043	74	29 333 €	29 333 €	30 000 €

6185	043	011	6 000 €	6 000 €	7 500 €
6238	043	011	0 €	0 €	22 500 €
6234	043	011	0 €	0 €	7 500 €
657348	043	65	0 €	0 €	8 000 €
657358	043	65	0 €	0 €	300 000 €
65748	043	65	0 €	0 €	2 000 €
65748	043	65	0 €	0 €	5 000 €
2181	043	21	1 200 €	1 200 €	37 500 €

Total des dépenses **815 000 €**

Total des recettes **1 030 000 €**

Publication : 15-12-2022
Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-29

Transition climatique et développement durable

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la délibération n°21CP02-03 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 février 2021 approuvant la convention d'objectifs avec l'Association Energies 15 ;






- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la transition climatique.

- **DONNE** un avis favorable au renouvellement de la convention de partenariat avec l'association Énergies 15 pour un montant de 10 000 €.

- **DONNE délégation** à la Commission Permanente pour valider les projets de conventions de partenariat et l'attribution des subventions correspondantes.

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE délégation** à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre :

Chapitre	Nature	Libellé	BP 2023
65	6574-76	Animation transition écologique	10 000 €
11	6188-76	Prestations développement durable	74 000 €
204	204141-76	Subvention animation énergétique	100 000 €

				
				X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-30

Evolution du Service Public de Performance Energétique de l'Habitat - CANTAL RENOV ENERGIE

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.326-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'article L.232-1 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 relative à la mise en œuvre du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat cantalien ;

- **DONNE** un avis favorable à l'inscription des crédits relatifs au Service Public Performance Énergétique de l'Habitat pour 2023 comme précisés ci-après :

chapitre	nature-fonction	Objet	BP 2023
Dépenses de fonctionnement			
11	617-758	Prestations d'études et expertise SPPEH	52 000 €
11	6238-758	Communication SPPEH	6 100 €
11	606-758	Petites fournitures SPPEH	1 000 €

Dépenses d'investissement			
20	2051-758	Site internet SPPEH	30 000 €
21	21578-758	Petit matériel et outillage technique SPPEH	2 000 €
Recettes de fonctionnement			
74	7472-758	Participation-subvention État Région EPCI	196 000 €
74	74741-758	Participations intercommunalités SPPEH	70 000 €

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour toute décision relative à l'exécution de ces dépenses, notamment la définition des caractéristiques des projets bénéficiaires du fonds d'aide aux travaux.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour toute décision relative à la passation des diverses conventions de financement.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-31

Espaces Naturels et Ruraux

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Environnement ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime ;
Vu la délibération n° 17CD02-21 du Conseil départemental du 30 juin 2017 approuvant le programme de développement durable ;
Vu la délibération n°17CD02-22 du Conseil départemental du 30 juin 2017 validant le dispositif d'accompagnement financier en faveur de la préservation et de la gestion des milieux aquatiques ;
Vu la délibération n°19CP04-26 de la Commission permanente du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles ;
Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les évolutions des dispositifs techniques et financiers du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques ;
Vu la délibération du Conseil départemental de ce jour approuvant le nouveau programme agricole pour la période 2023-2027 et la Convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture (dont la pêche et l'aquaculture), de la forêt et de l'agroalimentaire ;

- **APPROUVE** le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur des espaces naturels et ruraux ;

- **DÉCIDE** de reconduire le partenariat et l'attribution des subventions correspondantes avec la Fédération départementale de pêche, le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Auvergne et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement de Haute Auvergne et **DONNE délégation** à la Commission Permanente pour arrêter les conventions correspondantes ;

- **DÉCIDE** de reconduire le partenariat avec l'Union Régionale des Forêts d'Auvergne en faveur de la mise en œuvre du programme d'actions développé par la Mission Haies et **DONNE délégation** à la Commission Permanente pour arrêter la convention correspondante ;

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE délégation** à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

DÉPENSES

1/ Fonctionnement

Opérations / sous-opérations dans le programme	BP+BS+DM+ virements 2022	AE 2023	BP 2023
Étude Environnement M. D'Ouvrage Département			
Chapitre 011 Fonction 78	63 000 €		80 000 €
Aides Études Environnement M. D'Ouvrage Collectivités			
<i>Prog ETU2 - Chapitre 65</i>	110 000 €	230 000 €	
Chapitre 65 Fonction 78	116 000 €		110 000 €
Chapitre 65 Fonction 78	5 000 €		5 000 €
Études environnement animation M. D'Ouvrage Département			
Chapitre 011 Fonction 78	39 000 €		22 000 €
Aides Animation / partenariats associatifs			
Chapitre 65 Fonction 78	31 000 €		35 000 €
Adhésions Mission ENR			
Chapitre 011 Fonction 6312	500 €		500 €
AAP Collèges Publics			
Chapitre 65 Fonction 221	15 000 €		10 000 €
AAP Collèges Privés			
Chapitre 65 Fonction 221			3 000 €
Aides Action Forêt-Bois Privé / Convention partenariat Mission Haies			
Chap 65 Fonction 78	10 000 €		12 000 €

Améliorer les conditions en milieu pastoral (partie fonctionnement)			
Chap 65 Fonction 78			4 000 €

2/ Investissement

Opérations / sous-opérations dans le programme	BP+BS+DM+virements 2022	AP 2023	BP 2023
Actions en faveur du Patrimoine naturel			
<i>Prog PANA - Chapitre 204</i>	20 000 €	160 000 €	
Chapitre 204 Fonction 78	60 000 €		65 000 €
Chapitre 204 Fonction 78	15 000 €		20 000 €
Études travaux M. D'Ouvrage Département			
<i>Prog ETU3 - Chapitre 20</i>	0 €	30 000 €	
Chapitre 20 Fonction 78	50 000 €		80 000 €
Opérations d'Aménagement Foncier (maîtrise d'ouvrage du Département)			
Opération Aménagement foncier d'Andelat	180 000 €		250 000 €
Opération Aménagement foncier de Sansac-de-Marmiesse	3 000 €		5 000 €
Aménagement foncier de Virargues <i>Prog FORUT Chapitre 022</i>	0 €		
Opération	75 000 €		80 000 €
Aides Travaux Aménagement Foncier et Rural			
Travaux d'aménagement foncier et rural <i>Prog FORU Chapitre 204</i>			
Chap 204 Fonction 54	0 €		10 000 €
Chap 204 Fonction 54	10 000 €		10 000 €
Améliorer les conditions en milieu pastoral (partie investissement)			
<i>Nouveau programme - Chapitre 204 - fonction 738</i>		40 000 €	
Chap 204			4 000 €

Développer l'agroforesterie et la plantation de haies			
Nouveau programme - Chapitre 204 - fonction 738		250 000€	
Chap 204 Fonction 78			25 000€

RECETTES

Opérations dans le programme	BP 2022	BP 2023
Subvention Agence de l'eau Adour Garonne Mission Milieux aquatiques Chapitre 74758 Fonction 78	50 000 €	60 000 €
Participation État AFAF Sansac Marmiesse Chapitre 45442 Fonction 54	10 000 €	3 000 €
Subvention FEADER (Aménagement foncier Virargues – investissement) Chapitre 45442 Fonction 54		40 000 €

SYNTHÈSE

Total Espaces Naturels et Ruraux	BP+BS+DM+ virements 2022	BP 2023 Fonctionnt	BP 2023 Investisst
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement	279 500 €	281 500 €	
Total Crédits de Paiement en Investissement	393 000 €		549 000 €
Total Recettes	60 000 €	60 000 €	43 000 €

				
			X	

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-32

Mission d'assistance à la gestion de l'eau - MAGE

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Environnement ;

Considérant la poursuite en 2023 des interventions du Département dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement en s'appuyant sur la complémentarité des missions d'assistance technique, de conduite de projets et d'accompagnement financier des opérations ;

- APPROUVE le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'Eau et de l'Assainissement.

- DÉCIDE d'inscrire au budget départemental les crédits suivants et **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

DÉPENSES

1/ Fonctionnement

Opérations / sous-opérations dans le programme	Rappel BP 2022	CP 2023 Fonctionnt	CP 2023 Investisst
Fonctionnement Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau			
Chapitre 11 - Fonctionnement MAGE	4 500 €	10 000 €	
Chapitre 11 - Gestion exploitation des réseaux	0 €	0 €	
Chapitre 11 - Équipements réseaux	0 €	0 €	
Chapitre 11 - Études contrôles équipements réseaux	18 100 €	15 000 €	
Chapitre 11 - Schéma départemental eau asst	240 000 €	235 000 €	

2/ Investissement

Opérations / sous-opérations dans le programme	Rappel BP 2022	CP 2023 Fonctionnt	CP 2023 Investisst
INVESTISSEMENT Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau			
Chapitre 21 - Matériel auto eaux souterraines	60 000		10 000 €
Chapitre 23 - Travaux réseaux eaux souterraines	290 000 €		190 000 €

RECETTES de fonctionnement






	BP 2022	BP 2023
Chapitre 74 - Nature 74758 - Fonction 731 - Participation Agences de l'eau MAGE	175 000 €	170 000 €
Chapitre 74 - Nature 74718 - Fonction 731 - Subvention schéma eau asst	154 000 €	140 000 €

RECETTES d'investissement

	BP 2022	BP 2023
Chapitre 13 - Nature 1311 - Subvention projet automatisé réseau de suivi	270 000 €	246 500 €

SYNTHÈSE

Total Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau	Rappel BP 2022	BP 2023 Fonctionnt	BP 2023 Investisst
Total Crédits de Paiement en Fonctionnement	262 600 €	260 000 €	
Total Crédits de Paiement en Investissement	350 000 €		200 000 €
Total Recettes de fonctionnement	329 000 €	310 000 €	
Total Recettes d'investissement	270 000 €		246 500 €

				
			X	X

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 12 DÉCEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-44

Station du Lioran : Acquisition de la Friche touristique du Grand Phénix

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD03-23 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 portant acquisition de l'ensemble immobilier du Grand Phénix et approbation du plan de financement ;

Vu la délibération n° 21CD05-27 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 relative à l'assujettissement à la TVA de l'opération Grand Phénix - Station du Lioran ;

Vu la saisine par le Département du Cantal du Pôle d'Evaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques du projet d'acquisition de la friche du Grand Phénix en date du 11 mai 2022 ;

- D'AUTORISER l'acquisition des parcelles cadastrées section AD numéros 75, 76, 77 et 78 sur lesquelles a été édifié un ensemble immobilier dont l'état le rend impropre à un quelconque usage, assimilées de ce fait à un terrain à bâtir pour un montant d'un euro HT non recouvré et la prise en charge des frais de démolition dont le coût prévisionnel est de 4 600 000 euros HT ;

- **DE MANDATER** la SAS B&B Notaires, 33 avenue des Volontaires, 15000 AURILLAC pour la rédaction de l'acte de cession des parcelles susmentionnées au profit du Département et tout acte y afférent ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte d'acquisition et tout acte s'y rapportant.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-33

TERANA - Adhésion des Départements de la Creuse, de la Drôme et de l'Indre

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public TERANA adoptée par délibération n°15CD03-20 du Conseil départemental du 26 juin 2015 et modifiée par délibérations du Conseil départemental n°20CD01-17 du 24 avril 2020 et n°20CD05-54 du 17 décembre 2020 ;

Considérant :

- que l'étude stratégique menée conjointement par TERANA et les Départements de la Creuse, de la Drôme et de l'Indre a validé et objectivé l'intérêt du rapprochement avec le GIP Terana ;
- que l'adhésion des laboratoires de ces trois Départements permettra de poursuivre le développement de l'activité par l'accroissement externe induit et par le déploiement de l'offre analytique TERANA sur un périmètre accru ;
- qu'elle permettra aussi à TERANA d'être totalement autonome sur l'intégralité du process analytique en "Eau et environnement" et gagner ainsi en lisibilité auprès des acteurs économiques ;

- **APPROUVE** l'élargissement du GIP TERANA aux Départements de la Creuse, de la Drôme et de l'Indre.
- **APPROUVE** la convention constitutive actant cet élargissement et précisant les modalités de gouvernance et de gestion du GIP TERANA, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention constitutive actant cet élargissement.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION CONSTITUTIVE

(Modifiée par délibération de l'Assemblée Générale du 15 janvier 2016, du 1^{er} juillet 2016, du 20 décembre 2016, du 24 avril 2018, du 4 juillet 2019, du 24 octobre 2019, du 07 février 2020, du 10 novembre 2020 et du 6 décembre 2022)

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC

TERANA

Par arrêté du 4 décembre 2015 publié au Journal Officiel du 11 décembre 2015,

Par arrêté préfectoral du 23 décembre 2019 publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de région AURA du 24 décembre 2019

Par arrêté du 30 juin 2020 publié au Journal Officiel du 1^{er} juillet 2020,

Par arrêté du 28 décembre 2020 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020,

A été approuvé la convention constitutive du groupement d'intérêt public « TERANA »

PREAMBULE

1.

En application des dispositions des articles L. 201-1 et suivants et en particulier des articles L. 201-10 et L. 202.1 du Code rural et de la pêche maritime, les départements participent, au titre de leurs politiques publiques et par l'intermédiaire des laboratoires d'analyses départementaux, à la prévention, la surveillance et la lutte contre les dangers sanitaires de nature à porter atteinte à la santé des animaux, des végétaux, à la sécurité sanitaire des aliments et à la lutte contre les maladies d'origine animale ou végétale transmissibles à l'homme.

En application de l'article 46 de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, les laboratoires départementaux d'analyses des conseils généraux participent à la politique publique de sécurité sanitaire de la France. Les conditions d'exécution des missions de service public dont ils sont chargés sont précisées par voie réglementaire.

Pour répondre à leurs besoins d'analyses chimiques et biologiques ainsi qu'aux obligations de veille et d'astreintes et pour garantir l'exercice de ces missions de service public, les départements du Cantal, de la Loire, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme ont créé un laboratoire départemental d'analyses tous sous la forme de régie :

- le Laboratoire Départemental d'Analyses et de Recherche du Cantal,
- le Laboratoire Départemental d'Analyses de la Loire,
- le Laboratoire Départemental d'Analyses de Haute Loire,
- le Laboratoire Vétérinaire et Biologique du Puy de Dôme.

Ces quatre laboratoires jouissent, dans leurs secteurs d'intervention, d'un savoir-faire scientifique et d'une compétence reconnue et attestée par de nombreuses accréditations COFRAC et agréments ministériels.

2.

Depuis plusieurs années, l'évolution de l'environnement réglementaire et technique fragilise les conditions d'intervention des laboratoires départementaux d'analyses.

Par ailleurs, les exigences accrues de qualité et d'efficacité ainsi que la nécessaire adaptation aux évolutions techniques imposent de réaliser des investissements technologiques importants.

Parallèlement, à une période où plusieurs crises sanitaires et alimentaires (ESB, grippe aviaire, viande équine...) ont touché les filières agricoles et agro-alimentaires, le maintien de structures de proximité ancrées dans les territoires s'avère indispensable.

Dans ce contexte, les départements du Cantal, de la Loire, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme ont décidé, tout en maintenant les quatre sites, une mise en synergie des compétences et des moyens de leurs laboratoires d'analyses respectifs afin :

- d'exercer au mieux leurs missions de service public avec des exigences et des compétences de réactivité et d'impartialité pour mettre en œuvre des politiques départementales sanitaires et environnementales,
- de poursuivre le développement de leur activité tout en les adaptant aux évolutions de la réglementation et des problématiques émergentes,
- de maintenir localement des emplois qualifiés et de réaliser des économies d'échelle sur les fonctions support,
- de façon générale, de répondre aux politiques publiques départementales dans le domaine de la santé publique et de l'environnement selon un modèle économiquement tenable et pérenne.

L'objectif global est ainsi de disposer d'un laboratoire public interdépartemental compétent, réactif et impartial pour mettre en œuvre des politiques sanitaires, environnementales de proximité dans le cadre d'un nouveau modèle économique pérenne en mutualisant les outils de laboratoires entre les quatre départements.

Ainsi, les quatre départements ont étudié l'opportunité de créer, sur leur territoire, un opérateur public unique réunissant leurs quatre laboratoires d'analyses, sans pour autant procéder à un transfert de compétences au profit de la nouvelle structure.

Après analyse, la structure juridique du Groupement d'Intérêt Public (GIP), personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière et permettant d'exercer des activités d'intérêt général à but non lucratif, s'impose comme la seule adaptée aux objectifs des quatre collectivités territoriales, notamment de développement de l'activité au-delà de leur territoire.

Cette structure réserve également la possibilité de faire adhérer d'autres organismes privés ou publics notamment dans le domaine de la recherche et de la formation, partageant les objectifs du GIP et susceptibles de favoriser le développement de son activité.

Le GIP Terana a été créé par Arrêté Ministériel du 4 décembre 2015 publié au Journal Officiel du 11 décembre 2015.

3.

En 2019, le Conseil départemental du Rhône a réalisé une étude stratégique quant à l'avenir de son Laboratoire Vétérinaire Départemental. Les objectifs du CD69 sont de :

- Participer activement à la gouvernance des activités liées au laboratoire vétérinaire ;
- Disposer d'un cadre juridique et financier pérenne et maîtrisé ;
- Mettre à la disposition des éleveurs et vétérinaires du département du Rhône un outil public de proximité proposant un catalogue de prestations étoffé.

Le CD69 a intégré le GIP Terana au 1^{er} janvier 2020 sans site ni personnel.

Le Conseil départemental du Cher a réalisé en 2019 une étude stratégique quant à l'avenir de son Laboratoire Vétérinaire Départemental. Les objectifs du CD18 sont de :

- Conserver une gouvernance active des activités du laboratoire au service des politiques départementales dans le domaine de la sécurité sanitaire ;
- Mettre à la disposition des professionnels et des habitants du département un outil public de proximité proposant un catalogue de prestations étoffé ;
- Conserver les emplois qualifiés locaux ;
- Disposer d'un cadre juridique et financier pérenne et maîtrisé.

Le CD18 a intégré le GIP Terana au 1^{er} juillet 2020.

4.

En 2020, le Conseil départemental de la Nièvre a réalisé un appel à manifestation d'intérêt quant à l'avenir de son Laboratoire Vétérinaire Départemental.

La volonté du Département de la Nièvre est de conforter le Laboratoire départemental 58 dans son rôle d'outil public indépendant, ancré sur le territoire. En particulier, il souhaite proposer aux acteurs économiques du territoire, notamment agricoles, un outil adapté à leurs besoins, tout en assurant les missions sanitaires de service public confiées par l'Etat. Il souhaite aussi améliorer la compétitivité de son modèle économique afin d'en assurer la pérennité par la recherche d'un partenaire extérieur.

La Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP) IDDRE est un bureau d'études spécialisé en Ingénierie de développement durable. Ses domaines d'intervention sont l'hydrobiologie, l'hydrogéologie, maîtrise d'œuvre, études et conseils. Les valeurs fortes du GIP (proximité, accompagnement des territoires, qualité) sont partagées. L'adhésion au GIP permettra un développement des synergies déjà existantes.

5.

En 2022, le Conseil départemental de la Creuse réalise une étude stratégique quant au positionnement futur de son Laboratoire Départemental d'Analyses.

Les objectifs du CD 23 étaient :

- D'assurer la pérennité de la mise en œuvre des politiques de surveillance sanitaire réalisées sur son territoire ;
- De mettre à la disposition des acteurs économiques du département et de ses habitants un outil public de proximité proposant un catalogue de prestations étoffé ;
- De participer à une stratégie de développement prometteur dans un cadre juridique et financier pérenne et maîtrisé ;
- De conserver une gouvernance active des activités du laboratoire au service des politiques départementales dans le domaine de la sécurité sanitaire ;
- De préserver les emplois qualifiés sur le territoire ;

Le CD 23 a souhaité intégrer le GIP Terana au 1^{er} juillet 2023.

6.

Le Conseil départemental de la Drôme a réalisé une étude stratégique quant au positionnement de son Laboratoire Départemental d'Analyses.

Les objectifs du CD 26 étaient :

- D'assurer la pérennité de la mise en œuvre des politiques de surveillance sanitaire réalisées sur son territoire ;
- De mettre à la disposition des acteurs économiques du département et de ses habitants un outil public de proximité proposant un catalogue de prestations étoffé ;
- De conforter la rentabilité et le développement de l'offre de service du laboratoire en s'inscrivant dans une stratégie de développement prometteur dans un cadre juridique et financier pérenne et maîtrisé ;
- De conserver une gouvernance active des activités du laboratoire au service des politiques départementales dans le domaine de la sécurité sanitaire et de l'environnement ;
- De préserver les emplois qualifiés sur le territoire ;

Au terme de cette étude le CD26 a souhaité intégrer le GIP TERANA au 1^{er} juillet 2023.

7.

Le Conseil départemental de l'Indre a réalisé une étude stratégique pour écrire l'avenir de son laboratoire avec pour principaux objectifs :

- D'assurer la pérennité de la mise en œuvre des politiques de surveillance sanitaire réalisées sur son territoire ;
- De mettre à la disposition des acteurs économiques du département et de ses habitants un outil public de proximité proposant un catalogue de prestations étoffé ;
- De participer à une stratégie de développement prometteur dans un cadre juridique et financier pérenne et maîtrisé ;
- De conserver une gouvernance active des activités du laboratoire au service des politiques départementales dans le domaine de la sécurité sanitaire ;
- De préserver les emplois qualifiés sur le territoire ;

Au terme de son expertise le CD36 a souhaité intégrer le GIP TERANA au 1^{er} juillet 2023

Dans ce contexte, il a été convenu ce qui suit.

A PARTIR DU PREMIER JUILLET 2023, IL EST CONSTITUE ENTRE :

- **le département du Cantal**, dont le siège est situé 28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex et représenté par son Président,
- **le département du Cher**, dont le siège est situé Place Marcel Plaisant - 18000 BOURGES et représenté par son Président,
- **le département de la Creuse**, dont le siège est situé 4 place Louis-Lacrocq – BP 250 – 23011 GUÉRET Cedex et représenté par sa Présidente,
- **le département de la Drôme**, dont le siège est situé 26 avenue du Président Herriot – 26026 VALENCE Cedex et représenté par sa Présidente,
- **le département de l'Indre**, dont le siège est situé Place de la Victoire et des Alliés – 36020 CHATEAUROUX Cedex et représenté par son Président,
- **le département de la Loire**, dont le siège est situé 2 et 3 rue Charles de Gaulle – 42022 SAINT-ETIENNE et représenté par son Président,
- **le département de la Haute-Loire**, dont le siège est situé 1 place Monseigneur de Galard – 43009 LE PUY EN VELAY et représenté par son Président,
- **le département de la Nièvre**, dont le siège est situé 30 rue de la Préfecture – 58000 NEVERS et représenté par son Président
- **le département du Puy-de-Dôme**, dont le siège est situé 24 rue Saint-Esprit - 63033 CLERMONT-FERRAND et représenté par son Président,
- **le département du Rhône**, dont le siège est situé 29, 31 Cours de la Liberté – 69483 LYON Cedex 03 et représenté par son Président,
- **la Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP) IDRE**, dont le siège est situé 8 Place de la Poste – 15 240 SAIGNES et représentée par son Gérant

UN GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC (GIP) REGI PAR :

- la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 *de simplification et d'amélioration de la qualité du droit*
- le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 *relatif aux groupements d'intérêt public*,
- le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*,
- L'arrêté du 23 mars 2012 *pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public*,
- la présente convention constitutive.

Titre I

Dénomination – Siège – Durée – Objet et missions

Article 1^{er} – Dénomination

La dénomination du Groupement est :

TERANA

ci-après désigné par « le Groupement ».

Article 2 – Siège

Le siège du Groupement est fixé :

Site de Marmilhat
20 Rue Aimé Rudel - BP 42
63370 Lempdes

Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire de ses membres par décision de l'Assemblée générale. Le changement de siège social donne lieu à un avenant publié dans les mêmes conditions que l'arrêté portant approbation de la présente convention constitutive.

Article 3 – Durée

Le Groupement est constitué pour une durée indéterminée.

Article 4 – Objet et missions du Groupement

Le Groupement institué par la présente convention a pour objet de regrouper au sein d'une même entité publique, les activités et les moyens précédemment affectés aux neuf laboratoires départementaux d'analyse gérés en régie et de coopérer avec des organismes privés ou publics notamment dans le domaine de la recherche et de la formation, partageant ses objectifs et susceptibles de favoriser le développement de son activité.

Ce regroupement doit permettre aux membres du Groupement de :

- mutualiser et garantir des compétences, des moyens et des équipements suffisants pour l'exercice des missions de service public et d'intérêt général de ses membres, notamment celles mises en œuvre en application des articles L. 201-1 et suivants et L. 202-1 du Code rural et de la pêche maritime : prévention, surveillance et lutte contre les dangers sanitaires de nature à porter atteinte à la santé des animaux, des végétaux, à la sécurité sanitaire des aliments et les maladies d'origine animale ou végétale transmissibles à l'homme ainsi que le contrôle réglementaire des eaux et de l'environnement etc...
- permettre à ses membres de faire face, à tout moment, à une crise sanitaire et maintenir en condition opérationnelle les compétences, moyens et équipements permettant d'assurer les missions d'astreinte et de veille sanitaire dans l'intérêt des populations et des filières économiques,

- satisfaire toutes demandes d'analyse, de prélèvement, d'expertise et de formation de ses membres,
- répondre aux besoins et satisfaire toutes demandes d'analyse, de prélèvement, d'inspection, d'expertise et de formation de tout tiers (Etat, établissements publics, collectivités territoriales, industriels, agriculteurs et éleveurs, vétérinaires, artisans et professionnels, particuliers...),
- disposer d'outils techniques d'analyse, de diagnostic et d'intervention de haut niveau,
- mobiliser les techniques, les matériels et les compétences pour réaliser des analyses et des prélèvements garantissant la qualité des résultats, la réactivité, la transparence et l'impartialité,
- générer et valoriser des données épidémiologiques sur son périmètre technique et géographique,
- investir dans la recherche et le développement pour maintenir une capacité d'innovation, d'anticipation et de réactivité,
- développer des missions de recherche, de conseil, d'étude, d'audit et de formation dans les domaines de sa compétence.

A cet effet, le Groupement a compétence pour mener toute action en matière d'analyses, d'essais, de contrôles, de prévention, d'étalonnage et d'inspections techniques et réglementaires dans les domaines suivants :

- santé et hygiène publiques,
- santé vétérinaire,
- agriculture et agro-alimentaire,
- eau, air et environnement
- ingénierie de développement durable

Plus généralement, le Groupement est compétent pour toutes opérations de recherche, de développement, de conseil, d'audit, de formation et de prestations de service susceptibles de se rattacher directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, l'extension ou le développement.

Titre II

Membres – Personnalités associées

Article 5 – Adhésion des membres

Sous réserve du respect du premier alinéa de l'article 103 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le Groupement peut, au cours de son existence, admettre de nouveaux membres.

Cette procédure est également applicable dans le cas :

- d'absorption, ou d'opération assimilée, d'un membre par une société ou un organisme tiers,
- d'opérations de fusion totale ou partielle impliquant des établissements ou personnes morales de droit public.

La demande d'adhésion, formulée par écrit, doit être adressée au Président du Groupement pour approbation par l'Assemblée générale. Cette adhésion prend en compte la date et les conditions prévues et partagées par les membres du GIP et le nouveau membre.

L'adhésion d'un nouveau membre n'est effective qu'à la date de publication de l'arrêté des autorités compétentes de l'Etat approuvant la modification ainsi apportée à la convention constitutive du GIP.

Le nouveau membre est ainsi réputé accepter la situation financière du Groupement à compter de son entrée dans le Groupement.

L'adhésion implique de plein droit le respect par le membre de l'ensemble des dispositions de la présente convention constitutive et de ses avenants ainsi que des décisions des organes du Groupement.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque les dispositions légales ou réglementaires organisent elles-mêmes, pour les activités relevant de la compétence du Groupement, la substitution de personnes morales de droit public ou de droit privé à un membre.

Article 6 – Retrait

A l'expiration d'un exercice budgétaire, tout membre peut se retirer du Groupement pour motif légitime, sous réserve qu'il ait notifié sa décision de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Groupement au moins neuf (9) mois avant la fin de l'exercice et que les modalités financières et autres de ce retrait aient reçu l'accord de l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale fixe, à la majorité simple, les modalités de ce retrait et notamment les modalités financières de répartition de l'actif et du passif.

Le retrait d'un membre ne le dispense pas de remplir les obligations qu'il a contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait, à savoir le dernier jour de l'exercice budgétaire au cours duquel il s'est retiré. Au-delà, de cette échéance, le membre n'est plus redevable de la contribution prévue à l'article 16.

Les biens meubles et immeubles mis à disposition par le membre en cause sont, sauf accord contraire, repris par lui.

Le retrait d'un membre est acté par l'Assemblée générale et donne lieu à un avenant à la convention constitutive. Le retrait d'un membre n'est effectif qu'à la date de publication de l'arrêté des autorités compétentes de l'Etat approuvant la modification ainsi apportée à la convention constitutive du GIP.

Article 7 - Exclusion

L'exclusion d'un membre du Groupement peut être prononcée, par l'Assemblée générale, sur proposition du Président, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave.

Le membre concerné est préalablement mis en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai imparti. La mise en demeure est adressée au membre défaillant par lettre recommandée avec accusé de réception par le Président du Groupement.

A l'issue du délai imparti, si la mise en demeure est restée infructueuse, l'Assemblée générale peut prononcer l'exclusion du membre défaillant, après avoir entendu le représentant de ce membre. La décision d'exclusion doit être motivée.

La décision d'exclusion est valablement prise hors la présence de son représentant ou abstraction faite de la voix du membre dont l'exclusion est demandée.

La décision définitive de l'Assemblée générale est notifiée au membre concerné par lettre recommandée avec accusé de réception. L'exclusion prend effet à compter de la publication de l'arrêté des autorités compétentes de l'Etat portant approbation de l'avenant à la présente convention qui en prend acte.

Le membre exclu est tenu de remplir les obligations qu'il a contractées jusqu'à la date de la prise d'effet de son exclusion.

L'Assemblée générale fixe les modalités financières et autres de cette exclusion. Le ou les membres exclus demeurent tenus des dettes du Groupement contractées pendant les exercices en cours ou antérieurs. De même, ils demeurent tenus de participer aux charges de l'exercice en cours.

Article 8 - Perte de la qualité de membre

La liquidation judiciaire, la dissolution, la cessation d'activité, le retrait ou l'exclusion d'un membre du Groupement entraîne la perte de la qualité de membre du Groupement.

Néanmoins, le Groupement n'est pas dissous et continue entre les autres membres.

Le ou les membres ayant perdu cette qualité demeurent tenus des dettes du Groupement contractées pendant l'exercice au cours duquel le membre perd cette qualité et les exercices antérieurs. De même, ils demeurent tenus de participer aux charges de l'exercice en cours.

Titre III ***Capital – Contribution – Moyens – Gestion***

Article 9 – Capital

Le Groupement est constitué sans capital.

Article 10 – Droits et obligations des membres du Groupement

Les droits des membres sont les suivants :

- le département du Cantal : 2/21
- le département du Cher : 2/21

- le département de la Creuse : 2/21
- le département de la Drôme : 2/21
- le département de l'Indre : 2/21
- le département de la Loire : 2/21
- le département de la Haute-Loire : 2/21
- le département de la Nièvre : 2/21
- le département du Puy-de-Dôme : 2/21
- le département du Rhône : 2/21
- la SCOP IDDRE : 1/21

Le nombre de voix attribué à chacun des membres lors des votes en Assemblée générale est proportionnel à ses droits statutaires.

Article 11 – Ressources du Groupement

Les ressources du Groupement comprennent :

- les contributions financières de ses membres pour assurer en particulier les missions de service public dévolues au Groupement,
- les subventions et autres participations perçues auprès de l'Union européenne, de l'Etat, des collectivités territoriales et autres organismes publics,
- les produits des biens propres ou mis à disposition,
- la rémunération des prestations et les produits de la propriété intellectuelle,
- les emprunts et autres ressources d'origine contractuelle,
- les dons et legs,
- toutes autres recettes autorisées par la loi.

Article 12 – Personnel

Les personnels du Groupement sont constitués :

- des personnels mis à disposition par ses membres,

- le cas échéant, d'agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membres du Groupement, et qui sont placés dans une position conforme à leur statut,

- à titre complémentaire, des personnels propres recrutés directement par le Groupement.

Les conditions de recrutement et d'emploi du personnel sont décidées dans le cadre du plan des effectifs approuvé annuellement par l'Assemblée générale.

Sous réserve des dispositions relatives à la mise à disposition et au détachement prévues par le statut général de la fonction publique, les personnels du Groupement ainsi que son Directeur sont soumis au régime de droit public fixé par le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*.

Conformément aux articles 9 et suivants du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*, il sera créé un comité technique au sein du GIP.

12.1 – Personnel affecté aux anciennes régions

Les contrats des agents non titulaires précédemment affectés aux neuf régions départementales sont repris par le Groupement et sont placés sous l'autorité du Directeur du Groupement. En application de l'article 111-II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et des deuxième, et troisième alinéas de l'article L. 1224-3 du code du travail, un contrat de travail de droit public leur est proposé.

Les agents titulaires précédemment affectés aux neuf régions départementales seront mis à disposition dans les conditions prévues à l'article 12.2 de la présente convention ou détachés dans les conditions prévues à l'article 12.3. de la présente convention.

12.2 - Personnels mis à disposition

Les membres du Groupement peuvent mettre à disposition de celui-ci des fonctionnaires dans les conditions fixées par l'article 2- I du décret n°2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*.

Leur employeur d'origine garde à sa charge l'ensemble des droits et obligations liés à cette qualité d'employeur, notamment leur salaire, leur couverture sociale, leurs assurances et la responsabilité de la gestion de leur carrière.

Ces personnels réintègrent le membre d'origine ou de l'entité qui s'y substitue en application de dispositions légales ou réglementaires :

- à la fin de la période de mise à disposition,
- par décision du Directeur, après un préavis de 3 mois
- à la demande du membre d'origine, après un préavis de 3 mois adressé au Directeur,
- en cas de retrait ou d'exclusion de ce membre,
- en cas de faillite, dissolution ou absorption du membre d'origine sauf si le membre se voit substituer une autre entité en application de dispositions légales ou réglementaires,
- à la demande de l'intéressé, après un préavis de 3 mois adressé au Directeur,

- en cas de dissolution du Groupement.

Les personnels mis à disposition sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Directeur du Groupement.

12.3 - Personnel détaché

Les membres du Groupement peuvent détacher auprès de celui-ci des fonctionnaires dans les conditions fixées au III de l'article 2 du décret n°2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*.

La durée du détachement ne peut excéder trois ans, renouvelable deux fois par reconduction expresse.

Le groupement conclut avec l'agent détaché un contrat régi par les dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 *relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat*, sous réserve des dispositions du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*.

L'agent est soumis aux règles régissant la fonction qu'il exerce au sein du groupement, tout en continuant à bénéficier, dans son cadre d'emploi, emploi ou corps, de ses droits à l'avancement et à la retraite.

Ces personnels sont réintégrés dans leur collectivité d'origine dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 12.2.

12.4 - Recrutement de personnel propre

A titre complémentaire, le Groupement peut recruter du personnel propre en contrat à durée déterminée ou indéterminée.

Le personnel propre du Groupement est recruté dans les conditions fixées à l'article 4 du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 *relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public*.

Il est régi par les dispositions de ce même décret.

Les contrats sont signés par le Directeur du Groupement qui en rend compte à l'Assemblée générale.

Le personnel propre est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Directeur du Groupement.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de droit particulier à occuper des emplois dans les organismes membres du Groupement.

Article 13 – Mise à disposition de locaux

Les locaux mis à la disposition du Groupement par ses membres, dont ils sont propriétaires, restent la propriété de ceux-ci, sauf accord contraire entre les membres concernés et le Groupement. Cette mise à disposition fait l'objet d'une convention entre le ou les membres concernés et le Groupement. Le ou (les) membres propriétaires assument l'amortissement des bâtiments et locaux mis à disposition.

Le Groupement est tenu, sauf convention contraire, d'assurer les biens mis à disposition par les membres pour son risque de gardien.

Article 14 – Propriété du Groupement

Les équipements et autres moyens matériels ainsi que les éventuelles immobilisations incorporelles sont apportés au Groupement par ses membres. En qualité de propriétaire, le Groupement en poursuit l'amortissement.

Les biens achetés par le Groupement ou développés en commun appartiennent au Groupement.

En cas de dissolution du Groupement, ils sont dévolus conformément à l'article 25 de la présente convention.

Article 15 – Comptabilité et gestion

La comptabilité du Groupement est tenue et sa gestion est effectuée selon les règles de droit public et en particulier les dispositions du Code général des collectivités territoriales afférentes aux règles budgétaires, comptables et financières applicables aux départements (articles L. 1612-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales).

Le Groupement ne donne pas lieu à partage de bénéfices. Les excédents annuels de la gestion ne peuvent qu'être utilisés à des fins correspondant à l'objet du groupement ou mis en réserve.

Les achats de fournitures, de services et de travaux sont soumis au Code de la Commande Publique.

Article 16 – Budget

Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice.

Il est établi conformément à l'instruction budgétaire et comptable M 4 et notamment fixe les montants des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du Groupement en distinguant :

1. les dépenses de fonctionnement
2. les dépenses d'investissement.

Le budget annuel est préparé par l'ordonnateur et adopté par l'Assemblée générale.

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et se finit le 31 décembre de la même année, excepté les années de création et de dissolution du Groupement.

La contribution financière de chacun des membres au budget du groupement s'effectue soit selon un montant forfaitaire soit selon une clé de répartition.

- le département du Cantal : 2.70%
- le département du Cher : 14.52%
- le département de la Creuse : 23.03%
- le département de la Drôme : 22.90%
- le département de l'Indre : 3.91%
- le département de la Loire : 6.53%
- le département de la Haute-Loire : 6.48%
- le département de la Nièvre : 14.75%
- le département du Puy-de-Dôme : 5.20%
- le département du Rhône : 50 000 €
- la SCOP IDDRE : 5 000 €

Les contributions dues au titre de la clé de répartition sont calculées sur la base de l'ensemble des contributions autres que forfaitaires.

Toute contribution supplémentaire limitée à 20% des contributions de l'exercice n-1 sera apportée par le biais des clés de répartition.

Au-delà du seuil de 20%, toute contribution supplémentaire sera apportée à part égale par chacun des départements.

Ce mode de répartition des contributions est acté pour les exercices 2023 à 2025. Il est susceptible d'évoluer sur décision unanime de l'Assemblée générale à l'issue de cette période.

Article 17 – Ordonnateur et comptable

L'ordonnateur principal des dépenses et des recettes est le Directeur du Groupement.

L'ordonnateur peut déléguer sa signature et se faire suppléer en cas d'absence ou d'empêchement. Il informe l'Assemblée générale des délégations qu'il accorde.

L'agent comptable, désigné par l'Etat, participe de droit, avec voix consultative, aux séances de l'Assemblée générale. Il a communication, avant chaque séance de l'Assemblée générale, de l'ensemble des documents transmis aux membres et dans les mêmes délais.

Titre IV ***Administration et fonctionnement***

Article 18 – Assemblée générale

Article 18.1- Composition

L'Assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du Groupement.

L'assemblée délibérante de chaque membre du Groupement désigne en son sein, pour le représenter, une personne physique élue titulaire et une personne physique élue suppléante, qui siègera en l'absence du titulaire. Dans l'hypothèse où un représentant d'un membre, titulaire ou suppléant verrait, pour quelque raison que ce soit leur mandat auprès du membre expirer, le membre en cause est tenu d'en informer, dans les meilleurs délais, le Président du Groupement et de désigner un nouveau représentant afin d'éviter toute vacance de siège.

Chaque membre dispose d'un nombre de voix tel que fixé à l'article 10 de la présente convention.

Participent de droit à toutes les séances de l'Assemblée générale, avec voix consultative, le Directeur du Groupement et l'agent comptable.

Le Président peut également, de sa propre initiative ou à la demande d'un membre ou du Directeur, inviter des personnes qualifiées dont la présence est jugée utile pour l'ordre du jour. Ces personnes signent préalablement un engagement de confidentialité et sont tenues de se retirer au moment des votes.

Article 18.2 – Pouvoirs de l'Assemblée générale

Le Groupement est administré par l'Assemblée générale qui est investie des pouvoirs les plus étendus pour le gérer et l'administrer, dans les limites de son objet.

En particulier, l'Assemblée générale :

- définit et met en œuvre les orientations générales du Groupement et veille à la réalisation de ses objectifs,
- entend et approuve le programme annuel d'activités et de leur répartition entre les sites, préparé par le Directeur du Groupement,
- entend et approuve le rapport annuel sur la gestion financière et l'activité du Groupement élaborés par le Directeur,
- entend et adopte annuellement le budget préparé par le Directeur du Groupement,
- décide de la modification de la clé de répartition des contributions financières des membres du Groupement,
- approuve les comptes de l'exercice écoulé,

- prend toutes décisions relatives à la gestion du personnel, et notamment approuve le plan annuel des effectifs,
- approuve toute modification de la présente convention constitutive et notamment le changement de siège social et de dénomination,
- approuve la transformation du Groupement en une autre structure ou sa dissolution anticipée, ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation,
- sur proposition du Président, décide de l'adhésion, du retrait ou de l'exclusion d'un membre,
- fixe les modalités financières et autres du retrait ou de l'exclusion d'un membre,
- autorise les éventuelles prises de participation du Groupement dans d'autres entités juridiques ainsi que les éventuelles associations avec d'autres personnes morales,
- autorise les éventuelles transactions,
- sur proposition du Président, nomme et révoque le Directeur du Groupement,
- autorise le Directeur à ester et représenter le Groupement en justice,
- donne délégation au Directeur du Groupement pour la gestion courante et financière du Groupement,
- autorise le Directeur du Groupement à déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires ou personnel du Groupement de son choix,
- sur proposition du Président, décide la création de comités ou conseils consultatifs et choisit leurs membres et fixe leurs missions,
- adopte, en tant que de besoin, le règlement intérieur,
- de façon générale, délibère sur toutes les questions à l'ordre du jour.

Article 18.3 – Réunions de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale est présidée par le Président ou en cas d'empêchement par la personne désignée par l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale se réunit sur convocation du Président au moins deux (2) fois par an et à chaque fois que l'intérêt du Groupement l'exige.

Elle se réunit de droit à la demande d'un quart au moins des membres du Groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins d'un quart des voix.

Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre du Groupement muni d'un pouvoir spécial. La représentation par toute autre personne est interdite. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un membre de l'Assemblée générale est limité à un.

La convocation est effectuée par lettre simple ou par courrier électronique contenant l'ordre du jour, la date, le lieu de la réunion et toutes les pièces s'y rapportant au moins quinze (15) jours avant la date fixée.

L'Assemblée générale se réunit en tout lieu fixé par la convocation.

L'Assemblée générale ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Tout membre qui désirerait voir porter une question déterminée à l'ordre du jour doit en aviser le Président par courrier au moins cinq (5) jours avant la date de la réunion.

Il est établi une feuille de présence émarginée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance avec mention des pouvoirs qu'il détient. Elle est certifiée par le Président.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils sont signés par le Président. Ils sont retranscrits dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations du Groupement.

Les procès-verbaux de l'Assemblée sont tenus à la disposition des membres qui peuvent les consulter au siège du Groupement ou sur demande au Président. Le secrétariat est assuré par les services du Directeur.

L'Assemblée générale ne délibère valablement que si les membres présents ou représentés disposent au moins des deux tiers des voix. Au cas où ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans un délai maximal de huit (8) jours, sur le même ordre du jour. Les décisions de l'Assemblée générale sont alors prises sans condition de quorum.

A l'issue de chaque séance de l'Assemblée générale, un relevé de décisions est signé par le Président. Le relevé est tenu en un registre conservé au siège du Groupement. Les décisions consignées obligent tous les membres.

Une copie du relevé est envoyée sous quinze (15) jours aux membres qui en font la demande.

Le procès-verbal de réunion fait état des débats, des interventions ayant eu lieu au cours de l'Assemblée générale et des décisions prises. Il est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale suivante. Il est signé par le Président.

Article 18.4– Prise de décision

Chaque membre dispose d'un nombre de voix tel que fixé à l'article 10 de la présente convention

Sauf disposition contraire prévue par la présente convention, les délibérations de l'Assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des deux tiers des voix dans les cas suivants :

- adoption du programme annuel d'activités et de leur répartition entre les sites,
- adoption du plan annuel des effectifs,
- modification de la convention constitutive du Groupement et notamment modification du siège social ou de dénomination,
- transformation du Groupement en une autre structure,
- dissolution anticipée du Groupement,
- adoption des mesures nécessaires à sa liquidation,
- adhésion ou exclusion d'un membre.

L'évolution de la clé de répartition prévue à l'article 16 de la présente convention est décidée à l'unanimité des voix.

Lorsqu'il y a partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Article 19– Président –Vice-Président

La présidence du Groupement est, de droit, dévolue successivement, au Président ou à son représentant de chacun des neuf départements membres.

La vice-présidence du Groupement est, de droit, dévolue au Président ou à son représentant du Département qui est conduit à assurer la présidence du Groupement à l'issue du mandat précédent.

La durée du mandat de chaque présidence et vice-présidence est fixée à trois ans.

Le Président :

- convoque l'Assemblée générale aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige et au moins deux (2) fois par an,
- préside les séances de l'Assemblée générale,
- fixe l'ordre du jour et prépare avec le Directeur les séances de l'Assemblée générale,
- assure le suivi des activités du Groupement de manière régulière avec le Directeur,
- propose à l'Assemblée générale, l'admission, le retrait ou l'exclusion d'un membre,
- propose à l'Assemblée générale la nomination ou la révocation du Directeur du Groupement,
- propose à l'Assemblée générale la constitution de comités ou conseils consultatifs, leurs membres et leurs fonctions,
- invite toute personne qu'il juge utile à assister aux réunions de l'Assemblée générale,
- signe les relevés de décisions et les procès-verbaux de réunions à l'issue des séances de l'Assemblée générale,
- de façon générale, assure une mission de représentation du Groupement auprès des entités extérieures.

En cas d'empêchement ou d'absence du Président et de son suppléant, le Vice-Président assure les fonctions de Président.

Article 20– Directeur du Groupement

20.1. Nomination

L'Assemblée générale nomme, sur proposition du Président, un Directeur.

Sous réserve des dispositions relatives à la mise à disposition prévues par le statut général de la fonction publique, le Directeur est employé suivant le régime de droit public fixé par le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public.

Le Directeur peut être révoqué à tout moment par l'Assemblée générale pour justes motifs.

20.2. Compétences

Sous l'autorité de l'Assemblée générale et dans les conditions fixées par elle, le Directeur assure le fonctionnement, la charge et l'animation du Groupement.

L'organisation courante du Groupement relève de la responsabilité du Directeur. Il représente le Groupement dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous pouvoirs à cet effet. Il peut également, sur autorisation de l'Assemblée générale, ester en justice.

Dans les rapports avec les tiers, le Directeur du Groupement engage le Groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci.

Il rend compte régulièrement au Président du Groupement et à l'Assemblée générale de l'exercice de sa mission et des difficultés rencontrées.

Le Directeur est l'ordonnateur principal des dépenses et des recettes.

Avec l'accord de l'Assemblée générale, le Directeur peut déléguer partiellement ses pouvoirs d'une manière permanente ou temporaire, sous sa responsabilité, à tout autre personnel du Groupement, et notamment ce qui concerne les questions administratives, logistiques et financières.

L'équipe technique, constituée par des personnels salariés du Groupement et des personnels mis à disposition par les membres du Groupement, travaille sous son autorité fonctionnelle.

Le Directeur assiste, avec voix consultative, aux séances de l'Assemblée générale.

Par ailleurs, le Directeur du Groupement :

- prépare avec le Président, les séances de l'Assemblée générale et du Comité de suivi,
- prépare annuellement, pour approbation par l'Assemblée générale, le rapport sur la gestion financière et l'activité du Groupement ainsi que le programme annuel d'activités,
- prépare le budget annuel du Groupement pour discussion et approbation par l'Assemblée générale,
- dans le cadre du plan des effectifs approuvé annuellement par l'Assemblée générale, propose toute mesure de recrutement nécessaire au fonctionnement du Groupement ou toute mesure de suppression de poste,
- rend compte, à chacune des réunions de l'Assemblée générale de l'activité administrative et financière du Groupement,
- conclut au nom du Groupement les contrats, marchés, baux et conventions ainsi que les actes d'acquisition et de vente.

Article 21– Comité de suivi et conseils consultatifs

Il est créé au sein du Groupement un Comité de suivi composé :

- du Directeur du Groupement,
- d'un représentant de la direction générale de chaque membre désigné par lui,

Le Comité de suivi :

- examine et propose les orientations du programme d'activités du Groupement,

- contrôle et évalue périodiquement l'activité du Groupement et les moyens qui y sont affectés.

Le Comité de suivi se réunit au moins trois fois par an sur convocation du Directeur lequel prépare ses travaux.

Le Directeur rend compte à chaque séance de l'Assemblée générale des observations et propositions du Comité de suivi.

En tant que de besoin, sur proposition du Président et sur décision de l'Assemblée générale, des conseils consultatifs peuvent être mis en place pour des sujets ou thèmes intéressant le Groupement.

Ils sont composés de personnes, membres ou non du Groupement, au besoin d'experts. Ils apportent aux instances du Groupement un avis sur les projets et activités conduits.

Leur composition et leur mode de fonctionnement sont précisés par l'Assemblée générale.

Titre V – Dispositions diverses

Article 22 – Règlement intérieur relatif au fonctionnement du Groupement

En tant que de besoin, un règlement intérieur relatif au fonctionnement du Groupement est établi par le Directeur du Groupement et approuvé par l'Assemblée générale.

Les membres, par le seul fait de leur adhésion au Groupement, s'obligent à en respecter toutes les clauses et conditions.

Article 23 – Dissolution

Le Groupement peut être dissous :

- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la présente convention,
- par décision de l'Assemblée générale dans les conditions fixées à l'article 18.4 de la présente convention.

Article 24 – Liquidation

La dissolution du Groupement entraîne sa liquidation, mais sa personnalité morale subsiste pour les besoins de celle-ci.

L'Assemblée générale fixe les modalités de la liquidation. Si les opérations de liquidation font apparaître une perte, celle-ci doit être réglée selon les dispositions impératives prévues par l'article 108 de la loi Warsmann, à savoir à raison de la participation des membres aux charges du groupement du fait de sa constitution sans capital.

Après paiement des dettes, l'excédent d'actif est attribué à un ou plusieurs bénéficiaires conformément aux décisions prises par l'Assemblée générale.

En fin de liquidation, les membres sont convoqués en une Assemblée générale de clôture pour statuer notamment sur :

- le compte définitif
- le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat,
- la clôture de la liquidation.

Les délibérations de l'Assemblée générale portant sur les conditions de la dissolution et sur les modalités de la liquidation du Groupement sont transmises aux autorités ayant approuvé la présente convention.

Article 25 – Obligations des membres à l'égard des tiers et entre eux

Sauf convention particulière, les membres ne sont pas tenus envers les tiers des engagements du groupement. Ils ne sont pas solidaires à l'égard des tiers.

Article 26 – Dévolutions des biens

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens du Groupement sont dévolus selon des dispositions arrêtées par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix.

Article 27 – Litige

Tout litige entre les membres sur le financement et le fonctionnement du Groupement devra préalablement, à tout recours contentieux, être soumis à l'examen de l'Assemblée générale en vue d'un règlement amiable et ce dès la séance de l'Assemblée générale suivant la demande de règlement présenté par un ou plusieurs membres.

Article 28– Condition suspensive

La présente convention modifiée est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité compétente.

La publicité de l'arrêté portant approbation de la convention constitutive du Groupement est réalisée conformément au décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public.

Fait à Lempdes, le 6/12/2022

en 12 exemplaires originaux dont :

- 1 pour rester au siège du Groupement
- et les autres pour être remis à chacun des membres, à raison d'un exemplaire par membre

Pour le département du Cantal	Pour le département du Cher
Pour le département de la Creuse	Pour le département de la Drôme
Pour le département de l'Indre	Pour le département de la Loire
Pour le département de la Haute-Loire	Pour le département de la Nièvre
Pour le département du Puy-de-Dôme	Pour le département du Rhône
Pour la SCOP IDDRE	

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-34

**Rapports des Conseillers départementaux siégeant au conseil d'administration de Sociétés
d'Economie Mixte Locales**

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Marie-Hélène ROQUETTE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- **PREND ACTE** de la communication des rapports des représentants du Département aux conseils d'administration de la SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT et de la SAEM CALEDEN, annexés à la présente délibération.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CALEDEN—SOCIETE THERMALE DE CHAUDES AIGUES

Société Anonyme d'Economie Mixte



RAPPORT DES ELUS MANDATAIRES

Exercice 2021

RAPPORT DE L'ELU MANDATAIRE

Les SAEM sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le droit privé mais dont le capital est composé de fonds publics et privés.

La participation largement majoritaire du Conseil départemental dans le capital de la SAEM CALEDEN - Société Thermale de Chaudes Aigues justifie la mise en place d'un contrôle interne de la part du Département.

L'article L.1524-5 du CGCT prévoit que les mandataires de la collectivité locale au sein des instances dirigeantes de la SAEM doivent rendre compte de leur mandat à la collectivité au moins une fois par an. A ce titre, ils doivent établir un rapport annuel écrit sur lequel l'assemblée délibérante de la collectivité doit se prononcer.

Afin d'assurer ce droit d'information de la collectivité, la fiche qui vous est proposée ci-après, bâtie sur la base des comptes annuels, des rapports d'activités et des procès verbaux des instances de décision, vous présente les données essentielles de l'exercice clos.

GOUVERNANCE

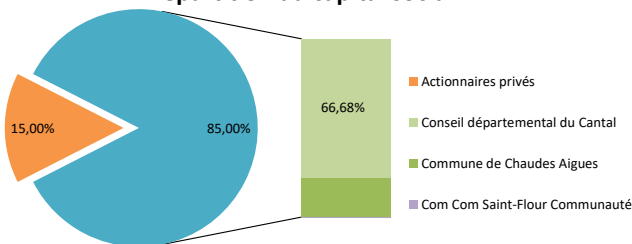
Président - Directeur Général

Didier ACHALME

CAPITAL SOCIAL

Capital social : **6 240 876,14 €** (entièrement libéré en 2021)

Répartition du capital social



ADMINISTRATEURS AU 31/12/2021

Nombre total d'administrateurs	16
Représentants du Cd (*)	9

(*) B. Faure, Président du Conseil Départemental - D. Achalme - C. Charriaud - A. Delrieu - P. Fabre - S.Bénézit - JJ. Monloubou - G. Combelle - A.Bresson

VIE SOCIALE

CA 29-04-2021 :

Arrêté des comptes 2020 : -834 309 € - Renouvellement des mandats de commissaires aux comptes : Titulaire ACF Audit-Comptabilité - Fiscalité - Supplément / Innoliance Holding ag comptes 2026 - Reprise de l'activité de Naturéo qui gère 11 appartements sur 21 - Point sur l'activité : report de l'ouverture au 14/06/2021 sans garantie de l'Etat - Point sur le litige

CA 15 juin 2021 :

Autorisations au Président : acquisition de 4 à 5 appartements dans la Résidence du Par pour un prix global de 120 k€ à 200 k€ et souscription d'emprunts pour l'acquisition de ces appartements - Point sur l'activité

AGO 15 juin 2021 :

Approbation : des comptes 2020: - 834 309 € - du rapport du Commissaire aux comptes - Affectation de la perte en report à nouveau - Renouvellement des mandats de commissaires aux comptes

CA 29 juillet 2021 :

Présentation des représentants de Conseil départemental suite aux élections - Renouvellement de Dideir Achalme Président du Conseil d'administration et directeur général de la société - Dossier d'expertise émis : attente de la décision du juge

CA 15 octobre 2021 :

Point sur l'activité - Dates ouvertures et tarifs 2022 - Validation du projet de protocole transactionnel confidentiel relatif au litige de la toiture - Validation de l'avenant au marché d'assistance à la gestion jusqu'au 31/12/2021 18 k€ - Autorisation au Président à lancer toute consultation visant à la pérennité de l'activité

CA 13 décembre 2021 :

Autorisation de prolonger le PGE de 400 k€ auprès du CACF aux conditions suivantes : durée 60 mois dont 12 mois de différé taux : 0,55% - garantie de l'Etat à hauteur de 90%

ACTIVITE

Effectif équivalent temps plein exercice 2021	23
---	----

Nombre de clients par type d'activité thermique	31/12/2021	31/12/2020	Evolution
Curistes	1 353	845	60,12%
Séjours souplesse et cure libre	68	14	385,71%
Remise en forme et activités sports	676	39	1633,33%
Spa / Esthétique	1 130	801	41,07%
Thermoludique			

La fréquentation générale est inférieure à 2019 (année de référence sans thermoludique) en raison de l'ouverture tardive due aux directives de l'Etat. Le contexte covid a également contribué à une fréquentation basse bien qu'en hausse par rapport à 2020.

FINANCIER

	31/12/2021	31/12/2020	Evolution
Capitaux propres (dont capital à verser 300 000 €)	5 474 225	3 969 491	37,91%
Chiffre d'affaires	1 057 301	596 901	77,13%
Résultat	1 630 465	-834 309	

Le protocole transactionnel a permis à la société de consolider ses capitaux propres et de clôturer avec un résultat excédentaire. Le résultat d'exploitation déficitaire suite à l'ouverture tardive (- 528 k€ malgré les mesures de chômage partiel /annulation charges patronales) a pu être partiellement compensé par les aides de Etat (fonds de solidarité et aide aux coûts fixes) à hauteur de 237 k€.

L'Excédent Brut d'Exploitation, permettant de déterminer la ressource qu'une structure tire régulièrement de son cycle d'exploitation, reste négative (-75 k€).

La Capacité d'Autofinancement désignant l'ensemble des ressources brutes restant à une structure à la fin d'un exercice pour assurer son financement, est de 1 127 k€.

CONVENTIONS

Apport en compte courant du Cd à la SAEM	1 925 000
--	-----------

Apport de 1 925 000 € régulièrement autorisé par délibération du Cd du 25 septembre 2020 pour une durée maximale de 2 ans à compter de sa signature et renouvelable une fois .

EMPRUNTS GARANTIS PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Montant des emprunts : origine 2010 et échéances 2023	990 657
Encours total au 31/12/2021	275 421
Encours garanti par le Cd au 31/12/2020 (à hauteur de 50%)	137 710

INVESTISSEMENT

	2021	2020	Evolution
Immobilisations nettes	4 718 920	5 708 912	-17,34%
Investissements réalisés par la SAEM	18 792	4 200	347,43%
Dotations aux amortissements	485 897	490 121	-0,86%

Le poids de l'outil de production est en baisse : les immobilisations nettes représentent 50% du total du bilan. Le ratio capitaux propres /immobilisations nettes est de 1,16 mais cette amélioration est due à la hausse des capitaux propres et également à la sortie comptable des éléments de toiture et études (- 707 k€). Lors de la reconstruction de la toiture ce ratio, qui montre la capacité d'une structure à couvrir ses investissements, devrait diminuer fortement.

COMMENTAIRES

Les parts de AGIT+ actionnaire défaillant ont été rachetées par la Caisse des Dépôts et Consignations permettant de libérer les 300 k€ de capital, qui ont été versés à Caleden sur l'exercice.

La transaction pour solder le litige sur la toiture a été signée début 2022 mais intégrée aux comptes 2021 ce qui a permis de retrouver un résultat positif et une structure de haut de bilan assainie, malgré une activité ralentie suite aux interdictions d'ouverture soit 3 mois de moins d'activité (début de saison début juin) et au contexte covid freinant les demandes de cures.

La reprise en gérance des appartements de la résidence du Par montre une évolution positive des locations.

La trésorerie fin 2021 s'élève à 1 327 k€ en hausse par rapport à 2020 et soutenue par l'apport en compte courant du Département à hauteur de 1 925 k€ et le PGE de 400 K€.

SIGNATURES DES ELUS MANDATAIRES

SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale



RAPPORT DES ELUS MANDATAIRES

Exercice 2020 - 2021

RAPPORT DE L'ELU MANDATAIRE

Les SAEML sont des sociétés anonymes régies par l'essentiel par le droit privé mais dont le capital est composé de fonds publics et privés.

La délégation de service public et la participation largement majoritaire du Conseil départemental dans le capital de la SAEML du Lioran justifient la mise en place d'un contrôle interne de la part du Département.

L'article L.1524-5 du CGCT prévoit que les mandataires de la collectivité locale au sein des instances dirigeantes de la SAEML doivent rendre compte de leur mandat à la collectivité au moins une fois par an. A ce titre, ils doivent établir un rapport annuel écrit sur lequel l'assemblée délibérante de la collectivité doit se prononcer.

Afin d'assurer ce droit d'information de la collectivité, la fiche qui vous est proposée ci-après, bâtie sur la base des comptes annuels, des rapports d'activités et des procès verbaux des instances de décision, vous présente les données essentielles de l'exercice clos.

GOUVERNANCE

Au 12/07/2022

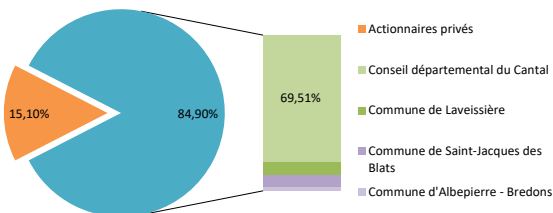
Présidence
Représentant du Président
Directeur Général

Conseil départemental du Cantal
Bruno FAURE
Hervé POUNAU

CAPITAL SOCIAL

Capital social : 973 415,50 €

Répartition du capital social



ADMINISTRATEURS AU 01/07/2021

Nombre total d'administrateurs	18
Représentants du Cd (*)	9

(*) B. Faure, Président du Conseil Départemental - P. Fabre - A. Delrieu - V. Descoeur - I. Lantuejoul - G. Chabrier - C. Vidal - JJ. Monloubou - M. Maurel

VIE SOCIALE

CA 12/03/2021 :

Bilan début de saison - Tarifs hiver 2021-2022 - Programme ouverture printemps été 2021 - Arrêté des comptes 2019-2020 - Résultat : - 558 303 € - Prévisionnel d'investissement pour 2021 - Prévisionnel de trésorerie - Point sur l'avancement du schéma directeur

CA 05/05/2021 :

Point saison estivale et aménagements - Point financier - Validation du déblocage intégral du PGE

AGO 05/05/2021 :

Approbation : des comptes 2019/2020 - Résultat : -558 303 € affectation : sur les autres réserves

CA 18/10/2021 :

Point période estivale - Point financier et masse salariale - Travaux en cours : retard sur le programme - Approbation du guide d'exploitation et du plan de communication 2021-2022 - Schéma d'aménagement de la station 2022-2032 - Grille tarifaire 2022 - Reconstitution de la gestion du bar de la patinoire pour la saison 2021-2022 - Validation du canal de réservation ESF + - Parking P6 réservé aux camping-cars

CA 18/12/2021

Débat sur les relations avec l'office du tourisme, la SAEM et les communautés de communes - Point sur l'actualité et la gestion du pass sanitaire sur la station - Grille tarifaire estivale 2022 - Point projet station : refonte du système de parking - Lancement études tyrolienne et sur les communications gare et secteur Prat de Bouc

ACTIVITE

Effectif moyen exercice 2020-2021	44
-----------------------------------	----

Saison hiver	2020 - 2021	2019 - 2020	2018 - 2019
Nombre de jours d'ouverture (ex 2021 tapis)	26	85	100
Nombre de journées skieurs	17 604	167 957	321 257
Cumul de chutes de neige en cm	319	180	237
Production de neige de culture en m³	255 392	NC	295 108
Chiffre d'affaires en euros TTC	211 641	2 870 794	6 131 043

FINANCIER

	30/11/2021	30/11/2020	Evolution
Chiffre d'affaires HT	764 928	3 306 885	-76,87%
Résultat	-342 309	-558 303	

L'Excédent Brut d'Exploitation, permettant de déterminer la ressource qu'une structure tire régulièrement de son cycle d'exploitation, est de 913 k€, en hausse de 668 k€ par rapport à l'exercice précédent. La Capacité d'AutoFinancement désignant l'ensemble des ressources internes générées par une structure dans le cadre de son activité qui permettent d'assurer son financement est de 684 k€ (soit en hausse de + de 28%) pour des remboursements d'emprunts s'élevant à 339 k€ sur l'exercice suite au décalage de remboursements des PGE. La trésorerie se maintient à 3 677 k€ en fin d'exercice.

GARANTIES

Garanties d'emprunt données par le Cd	6 212 995
Encours au 30/11/2021	4 380 202

RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

⊙ DSP : 01/04/2014 pour 20 ans

Travaux réalisés par la SAEM dans le cadre de ses engagements de délégataire de la concession

	30/11/2021	30/11/2020	Evolution
Investissements réalisés par la SEM	49 049	584 045	-91,60%
Dotations aux amortissements	1 218 821	1 252 672	-2,70%

Investissements majeurs :

2019/2020 : Enneigreur température positive 413 K€ - Elévateur avec nacelle 106 K€ - Matériel informatique 38 K€ - Aménagements remontées : 16 K€
 2020/2021 : neige de culture : 18 k€ et neige positive : 12 k€ - matériels divers : 15 k€

Investissements à venir :

Neige de culture : 600 k€ - Remontées : 121 k€ - Bâtiments et atelier sapinière : 140 k€ - matériels (dont dameuse) : 510 k€ - tyrolienne : 1er projet 855 k€

Travaux réalisés par le Département sur la station y compris hors champ de la DSP

	2021	2020	Evolution
Investissements réalisés par le Département	1 289 192	473 556	172,24%

Investissements majeurs :

2020 : Grandes inspections Téléphérique, TS Remberter, TS Rombière 362 K€ - Parking et sécurisation eau : 82 K€ - Etudes remplacement passerelle skieurs: 12 K€
 2021 : Passerelle : 855 K€ - Mise au norme sécurité patinoire : 55 K€ - Grandes inspections : téléphérique et Gardes 223 K€

Investissements à venir en 2022 :

Travaux mise en sécurité Grand Phenix 81 k€ - Requalification Galinottes : 300 k€ - Grandes inspections : 120 k€

Redevances et contributions dues au Département et comptabilisées par la SAEM sur l'exercice

Redevance d'occupation : 611 €
 Redevance de contrôle : 3 305 €
 Contribution relative à la permanence médicale : 0 €
 Contribution au service des navettes : 1 100 €

⊙ Marché public

Grandes inspections facturées au Cd par la SAEM : 55 081 €

COMMENTAIRES

La pandémie de covid 19 a contraint les stations à ne pas ouvrir les remontées mécaniques seuls les tapis ont été autorisés à fonctionner pendant la saison d'hiver 2020/2021. La SAEM a eu recours à tous les dispositifs existants chômage partiel, exonération de charges sociales, report d'échéances fiscales ,sociales et d'emprunts . Le versement du fonds de solidarité à hauteur de 2 753 k€ n'a cependant pas permis de compenser le manque de chiffre d'affaires. En complément des PGE souscrits en 2020 et début 2021, la SAEM a également pu bénéficier du PGE saison et a ainsi pu débloquer 480 k€ supplémentaires lui permettant de consolider sa trésorerie.

SIGNATURES DES ELUS MANDATAIRES

Extrait des délibérations du Conseil départemental

**REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022
DELIBERATION N°22CD05-35**

Convention constitutive d'un groupement de commandes entre les Départements du Cantal et de la Haute-Loire en vue de la passation d'un marché

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

*Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER
Rapporteur : Valérie SEMETEYS*

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1414-3 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L2113-6 à L2113-7 ;

- **ADOpte** le projet de constitution d'un groupement de commandes en vue de passation d'un marché de fourniture de lubrifiants, graisses, liquides pour l'entretien des véhicules et matériels entre le Département du Cantal et de la Haute-Loire.

- **ACCEpte** que le Département de la Haute-Loire soit le coordonnateur dudit groupement.

- **VALIDE** la convention constitutive du groupement de commandes dont le projet est joint en annexe en vue de la passation d'un marché entre les Départements du Cantal et de la Haute-Loire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer la dite convention.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne :

Convention de groupement de commandes entre les départements de la Haute-Loire et du Cantal

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes, ainsi que celles relatives à la passation et l'exécution de ses marchés

Le groupement a pour objectif de couvrir un besoin précis, donc de lancer une seule consultation.

Marché de "Fourniture de lubrifiants, graisses, liquides pour l'entretien des véhicules et matériels des départements de la Haute-Loire et du Cantal".

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes.

Elle est conclue pour une durée de 1 an

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Département de la Haute-Loire.

Le siège du coordonnateur est situé :

1 place Monseigneur de Galard

CS20310

43009 Le Puy-en-Velay CEDEX

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement.

Pour ce qui le concerne, chaque membre signe, notifie et suit l'exécution du contrat.

Il est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
2	Procéder à la transmission de l'état des besoins aux membres du groupement et de recenser leurs besoins
3	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
4	Procéder à la constitution des dossiers de consultation
5	Assurer la publication de l'avis d'appel public à la concurrence et du dossier de consultation
6	Recevoir les offres
7	Analyser conjointement les offres reçues afin d'établir le rapport d'analyse des offres
8	Envoyer les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres
9	Préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la commission d'appel d'offres lors de ses séances d'ouverture des plis et de jugement des offres
10	Informar les candidats retenus et non retenus des choix de la Commission d'Appel d'offres
11	Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à la conclusion des marchés et à leur contrôle de légalité avant notification : publicité, acte d'engagement, pièces de candidatures et pièces contractuelles, offres retenues, règlement de la consultation, CCTP, rapport de la commission d'ouverture des plis, rapport de la commission des choix des offres, rapport de présentation...

E - Membres du groupement

Sont membres du groupement les établissements suivants :

- Le Département de la Haute-Loire
- Le Département du Cantal

F - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

Ordre	Désignation détaillée
1	Transmettre un état prévisionnel de ses besoins quantitatifs et qualitatifs dans les délais fixés par le coordonnateur
2	Participer à l'élaboration des dossiers de consultation des entreprises, notamment le cahier des clauses techniques particulières pour y finaliser la prise en compte des spécifications techniques de ses besoins
3	Valider l'ensemble des pièces constitutives du dossier de consultation des entreprises dans le respect des délais imposés par le membre coordonnateur au vu de l'échéancier de la procédure
4	Analyser conjointement les offres reçues afin d'établir le rapport d'analyse des offres
5	Indiquer au coordonnateur la personne habilitée qui participera à la commission d'appel d'offres du groupement
6	Signer un acte d'engagement avec le titulaire retenu par la commission d'appel d'offres à hauteur de ses besoins propres tels que déterminés dans son état des besoins

7	Transmettre le marché le cas échéant, en fonction des seuils, au contrôle de légalité
8	Notifier le marché
9	Exécuter son marché : commande, vérification et réception des prestations, ainsi que paiement conformément aux dispositions prévues au cahier des clauses administratives et particulières du marché

G - Organe de décision

L'organe de décision devant intervenir dans le choix du ou des titulaires du contrat est la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

Rôle	Nom	Prénom	Fonction
Président	DELABRE	Philippe	Conseiller Départemental du canton du Mézenc
Titulaire	ABRIAL	Raymond	Conseiller départemental du canton de l'Emblavez et Meygal
Suppléant	AULAGNIER	Jean-Paul	Conseiller Départemental du canton de Monistrol sur Loire
Titulaire	BRIGNON	Bernard	Conseiller Départemental du canton du Haut Velay Granitique
Suppléant	DELABRE	Gilles	Conseiller Départemental du canton de Le Puy-en-Velay 3
Suppléant	EXBRAYAT	Jean-François	Conseiller Départemental du canton de Le Puy-en-Velay 4
Représentant du service en charge de la concurrence	Le représentant de la	DDCSPP	DDCSPP de la Haute-Loire
Titulaire	MARCON	Bruno	Conseiller Départemental du canton des Deux Rivières et Vallées
Suppléant	MOSNIER	Christiane	Conseiller Départemental du canton de Le Puy en Velay 1
Suppléant	RENAUD	Brigitte	Conseillère Départementale du canton de Boutières
Comptable public	ROUCAUTE	Sonia	Service gestion comptable Membre consultatif
Titulaire	VIGOUROUX	Jean-Paul	Conseiller Départemental du canton du Puy-en-Velay 2

Titulaire	VINCENT	Marie-Pierre	Conseillère Départementale du canton de Saint Paulien
-----------	---------	--------------	---

H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

I - Modalités financières

Chaque membre du groupement procédera aux paiements des prestations le concernant.

J - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

K - Modalités de retrait du groupement

Dès lors qu'une consultation a été engagée et en dehors de tout motif d'intérêt général, les membres du groupement n'ont plus la possibilité de se retirer du groupement de commandes.

L - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du Le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand..

Fait à Le Puy-en-Velay,

Le

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Le Département de la Haute-Loire	Marie-Agnès PETIT	Présidente du Département	
Le Département du Cantal	Bruno FAURE	Président du Département	

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-36

Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des Marchés Publics formalisés et des Marchés Publics à procédure adaptée

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-11 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°21CD02-07 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

Vu la délibération n°21CD05-12 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 donnant délégation au Président pour prendre toutes les décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement des Marchés et Accords cadres formalisés ainsi que toutes décisions concernant les avenants ;

Vu l'arrêté n°21-2715 du Président du Conseil départemental du 6 août 2021 portant désignation de son représentant à la Commission d'Appel d'Offres et à la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

- PREND ACTE des marchés et des avenants énumérés dont l'objet, le mode de passation, le montant, l'attributaire et l'imputation budgétaire sont précisés dans les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE DES MARCHES PUBLICS A PROCEDURE ADAPTEE
portée à la connaissance du Conseil départemental et signée conformément au pouvoir donné
au Président dans la Délibération du 01/07/2021
en vertu de l'article L.3221.11 Du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSAGE	MONTANTS (HT)	IDENTITE DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGETAIRE	CMAPA
Remplacements des menuiseries extérieures du Collège Marcellin Boule à Montsalvy Marché n° 2022M0228	L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1.1° R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents (Accord-cadre n°2021C0008) Menuiserie bois – Zone Ouest	434 584,36 € HT (dont 78 467,48 € HT pour la PSE01 – Dépose des persiennes, vitrage anti-effraction et stores screen 38 564,16 € HT pour la PSE02 – Pavés de verre 13 458,22 € HT pour la PSE03 – Portes de garage 7 853,00 € HT en plus-value pour la PSE04 – Porte d'entrée Ce montant est issu de la DPGF après négociation	MENUISERIE DANIEL Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221	13/09/2022
Conseil en communication, conception graphique, gestion des outils numériques 2022-2026 Marché n° 2022C0016	L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1.1° R. 2162-1 à R. 2162-6 a 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.	49 960,00 € HT Ce montant est issu du DQE	TNT Le Puy en Velay (43)	Chapitre : 11 Nature : 6236 Fonction : 023	27/09/2022

	Les marchés subséquents seront des marches à bons de commande avec maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.	31 006,25 € HT	AD3E LA ROQUE D'ANTHERON (13)	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 0202	27/09/2022	
Audit Energétiques pour les Collèges du Département du Cantal Lot n° 1 : Secteur d'Aurillac Marché n° 2022M0235	Procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	31 006,25 € HT	AD3E LA ROQUE D'ANTHERON (13)	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 0202	27/09/2022	
Audit Energétiques pour les Collèges du Département du Cantal Lot n° 2 : Secteur Mauriac Marché n° 2022M0236	Procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	42 109,38 € HT	AD3E LA ROQUE D'ANTHERON (13)	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 0202	27/09/2022	
Audit Energétiques pour les Collèges du Département du Cantal Lot n° 3 : Secteur Saint-Flour Marché n° 2022M0237	Procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique					

AVENANTS

2022M0085 Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues – Renforcement charpente couverture Lot n° 3 : Couverture bac acier zinguerie	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 1,9 %	2 850,00 € HT	LOZERE CHARPENTE MENDE (48)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
2022M0083 Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues Renforcement Charpente Couverture Lot n°1 : Echafaudage	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 1,18 %	1 800,00 € HT	GROUPEMENT BATIFOL / FRANCK FABRE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
2021M0309 Extension et réaménagement du réfectoire et réhabilitation de la cuisine du collège La Ponétie à Aurillac	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 11,01 %	4 778,40 € HT	AURITOIT AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
Lot n° 4 : Couverture zinc				

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE FORMALISEE
portée à la connaissance du Conseil départemental et signée conformément au pouvoir
donné au Président dans la délibération du 19/11/2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

AVENANTS

Marché n° 19M0097 Fourniture de fluides pour la flotte départementale lot 1 : Fourniture de lubrifiants pour la flotte départementale	Accord-cadre : Appel d'offre ouvert Modification des Conditions Financières pour Faire face à une Circonstance Imprévisible	Aucune incidence financière	YORK LUBRIFIANTS (83)	Chapitre : Nature : Fonction :
Marché n° 19M0028 Fourniture de pièces détachées et pièces d'usure pour le groupement de commande CD et SDIS Lot 20 : Pièces d'usure pour matériel de débroussaillage	Accord-cadre : Appel d'offre ouvert Modification des conditions financières pour faire face à une circonstance imprévisible	Aucune incidence financière	FORGE GORCE (63)	Chapitre : Nature : Fonction :

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-37

Attribution des logements des collèges publics année scolaire 2022-2023

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n°09CG03-010 du Conseil général du 26 juin 2009 relative aux référentiels d'emploi accueil et sécurité dans les collèges ;

Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service (NAS) aux personnels relevant de l'État présentées par les Conseils d'Administration des établissements et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Recteur de l'Académie de Clermont-Ferrand ;
Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service aux personnels territoriaux présentées par les Conseils d'Administration des établissements eu égard aux règles édictées par le Conseil départemental et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant le principe du maintien à titre transitoire des concessions de logements NAS non prévues par les règles d'attribution, jusqu'au départ des personnels territoriaux en bénéficiant ou jusqu'à la nouvelle affectation du bien, sa désaffectation ou son aliénation ;

Considérant le principe selon lequel lorsque tous les besoins résultant de la nécessité de service pour les personnels État et pour les personnels territoriaux ont été satisfaits, l'établissement peut proposer des conventions d'occupation précaire à des personnels appartenant à la communauté éducative ou ayant un lien direct avec l'établissement ;

Considérant le principe selon lequel au-delà de l'occupation précaire à l'année il est possible d'accorder des conventions d'occupation précaire occasionnelle à la nuitée ;

- **ATTRIBUE** au titre de l'année scolaire 2022-2023 les logements situés dans les collèges publics du Cantal selon le tableau joint en annexe de la présente délibération.

- **DECIDE** de laisser aux établissements le bénéfice des sommes encaissées auprès des bénéficiaires de conventions d'occupation précaire. En contrepartie, les dépenses d'entretien des logements concernés seront prises en charge sur leur budget (dérogation à la règle de « répartition des travaux d'entretien et de réparation entre le propriétaire et l'établissement »).

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

173

Coteaux		Vignobles 1		Vignobles 2		Vignobles 3		Vignobles 4		Vignobles 5		Vignobles 6		Vignobles 7		Vignobles 8	
Provençals Mars	NAS-Est F3 12 m²	NAS-Est F3 17 m² 30 m²	F4 18 m²	F5 18 m²	F3 13 m²												
	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	occupé	occupé	occupé												
Monsieur Monsieur	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Georges Pompidou Monsieur	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Georges de la Truphe Monsieur	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Raymond Ceylan Pneus	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Georges de la Truphe Rue de la Montagne	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Monsieur Saint-Croix	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Blaise Pascal Saint-Flour	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Jean Dardot Monsieur	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												
Jean de la Truphe Vic du Coteau	NAS-Est F3 10 m²	NAS-Est F3 10 m²	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé	Chief d'établissement occupé												

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-38

Personnel départemental - Tableau des emplois

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'avis du Comité Technique du 5 décembre 2022 ;

- DECIDE de transformer les emplois suivants aux dates indiquées ;

N° de poste	Grade	Nouveau grade	date
821	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Agent de maîtrise	01/01/2023
126	Conseiller socio-éducatif	Attaché	01/01/2023
71	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	01/01/2023
753	Adjoint technique	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignements	01/01/2023

264	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Assistant socio-éducatif	01/01/2023
309	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	01/01/2023
1116	Attaché	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	01/01/2023
51	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	01/01/2023
676	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignements	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/01/2023

- **VALIDE** le tableau des emplois permanents au 1^{er} janvier 2023 joint en annexe.

Publication : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

TABLEAU DES EMPLOIS 2022

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Designations des postes par catégorie / filier / grade	CAB		DGS		TERANA		PSD		PROI		PR		PADT		TOTAL	
	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023	01/01/2022	01/01/2023
Collaborateur de cabinet	4	4													4	4
EMPLOIS PERMANENTS CATEGORIE A			1	1							1	1	1	1	1	1
Directeur Général																
FLIERE ADMINISTRATIVE			1	1							1	1	1	1	2	2
Directeur Général Adjoint																
Attaché de classe			1	1							1	1	1	1	2	2
Attaché Hors Classe																
Directeur	2	2	2	2			0	7	1	1	5	1	1	1	3	4
Attaché principal	0	3	3	3			11	14			5	5	5	5	24	22
FLIERE TECHNIQUE			2	2							6	6	7	7	27	30
Ingénieur en chef hors classe																
Ingénieur en chef			1	1			1	1	1	1	2	2	1	1	3	3
Ingénieur principal			1	1					3	4	1	0	1	1	5	5
FLIERE SANITAIRE ET SOCIALE																
Maître de classe exceptionnelle					1	1									1	1
Maître de classe							3	3							3	3
Médecin							1	1							1	1
Psychologue hors classe							2	2							2	2
Psychologue classe normale							3	3							3	3
Conseiller Hors Classe							1	1							1	1
Conseiller Hors Classe socio-éducatif							1	1							1	1
Conseiller socio-éducatif							2	2							2	2
Secrétaire de classe							7	7							7	7
Professeur Hors Classe							2	2							2	2
Professeur de classe supérieure							1	1							1	1
Professeur de classe normale							5	5							5	5
Professeur de classe							6	6							6	6
Infirmier de soins généraux hors classe							4	5							4	5
Infirmier de soins généraux classe supérieure							1	0							1	0
Infirmier en soins généraux							1	1							0	1
Pédicure-podologue, orthoptiste, ergo, psychomot mangé d'électro médic-HC					15										15	
Ergothérapeute classe normale							1	0							1	0
Podologue-podologue, orthoptiste, ergo, psychomot mangé d'électro médic							1	1							1	1
Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle							19	29			1	1			20	30
Assistant socio-éducatif							72	62			2	1			74	63
FLIERE CULTURELLE							1	1								
Conservateur en chef du Patrimoine													1	1	1	1
Conservateur du Patrimoine													1	1	1	1
Conservateur													1	1	1	1
Conservateur en chef													1	1	1	1
Attaché de conservation du patrimoine													1	1	1	1
Bibliothécaire principal													4	4	4	4
EMPLOIS PERMANENTS CATEGORIE B	2	2	11	11	3	17	149	152	14	14	23	22	32	31	234	249
FLIERE ADMINISTRATIVE																
Directeur			1	2			9	9	4	4	12	15	8	7	34	37
Attaché principal de 1ère classe			1	1			3	3	1	1	4	3	6	5	15	13
Attaché principal de 2ème classe			1	1			3	3	1	1	4	3	6	5	15	13
FLIERE TECHNIQUE																
Technicien principal de 1ère classe	1	1	1	1	1	1			22	24	10	10	5	8	39	46
Technicien principal de 2ème classe	0	0											5	5	5	5
Technicien									11	13	10	10	9	9	30	32
FLIERE SANITAIRE ET SOCIALE																
Technicien paramédical classe supérieure					16	0									16	0
FLIERE CULTURELLE																

Désignations des postes par catégorie / filière / grade	CAB	DGS	TERANA	PSD	PRDI	PR	PADP	TOTAL
Assistant de conservation du patrimoine Principal de 1ère classe							5	5
Assistant de conservation du Patrimoine Principal de 2ème classe							3	3
Assistant de conservation du Patrimoine Principal de 3ème classe							2	2
FLIERE ANIMATION								
Animateur principal 1ère classe								
EMBOUS PERMANENTS CATEGORIE C								
FLIERE ADMINISTRATIVE								
Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	5	6	17	1	18	47	46
Adjoint administratif principal de 2ème classe								
Adjoint administratif principal de 3ème classe								
FLIERE TECHNIQUE								
Adjoint de maintenance principal								
Adjoint technique principal de 1ère classe								
Adjoint technique principal de 2ème classe	1		1	19	23	13	15	9
Adjoint technique principal de 3ème classe	0			11	11	0	10	10
Adjoint technique principal de 4ème classe			1	24	23	1	4	2
FLIERE TECHNIQUE								
Adjoint de maintenance principal								
Adjoint technique principal de 1ère classe								
Adjoint technique principal de 2ème classe								
Adjoint technique principal de 3ème classe								
Adjoint technique principal de 4ème classe								
FLIERE ANIMATION								
Adjoint d'animation principal 2ème classe								
FLIERE CULTURELLE								
Adjoint du patrimoine								
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe								
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe								
AUTRES POSTES NON CLASSÉS								
TOTAL CATEGORIE C	5	5	0	0	7	57	317	52
PERSONNEL HOAIRE								
TOTAL GENERAL POSTES PERMANENTS	13	13	16	17	27	25	224	377
TOTAL GENERAL								

[illegible]

	CAB		DOS		TERANA		PSD		PRDI		PR		PADF		TOTAL		OBSERVATIONS	
	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022	01/01/2022
TOTAL																		
TOTAL GENERAL POSTES PERMANENTS + NON PERMANENTS	13	13	22	21	27	25	235	244	379	378	123	124	276	276	1075	1081	Creation de contrats de	

[illegible]

Designations des postes par catégorie / Niveau / grade	CAB	DGS	TERANA	PSD	PROI	PR	PDI	70	72	TOTAL
Assistants familiaux										au 21/11/2022

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-39

**Convention d'adhésion au service de secrétariat
du Conseil médical du Centre de Gestion du Cantal**

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L.452.39 ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de Gestion ;
Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux avec conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;
Vu le décret n°2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la Fonction Publique Territoriale ;

- **ADOpte** la convention d'adhésion au service secrétariat du conseil médical du Centre de Gestion du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **Autorise** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE SECRETARIAT DU CONSEIL MEDICAL

Entre :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Louis CHAMBON, agissant par délibération du conseil d'administration en date du 09/12/2022

Et :

Le Conseil Départemental du Cantal dénommée « la collectivité » représenté par son Président, Bruno FAURE, agissant par délibération de l'Assemblée délibérante en date du

Textes de référence

Vu le Code Général de la Fonction Publique et plus particulièrement l'article L.452-39

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux Centres de gestion,

Vu le décret n°87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux avec conditions d'incapacité physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2022-350 du 11 mars 2022 relatif aux conseils médicaux dans la Fonction Publique Territoriale,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 :

La collectivité susvisée décide de son adhésion au service Secrétariat du Conseil Médical en formation plénière et en formation restreinte à compter du 1^{er} janvier 2023.

La prestation assurée par le CDG 15 concerne l'instruction administrative des dossiers des agents relevant de la fonction publique territoriale. Pour ce faire, le Centre de gestion met en place les moyens suivants :

- il assure, suivant les modalités définies avec la DDETSPP, la rémunération des médecins membres du Conseil Médical et verse les indemnités dues à chacun des membres,
- il affecte au secrétariat de cette instance des personnels spécialisés et met à leur disposition les autres moyens nécessaires du centre de gestion (médecin, assistance statutaire et juridique, préventeur, etc ...),
- il assure un accompagnement dans le cadre des dossiers de Périodes Préparatoires au Reclassement (PPR).

Le secrétariat du Conseil Médical du CDG 15 élabore les procédures de saisine, d'instruction et de conservation des dossiers. Il assure la préparation des séances, la préparation des expertises, organise les réunions, rédige les procès-verbaux et assure la transmission des avis.

La collectivité bénéficie du secrétariat du Conseil Médical dans les mêmes conditions administratives et juridiques que les autres collectivités affiliées au CDG 15.

Le CDG 15 s'engage à :

- veiller au respect des procédures réglementaires relatives au fonctionnement des conseils médicaux et à l'indépendance des membres siégeant dans ces instances.
- veiller à préserver et à faire préserver le secret médical lié à la production de chaque dossier
- obtenir toutes les pièces indispensables à l'examen des dossiers
- apporter toute assistance administrative liée à l'examen des dossiers et au positionnement statutaire des agents,
- faciliter la compréhension et l'application des avis donnés et conseiller la collectivité et ses agents.

Article 2 :

Il sera mis en recouvrement auprès de la collectivité pour un montant comme suit :

- La somme de 190 € par dossier présenté à chaque séance.

Conformément à la réglementation, ce tarif intègre notamment l'obligation de notifier les avis par courrier en accusé de réception aux collectivités ainsi qu'aux agents, mais aussi les coûts liés aux dossiers relatifs aux PPR (période préparatoire au reclassement).

Dans un souci de respect du secret médical, le CDG15 prend à sa charge les frais d'analyses et d'expertises nécessaires à l'examen de sante des agents et procède à la demande de remboursement auprès de la collectivité.

La collectivité conserve à sa charge l'indemnisation éventuelle de leurs déplacements.

Le CDG15 utilise le portail Chorus Pro pour la transmission des factures, qui sont déposées et saisies en ligne.

Le règlement de ces factures devra être effectué dans le délai global de paiement fixé à 30 jours au maximum, à la date de réception

Article 3 :

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2023 et sera reconduite par tacite reconduction par période de 3 ans. Elle peut être néanmoins résiliée par l'une des parties moyennant un préavis de trois mois précédent son échéance annuelle.

Article 4 :

Le tribunal administratif de Clermont Ferrand est compétent pour statuer sur tout litige né de l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires,
A Aurillac, le

Le Président du Conseil Départemental
Bruno FAURE

Le Président du Centre de Gestion
Louis CHAMBON

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-40

Mise en oeuvre M57

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOUL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu l'instruction budgétaire M57 ;

Vu la délibération n° 22CD03-29 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;

- **DELEGUE** à Monsieur le Président la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles pour chacune des sections budgétaires et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

- **FIXE** à 1 200 € le seuil en dessous duquel les dépenses unitaires de fonctionnement peuvent ne pas faire l'objet de rattachement à l'exercice ;

- **DEROGE** au principe d'amortissement au prorata temporis pour certaines catégories d'immobilisations listées à la présente délibération ;

- **ADOpte** les durées d'amortissement conformément aux dispositions figurant dans le tableau ci-après ;

- **CONSERVE** le seuil des biens de faible valeur à 1 500 € TTC et **DECIDE** de leur sortie de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur dès lors qu'ils ont été intégralement amortis ;

- **MAINTIENT** la neutralisation de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires après le passage en M57.

Le tableau qui suit récapitule, par catégorie d'immobilisation, les modalités et les durées d'amortissement.

Durées d'amortissement à compter de 2023

DESIGNATION	NATURE COMPTABLE	DUREE AMORTISSEMENT EN ANNEES EN M52	DUREE AMORTISSEMENT EN ANNEES EN M57	MODALITES D'AMORTISSEMENT (1)
BIENS DE FAIBLE VALEUR				
Biens <= 1 500 € TTC	Toutes natures comptables de classe 2	1	1	Exercice suivant
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'études non suivis de réalisation	2031	5	5	Exercice suivant
Frais de recherche et de développement	2032	5	5	Prorata temporis
Frais d'insertion	2033	5	5	Exercice suivant
Logiciels, licences	2051	2	2	Prorata temporis
Autres immobilisations incorporelles	2088	2	2	Prorata temporis
Subvention d'équipement versées :				
-Des biens mobiliers, matériel et études	204XXX1	5	5	Exercice suivant
-Des bâtiments et installations	204XXX2	30	30	Exercice suivant
-Des projets d'infrastructures d'intérêt national	204XXX3	40	40	Exercice suivant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Immobilier :					
Agencements et aménagements de terrains	212X	15	15	Prorata temporis	
Bâtiments administratifs	21311	20	30	Prorata temporis	
Bâtiments scolaires	21312	20	25	Prorata temporis	
Bâtiments sociaux	21313	20	30	Prorata temporis	
Bâtiments culturels et sportifs	21314	20	30	Prorata temporis	
Autres bâtiments publics	21318	20	30	Prorata temporis	
Bâtiments scolaires reçus à disposition	217312	20	25	Prorata temporis	
Autres bâtiments publics reçus à disposition	217318	20	30	Prorata temporis	
Matériel et outillage technique :					
Réseaux divers	2153X	20	20	Prorata temporis	
Matériel technique scolaire	21572	6	6	Prorata temporis	
Matériel de cuisine scolaire / équipement sportif scolaire	21572	10	10	Prorata temporis	
Matériel roulant de voirie (immatriculé)	215731	10	10	Prorata temporis	
Autres matériel et outillage de voirie	215738	6	6	Prorata temporis	
Autre matériel technique	21578	10	10	Prorata temporis	
Autres Installations	2158	10	10	Prorata temporis	
Autres immobilisations corporelles :					
Installations générales, agencements et aménagements divers	2181	15	15	Prorata temporis	

Autres matériels de transport – 2 roues	21828	2	2	Prorata temporis
Autres matériels de transport – voiture	21828	5	5	Prorata temporis
Autres matériels de transport – fourgon, camion	21828	8	8	Prorata temporis
Matériel informatique scolaire	21831	2	2	Prorata temporis
Autres matériel informatique	21838	2	2	Prorata temporis
Matériel et mobilier de bureau scolaire	21841	5	5	Prorata temporis
Matériel et mobilier de bureau	21848	5	5	Prorata temporis
Matériel de téléphonie	2185	4	4	Prorata temporis
Autres immobilisations corporelles	2188	8	8	Prorata temporis

(1) Modalités d'amortissement :

- Exercice suivant : annuité pleine à compter de l'exercice suivant

- Prorata temporis : l'amortissement commence à la date de mise en service de l'immobilisation

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-41

Règlement budgétaire et financier du Département

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités et notamment le titre III de la troisième partie législative relatif aux finances du Département ;
Vu le référentiel budgétaire et comptable M57 ;

- ADOPTE le règlement budgétaire et financier du Département du Cantal dont le projet est annexé à la présente délibération. Ce règlement sera complété de procédures internes qui permettront de détailler les principes posés par le règlement. Ces révisions seront soumises à l'Assemblée départementale.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER

Table des matières

TITRE 1. LE CADRE BUDGETAIRE	4
FICHE 1.1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES	5
Les grands principes budgétaires	5
Les grands principes comptables	7
FICHE 1.2. LE CYCLE BUDGETAIRE : LE VOTE DU BUDGET	8
Les orientations budgétaires	8
Le budget primitif	9
Les décisions modificatives	11
Les dépenses imprévues	11
FICHE 1.3. LE CYCLE BUDGETAIRE : COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION	12
Le compte de gestion	12
Le compte administratif	12
FICHE 1.4. LES VIREMENTS DE CREDITS	14
Virements de crédits de paiement au sein d'un chapitre	14
Virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre	14
FICHE 1.5. DISPOSITIONS EN CAS D'EXECUTION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF	16
TITRE 2. L'EXECUTION COMPTABLE	17
FICHE 2.1. LES ÉTAPES DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES	18
La comptabilité d'engagement	18
Le service fait	19
La liquidation	20
Le mandatement	20
Le paiement	21
Les délais de paiement et intérêts moratoires	21
La prescription des créances	21
Écritures de régularisation	22
FICHE 2.2. L'EXÉCUTION DES RECETTES	23
Rappel des compétences respectives de l'ordonnateur et du comptable	23
Les catégories de titres de recettes	24
La liquidation	24
L'ordonnancement	24
Le recouvrement	24
La prescription d'assiette	25
Les écritures de régularisation	25
L'admission en non-valeur	26
Les remises gracieuses	26
FICHE 2.3. LA GESTION PATRIMONIALE	27
Recensement des immobilisations	27
Enregistrement à l'actif	27

FICHE 2.4. L'AMORTISSEMENT	29
Périmètre	29
Modalités de calcul des amortissements	29
Neutralisation budgétaire des amortissements	30
<u>TITRE 3. LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE</u>	<u>31</u>
FICHE 3.1. LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS À L'EXERCICE	32
Le principe du rattachement à l'exercice	32
Les modalités de rattachement	33
FICHE 3.2. LES REPORTS OU LES RESTES À RÉALISER	34
FICHE 3.3. LES PROVISIONS	35
<u>TITRE 4. LA GESTION PLURIANNUELLE</u>	<u>36</u>
FICHE 4.1. VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET D'ENGAGEMENT (AE)	37
Définitions	37
Vote par l'Assemblée des AP et AE	40
Les échéanciers de crédits de paiement (CP)	40
Révision d'une AP / AE	41
FICHE 4.2. CYCLE DE VIE DES AP : AFFECTATION / CADUCITE / CLOTURE	42
Définition	42
Affectation à une opération	42
La caducité d'affectation	43
La clôture des AP/AE	44
Modalités d'information de l'Assemblée départementale	44
Le report des crédits de paiement afférent à une AP / AE	44
FICHE 4.3. LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	45
Le plan pluriannuel d'investissement (PPI)	45
<u>TITRE 5. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN</u>	<u>47</u>
FICHE 5.1. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN	48
FICHE 5.2. LES GARANTIES D'EMPRUNT	49
Définition	49
Règles prudentielles	49
FICHE 5.3. LE CREDIT BAIL	52
Principe	52
Information	52
<u>TITRE 6. LES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR LE DEPARTEMENT</u>	<u>53</u>
Règlement comptable et financier des aides du Département	54
Exceptions	54



Titre 1.

LE CADRE BUDGETAIRE

FICHE 1.1. LES GRANDS PRINCIPES BUDGETAIRES ET COMPTABLES

Textes de référence

[CGCT Articles L 1612-1 et suivants](#)

[CGCT Article L3311-1](#)

[Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012](#) relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Nomenclature M57

Si la comptabilité publique est soumise à des principes qui lui sont propres, les grands principes comptables lui sont applicables.

Ces principes sous-tendent des opérations comptables décrites au titre de l'exécution budgétaire

Les grands principes budgétaires

Le principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable

L'ordonnateur : le Président du Conseil départemental, est chargé de préparer et proposer le budget, mais aussi d'exécuter ce budget tant en dépenses qu'en recettes.
(décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012).

Le comptable : agent de l'Etat, contrôle et exécute les opérations de décaissement et d'encaissement. Il est chargé d'exécuter le recouvrement des recettes ainsi que le paiement des dépenses de la collectivité, dans la limite des crédits régulièrement ouverts par le Conseil départemental.

Les fonctions d'ordonnateur et comptable sont incompatibles.

Le principe de l'annualité

Le principe d'annualité impose que le budget soit voté chaque année pour un an. L'autorisation donnée par l'Assemblée délibérante est donc limitée dans le temps, pour la durée d'un exercice qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Il s'exécute au cours de la même période.

Dérogations au principe de l'annualité

- Les reports de crédits : les dépenses engagées vis-à-vis d'un tiers mais non mandatées en fin d'année, sont reportées sur l'exercice suivant pour permettre le paiement de ces dépenses. (cf [Fiche 3.1 les reports et restes à réaliser](#) ;
- La gestion en autorisations de programme et crédits de paiement en investissement et en autorisations d'engagement et crédits de paiement en fonctionnement (cf [Titre 4 La gestion pluriannuelle](#)) permet de programmer des engagements dont le financement et la réalisation sont exécutés sur plusieurs années ;
- La journée complémentaire est la journée comptable du 31 décembre qui peut être prolongée jusqu'au 31 janvier permettant l'émission des mandats correspondant à des services faits et des titres correspondant à des droits acquis au 31 décembre pour la section de fonctionnement, ou la comptabilisation des opérations d'ordre. La Direction des Finances indique chaque année aux services gestionnaires les modalités de mise en œuvre et notamment fixe la date de clôture de la journée complémentaire.

Le principe de l'universalité

Le budget décrit l'intégralité des recettes et des dépenses sans compensation ou affectation possible des recettes et des dépenses.

Déroptions au principe de l'universalité

- Certaines recettes sont affectées à une dépense particulière, conformément à des textes législatifs ou réglementaires, par exemple : la taxe d'aménagement ou la taxe sur les remontées mécaniques.
- Les subventions d'équipement sont affectées au financement d'un équipement.
- Une opération pour compte de tiers est financée par des dépenses qui y sont dédiées.

Le principe de l'unité

L'ensemble des dépenses et recettes du Département doivent normalement figurer dans un document unique. Il peut être dérogé à ce principe dans des cas limitatifs pour des services qui nécessitent la tenue d'une comptabilité distincte (budget annexe).

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal dispose d'un budget annexe dédié à la Conférence des Financeurs de la prévention de perte d'autonomie.

Le principe de sincérité et d'équilibre

Le budget doit être voté en équilibre réel, ce qui exige trois conditions :

- une évaluation sincère des dépenses et des recettes ;
- des sections d'investissement et de fonctionnement votées respectivement en équilibre ;
- un remboursement de la dette exclusivement assuré par les recettes propres de la collectivité.

la section d'investissement

Opérations non répétitives qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité ; subventions d'équipement versées (impact sur le patrimoine du bénéficiaire).

Les recettes sont constituées de subventions, de recettes propres (dotations) et d'emprunts ;

la section de fonctionnement

Ensemble des opérations nécessaires au fonctionnement courant des services, qui présentent un caractère répétitif et qui n'enrichissent pas le patrimoine de la collectivité, pour le Département notamment les dépenses relatives à l'action sociale.

Les recettes sont issues de la fiscalité, de dotations et participations notamment de l'État, de produits des services et du domaine et de produits divers.

Les grands principes comptables

Les principes comptables qui garantissent la production de comptes annuels fiables sont les suivants :

La régularité

Conformité aux lois et aux règlements en vigueur des opérations financières conduisant aux enregistrements comptables effectués par le Département

La sincérité

Comptabilisation des dépenses et des recettes en fonction des éléments d'information disponibles à un moment donné

L'exhaustivité

Enregistrements comptables détaillant la totalité des droits et obligations du Département

La spécialisation des exercices

Enregistrement définitif en comptabilité des opérations se rattachant à la bonne période comptable ou au bon exercice

La permanence des méthodes

Les même règles et procédures sont appliquées chaque année afin que les informations comptables soient comparables

L'image fidèle

Les comptes donnent une représentation du résultat de la gestion, du patrimoine et de la situation financière du Département conforme à la réalité

FICHE 1.2. LE CYCLE BUDGETAIRE : LE VOTE DU BUDGET

Textes de référence

CGCT Article L3311-1

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

CGCT Articles L 1612-1 et suivants

Nomenclature M57.

Le budget est prévu pour la durée d'un exercice, débutant le 1er janvier et prenant fin le 31 décembre.

Son élaboration ainsi que les différentes décisions qui le font évoluer au cours de l'année sont encadrées par des échéances et délais légaux.

En dépenses, les crédits votés sont limitatifs. Les engagements ne peuvent pas être créés et validés sans crédits votés préalablement.

En recettes, les prévisions ne sont pas limitatives par conséquent, les recettes réalisées peuvent être supérieures aux prévisions.

Les orientations budgétaires

Rappel réglementaire

Dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, l'Assemblée départementale débat sur les orientations budgétaires (DOB) de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure de l'évolution des dépenses et des effectifs et leur structuration ainsi que la gestion de la dette.

Le rapport précise également l'évolution pluriannuelle des dépenses de personnel, le montant des rémunérations, la structure des effectifs et la durée effective du temps de travail.

Le Code Général des collectivités précise les mentions devant obligatoirement figurer dans le rapport (article [L 3312-1 du CGCT](#) et [D. 3312-12](#)).

La tenue du DOB et la présentation de ce rapport sont actées par une délibération spécifique qui donne lieu à un vote.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal structure son rapport d'orientation budgétaire notamment autour :

- de la déclinaison des principales politiques du Département, et du Projet pour le Cantal,
- d'un exposé du contexte dans lequel se déroule l'élaboration budgétaire (conjoncture économique, projet de loi de finances),
- d'un exposé de la situation financière du Département (rappels des éléments présentés dans le rapport d'analyse du compte administratif),
- des principales hypothèses retenues pour les budgets à venir, concernant les ressources, le programme pluriannuel d'investissement, les informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette et aux dépenses relatives à la gestion du personnel notamment.

Le budget primitif

Rappel réglementaire

Le budget primitif est l'acte qui prévoit et autorise la totalité des dépenses et des recettes pour une année civile (du 1er janvier au 31 décembre). Il peut être modifié dans le courant de l'exercice par des décisions modificatives.

Le projet de budget du Département est préparé et présenté par le Président du Conseil départemental qui est tenu de le communiquer aux membres du Conseil départemental avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

Le budget du Département est présenté par chapitre et article budgétaire ([M57 Tome 2, titre 1, chapitre 2 – 1](#)) avec la possibilité d'ouvrir en section d'investissement des opérations constituant des chapitres.

Les crédits sont votés au niveau du chapitre mais le Conseil départemental peut décider le vote par article (c'est-à-dire la nature comptable).

Le budget est présenté et voté soit par nature soit par fonction, selon le mode retenu par le Conseil départemental. Lorsque le budget est voté par nature, il est assorti d'une présentation croisée par fonction ; lorsqu'il est voté par fonction, il est assorti d'une présentation croisée par nature.

La [maquette du budget primitif](#) est réglementaire, et comporte un certain nombre d'annexes obligatoires définies par les textes et imposées par la nomenclature M57.

Le budget voté doit être équilibré en dépenses et en recettes. L'équilibre s'apprécie en crédits de paiement.

Le budget primitif doit être accompagné :

- d'un rapport de présentation ;
- d'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal applique la **nomenclature M57 pour son budget principal et son budget annexe de la Conférence des Financiers**.

Le budget du Département fait l'objet d'un **vote par nature** de crédits. Il est présenté par chapitre, mais le budget est voté globalement sans vote formel sur chacun des chapitres.

Le Département du Cantal vote son budget primitif avant le 1er janvier de l'exercice, sans qu'il s'agisse d'une obligation, la date de vote pouvant être modifiée, en restant dans le cadre réglementaire qui prévoit l'adoption du budget de l'exercice au plus tard au 15 avril (30 avril lors du renouvellement de l'Assemblée départementale).

Pour cela, dans la mesure du possible, le calendrier de la préparation budgétaire est le suivant :

Juin - Juillet N-1	<p>Validation des hypothèses de « cadrage » du budget primitif (BP) de l'année N comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évolution des dépenses sociales, - les hypothèses concernant la masse salariale - l'encadrement global de l'évolution des dépenses de fonctionnement - les hypothèses sur les ressources de la collectivité - le programme pluriannuel d'investissement (PPI) du Département.
Juillet - Septembre N-1	<p>Préparation par les services des propositions budgétaires de l'exercice à venir</p> <p>Les services rédigent, en respectant le cadre communiqué par la Direction Générale, une note budgétaire de présentation détaillée de leurs propositions saisies dans l'outil de gestion financière Astre.</p>
Septembre - Octobre N-1	<p>Tenue des arbitrages politiques et administratifs (Direction Générale/Services opérationnels/Direction des Finances)</p> <p>Les supports édités par la Direction des Finances servent de document de référence lors des réunions d'arbitrage : PPI et propositions en crédits de paiement</p>
Novembre N-1	Débat d'Orientations Budgétaires.
Décembre N-1	Vote du budget primitif de l'année N.

Après l'adoption de la délibération portant sur le vote du budget primitif, la présentation brève et synthétique ainsi que le rapport adressé aux membres de l'Assemblée délibérante sont mis en ligne sur le site internet du Département, Cantal.fr.

Modes opératoires

Procédures Astre : Ouverture du budget, création des étapes budgétaires, saisie des propositions budgétaires

Les décisions modificatives

Rappel réglementaire

Le budget primitif (BP) étant un document prévisionnel, il est nécessaire pour le Département d'ajuster en cours d'année ses prévisions. Ces corrections s'effectuent dans le cadre de **décisions modificatives (DM)**, dans le respect des principes budgétaires et des arbitrages et objectifs d'équilibre définis dans le cadre des orientations budgétaires et mis en œuvre par le budget primitif.

Le BS ne peut être adopté par l'Assemblée départementale qu'après le vote du compte administratif du dernier exercice clos.

Le budget supplémentaire (BS) est une décision modificative, **qui a avant tout pour objet de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent**. Ces résultats comprennent les excédents ou déficits de chaque section, mais aussi les restes à réaliser en recettes et dépenses. Le budget supplémentaire prend ainsi en compte l'affectation du résultat de l'exercice précédent qui donne lieu à une délibération préalable au vote du budget supplémentaire.

Les dépenses imprévues

Le Conseil départemental peut voter des autorisations de programme et des autorisations d'engagement de dépenses imprévues respectivement en section d'investissement et de fonctionnement. Pour chacune des deux sections, leur montant ne peut être supérieur à 2% des dépenses réelles de la section.

FICHE 1.3. LE CYCLE BUDGETAIRE : COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION

Textes de référence

[CGCT Articles L 1612-1 et suivants](#)

[CGCT Article L3311-1](#)

[Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012](#)
relatif à la gestion budgétaire

En vertu du principe de la séparation de l'ordonnateur et du comptable, deux documents retracent les opérations budgétaires et comptables s'étant déroulées durant l'exercice :

- *le compte administratif établi par l'ordonnateur*
- *le compte de gestion établi par le comptable public.*

Le compte de gestion

Avant le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice, le comptable public établit un compte de gestion par budget voté (budget principal et budgets annexes).

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes.

Il comporte :

- Une balance générale de tous les comptes tenus par le comptable public (comptes budgétaires et comptes de tiers notamment correspondant aux créanciers et débiteurs de la collectivité).
- Le bilan comptable du Département qui décrit de manière synthétique son actif et son passif.

Le compte de gestion est soumis au vote du Conseil départemental lors de la séance du vote du compte administratif, ce qui permet de constater la stricte concordance entre les deux documents. [Le Président du Conseil départemental participe au vote.](#)

Le vote du compte de gestion doit intervenir préalablement à celui du compte administratif sous peine d'annulation de ce dernier par le juge administratif.

Le compte administratif

Rappel réglementaire

A l'issue de l'exercice comptable, un document de synthèse est établi afin de déterminer les résultats de l'exécution du budget, retraçant les prévisions budgétaires et leur réalisation (émission des mandats et des titres de recettes).

Ce document doit être voté avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné (dates spécifiques en cas de calendrier électoral). [Le Président du Conseil départemental participe aux débats mais se retire au moment du vote.](#)

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal, dans un souci de bonne gestion, mène de pair avec le comptable public les opérations comptables de clôture de l'exercice avec pour objectif l'établissement du compte de gestion pour le 15 mars de l'année n+1.

Projet mené par la DGFIP, le Compte Financier Unique (CFU) est un document visant à se substituer au compte de gestion et au compte administratif de façon généralisée dans les collectivités locales françaises à partir de l'exercice 2024. Une phase d'expérimentation a été ouverte. Le Département ne s'est pas porté candidat à l'expérimentation.

Le Compte Financier Unique viendra remplacer la présentation actuelle des comptes locaux.

FICHE 1.4. LES VIREMENTS DE CREDITS

Textes de référence

CGCT Article [L. 5217-10-6](#)

CGCT Article [L. 3212-3](#);

M57 [Tome 2 Titre 1 Chapitre 2](#)

Délibération

En cas d'insuffisance de crédits sur une ligne budgétaire, des ajustements peuvent être réalisés par des virements de crédits de paiement, en dehors du contexte d'une décision budgétaire de l'Assemblée départementale.

Virements de crédits de paiement au sein d'un chapitre

Rappel réglementaire

Hors les cas où le Conseil départemental a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le Président du Conseil départemental peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre sous réserve de la disponibilité des crédits de paiement et sans modification du montant pluriannuel, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. ([Article L. 3212-3 du CGCT](#)).

Modes opératoires

Définitions

Déplacements : Les déplacements budgétaires correspondent aux virements et aux transferts entre lignes de crédits

Un virement : déplacement à l'intérieur d'un chapitre entre deux natures comptables différentes

Un transfert : déplacement à l'intérieur d'un chapitre au sein d'une même nature

Chaque déplacement est repris automatiquement dans le document budgétaire, et transmis au comptable via le PES budget. Les derniers déplacements réalisés en fin d'année, après la dernière DM, les informations sont transmises au comptable via un flux PES budget (DM technique).

Procédures Astre : Déplacements - Virements de crédits à l'intérieur d'un chapitre

Virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre

Seule la Direction des Finances peut proposer les virements entre chapitres et prépare la décision du Président en conséquence.

Rappel réglementaire

Conformément à l'Instruction Budgétaire et Comptable M57, si le Conseil départemental l'autorise dans les limites qu'il fixe, le Président du Conseil départemental peut procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel),

- au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement,
- et dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune de ces sections.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas aboutir à ce que les crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires soient insuffisants sur un chapitre.

Dans ce cas, le Président doit informer l'Assemblée Délibérante de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance.

Cette décision est un acte soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'État, chargé de leur contrôle. Ces virements sont également transmis au comptable public, de manière à ce qu'il reste en mesure de procéder au contrôle de la disponibilité des crédits dans Hélios au niveau de chaque chapitre.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal applique les dispositions prévues par la M57 en matière de virements. Par délibération en date du 12 décembre 2022, le Conseil départemental a autorisé les virements de crédits de paiement entre chapitres :

FICHE 1.5. DISPOSITIONS EN CAS D'EXECUTION AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Textes de référence

M 57 : Titre 1 Chapitre 1 [1.3.1](#)
[L'exécution des dépenses](#)
[avant l'adoption du budget](#)

CGCT [Articles L 1612-1 et](#)
[suivants](#)

*Le budget s'exécute du 1^{er} janvier au 31 décembre (année civile).
Toutefois, des dispositifs spécifiques permettent d'exécuter le
budget avant son adoption, si celle-ci intervient après le 1^{er}
janvier.*

Rappel réglementaire

Dans le cas où le BP n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Président du Conseil départemental peut, jusqu'à l'adoption du budget ([article L.1612-1 du CGCT](#)) :

Pour la section de fonctionnement

Mettre en recouvrement les recettes et engager, liquider et mandater les dépenses dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente

Pour la section d'investissement,

Sur autorisation de l'Assemblée départementale, engager, liquider et mandater les dépenses hors AP dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette

En matière d'AP/CP ou d'AE/CP,

Liquider, mandater les dépenses dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice n par la dernière délibération de l'année n-1 adoptant la présentation en AP ou AE

En matière de remboursement de la dette

Mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Titre 2.

L'EXECUTION COMPTABLE

FICHE 2.1. LES ÉTAPES DE L'EXÉCUTION DES DÉPENSES

Textes de référence

M 57 : cadre comptable

CGCT

Décret fixant la liste des PJ

La procédure de traitement d'une dépense passe par les étapes usuelles de la comptabilité des collectivités :

- *Engagement*
- *Certification du service fait*
- *Liquidation*
- *Mandatement*
- *Païement*

La comptabilité d'engagement

Rappel réglementaire

La tenue de la comptabilité d'engagement des dépenses de fonctionnement et d'investissement est **une obligation réglementaire** (Art. L3341.1 du CGCT).

Cette comptabilité d'engagement doit permettre de connaître à tout moment :

- les crédits ouverts en dépenses ;
- les crédits disponibles pour engagement ;
- les crédits disponibles pour mandatement ;
- les dépenses réalisées.

En fin d'exercice, cette comptabilité permet de dégager en section d'investissement et de fonctionnement, le montant des restes à réaliser qui, par définition, correspondent à des crédits engagés.

En section de fonctionnement, elle rend possible les rattachements de charges et de produits pour les dépenses engagées pour lesquelles le service a été fait.

L'engagement comptable

Il consiste à contrôler la disponibilité effective des crédits inscrits et votés et à les réserver dans la comptabilité en vue de réaliser une future dépense.

Le contrôle de la disponibilité des crédits est préalable à l'engagement juridique.

Les engagements comptables ne nécessitent pas de délégation de signature du Président du Conseil départemental.

L'engagement comptable est constitué obligatoirement de trois éléments :

- un montant prévisionnel de dépenses ;
- un tiers concerné par la prestation à réaliser ou la subvention à verser ;
- une imputation budgétaire (chapitre, fonction, article).

Pour les dépenses à réaliser sur plusieurs exercices budgétaires et ayant donné lieu au vote d'une Autorisation de Programme (AP) ou d'Engagement (AE), l'engagement est réalisé dans la limite de ces AP ou AE.

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal gère sa comptabilité d'engagement dans le logiciel Astre. L'engagement comptable se traduit par un numéro d'engagement qui doit être repris sur le bon de commande et sert de référence aux fournisseurs pour l'enregistrement dans Chorus des factures destinées au Département.

La création de l'engagement comptable est décentralisée et relève de la responsabilité des gestionnaires.

Les services proposent la création des fiches de tiers.

La Direction des Finances effectue les contrôles et valide la création des tiers.

L'engagement juridique

L'engagement est l'acte par lequel le Département crée ou constate à son encontre une obligation de laquelle résultera une charge. Il doit rester dans la limite des autorisations budgétaires et ne peut être pris que par une personne habilitée disposant d'une délégation du Président du Conseil départemental.

L'acte constitutif de l'engagement juridique varie en fonction de la nature de la dépense. Quelques exemples :

- Délibération : date à laquelle la délibération est rendue exécutoire
- Convention - contrat : date de signature
- Subvention : date de la délibération ou de la décision
- Arrêté : date de notification
- Marchés formalisés : date de notification du marché
- Marchés non formalisés : date de la transmission de la lettre de commande
- Décision de justice : date de la notification
- Allocations, secours : adoption de la décision administrative
- Impôts et taxes : réception de l'avis des sommes à payer ou de la notification de l'État

Le service fait

Rappel réglementaire

Le service fait permet d'attester la conformité à l'engagement de la livraison ou de la prestation c'est-à-dire de constater que la prestation réalisée est conforme à la demande, tant par son objet que par son montant et sa date de réalisation.

La constatation et la certification du service fait sont des étapes obligatoires qui doivent être réalisées par le service opérationnel sur la base du bon de livraison ou de tout autre document attestant matériellement le service fait (feuille de présence, fiche d'instruction, ...).

La certification du service fait est établie par un visa matérialisé sur les documents par le gestionnaire. Elle engage la responsabilité de la personne signataire sur la réalité de la dépense à prendre en charge par le budget départemental.

Le Département du Cantal...

La certification du service fait consiste à procéder aux contrôles nécessaires attestant de l'effectivité du service et de la date réelle de réalisation.

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

Date de service fait :

La mention service fait est portée sur la facture ou tout autre pièce justificative en précisant la date du service fait, c'est-à-dire date de livraison (conforme au bon de livraison), date de réalisation de prestation (date de réception d'une étude) par exemple.

La date de service fait n'est pas la date à laquelle le contrôle a été effectué.

La personne devant réaliser cette certification n'est généralement pas un comptable, mais l'agent en mesure de constater la conformité de la livraison, ou du service. Les services opérationnels mettent en œuvre les circuits de validation permettant d'attester de l'effectivité du service fait.

La liquidation

La liquidation consiste à arrêter le montant de la dette du Département, après constatation et certification du service fait.

A ce stade toutes les pièces permettant de justifier du montant et de la réalité de la dette du Département doivent être jointes au projet de paiement. Les pièces justificatives qui doivent être transmises au comptable public font l'objet d'un décret qui en a arrêté la liste.

Le Département du Cantal...

Les services gestionnaires procèdent à la liquidation, laquelle est rattachée à l'engagement comptable.

Le dossier de liquidation doit comprendre l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au mandatement de la dépense conformément à l'article D1617-19 du CGCT. Ce dossier constitué par les directions opérationnelles et accompagné des opérations de pré-mandatement dans l'outil informatique, est adressé à la direction des Finances pour contrôle.

Modes opératoires

Procédures Astre

Le mandatement

Rappel réglementaire

Le mandatement est l'ordre donné par l'ordonnateur au comptable de payer une dette au créancier (Art. 32 décret n° 2011-1246 du 7 novembre 2012).

Les mandats émis, accompagnés des pièces comptables et des bordereaux journaliers signés par une personne habilitée par délégation de signature de l'ordonnateur, sont adressés au payeur départemental.

Le Département du Cantal...

Les opérations de mandatement relèvent exclusivement de la responsabilité des agents au sein de la direction des Finances ayant reçu une délégation du Président du Conseil départemental en tant qu'ordonnateur.

Le paiement

Le paiement effectif ne peut être effectué que par le comptable public, payeur départemental (Art. L3342.1 du CGCT).

Le payeur effectue les contrôles de régularité auxquels il est tenu, sous peine d'engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

Si la dépense est réalisée dans le cadre d'une régie d'avances, le régisseur se substitue au comptable pour le paiement. Le régisseur transmet à un rythme régulier ses pièces justificatives de dépenses à l'ordonnateur, afin que celui-ci établisse un mandat au nom de la régie pour le montant des justifications admises. Le mandat est ensuite transmis au comptable qui procède à la reconstitution de l'avance.

Les délais de paiement et intérêts moratoires

Le Département et la Paierie sont soumis respectivement au respect d'un délai de paiement pour tout achat public ayant donné lieu à un marché formalisé ou non.

En sont exclus, les participations et subventions, les conventions de financement, de mandat, les contrats financiers, les frais de personnel, les frais de déplacement, les dépenses des services sociaux et médico-sociaux ainsi que celles des services culturels et sportifs.

Le délai global maximum de paiement est de 30 jours calendaires. Ce délai se répartit en 20 jours pour l'ordonnateur et 10 jours pour le comptable public.

Ce délai démarre à la date de réception de la facture, ou du service fait lorsque celui-ci est postérieur à la réception de la facture, et cesse à la date du virement bancaire opéré par le comptable.

La date de réception de la facture correspond à l'arrivée effective de celle-ci :

- dans CHORUS PRO (procédure dématérialisée) ;
- au niveau du service gestionnaire ou du courrier (procédure non dématérialisée) ;
- chez le maître d'œuvre délégué.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus au fournisseur ([Code de la commande publique](#)).

Les modalités de calcul des intérêts moratoires dus sont définies par le Code de la commande publique, aux articles [R 2192-31 et suivants](#). Ils sont composés d'une partie forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et d'une partie calculée sur la base du montant dû auquel est appliqué le taux de la Banque Centrale Européenne majoré de 8%.

La prescription des créances

En matière de prescription de créance, deux régimes juridiques coexistent, le régime de droit public, est celui généralement applicable aux collectivités.

Règle générale : régime de droit public – prescription quadriennale

Le régime de droit public prévoit une prescription quadriennale. ([loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968](#) relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics).

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

Le point de départ du délai de prescription est fixé au premier jour de l'année qui suit celle au cours de laquelle est intervenu l'acte juridique ou matériel qui donne naissance à la créance, sous réserve que le créancier ait pu avoir connaissance de sa créance.

La prescription est interrompue par toute demande de paiement ou toute réclamation écrite adressée par un créancier au Département, dès lors que la demande ou la réclamation a trait au fait générateur, à l'existence, au montant ou au paiement de la créance, (même si ce n'est pas le Département qui aura finalement la charge du règlement).

Exception : le régime de droit commun

La nature de la créance ne dépend pas du statut du créancier (privé / public). Si la nature privée de la créance est reconnue, le régime général, de droit privé, de la prescription, s'applique (loi portant réforme de la prescription en matière civile- article 2224 du code civil et délais spéciaux articles 2219 à 2283 du code civil).

Dans ce cas la prescription est quinquennale. « Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer ».

Écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de dépenses ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles. Afin de déterminer le traitement comptable approprié, il convient de distinguer la période au cours de laquelle intervient la rectification :

- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient **sur l'exercice en cours** : elle fait l'objet d'un mandat d'annulation. Le mandat rectificatif vaut alors ordre de reversement et peut être rendu exécutoire dans les mêmes conditions qu'un titre de recette,
- Si l'annulation ou la réduction de la dépense mandatée intervient **sur un exercice clos** : elle fait l'objet d'un titre de recette.

FICHE 2.2. L'EXÉCUTION DES RECETTES

Textes de référence

CGCT articles L. 1617-5, D 1611-1

Loi n° 2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile

Loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011, article 94 relatif à la prescription d'assiette des indus de traitements

Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique

Décret n° 2017-509 du 7 avril 2017 modifiant l'article D. 1611-1 du Code général des collectivités territoriales

Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Instruction 11-008-MO du 21 mars 2011 relative à la forme et au contenu des pièces de recettes des collectivités territoriales et de leurs établissements

Les recettes

Rappel des compétences respectives de l'ordonnateur et du comptable

Le recouvrement des produits locaux se répartit entre :

L'ordonnateur :

- pour constater et liquider les recettes (article 10 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- pour émettre et rendre exécutoires les ordres de recouvrer, appelés titres de recettes, en qualité d'ordonnateur ainsi que pour les annuler (R. 3342-8-1 du CGCT) ;
- pour décider de mettre en place des régisseurs de recettes pouvant traiter les encaissements de proximité ne nécessitant pas l'émission préalable d'un titre de recettes. Ces régisseurs sont placés sous le double contrôle de l'ordonnateur et du comptable (art. R. 1617-1 à 18 du CGCT) ;
- pour autoriser les poursuites du comptable en l'absence de paiement spontané (art. R. 1617-24 du CGCT) ;
- pour préparer les décisions d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables et les décisions de remise gracieuse prises par l'Assemblée délibérante.

Le comptable public :

- pour prendre en charge, dans la comptabilité de l'organisme public créancier après l'avoir contrôlé, un ordre de recouvrer transmis par l'ordonnateur (article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et art. D.) ;
- pour encaisser une recette pour le compte de l'organisme public créancier dont il tient la comptabilité et pour accorder éventuellement des délais de paiement au débiteur ayant des difficultés financières (article 18 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) ;
- pour relancer tous les débiteurs en retard de paiement et pour engager contre eux des mesures d'exécution forcée si nécessaire et après autorisation de l'ordonnateur (art. L. 1617-5 du CGCT) ;

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

- pour demander l'admission en non-valeur des créances dont il a constaté l'irrecouvrabilité (art. R. 1617-24 du CGCT).

Les catégories de titres de recettes

Les titres de recettes exécutoires

Il s'agit d'actes pris, émis et rendus exécutoires par l'ordonnateur. Ils ont notamment pour support juridique une décision de l'Assemblée départementale prise en séance du Conseil départemental ou en Commission permanente (délibération, décision, un bail, un contrat, un état de recouvrement, rôles, ...).

Les recettes perçues par le comptable public

De nombreuses recettes sont encaissées par le comptable sans qu'il y ait eu, préalablement, émission de titres par l'ordonnateur. Le comptable enregistre en détail les recettes perçues sur un état P503 et le transmet à l'ordonnateur, chaque recette étant affectée d'un numéro d'ordre.

L'ordonnateur, après avoir contrôlé l'exactitude des inscriptions portées sur cet état émet des titres et un bordereau de régularisation et les transmet au comptable public accompagnés des documents justificatifs d'encaissement (avis de crédit, avis de virement, déclaration de recettes ...).

Les recettes encaissées par le régisseur

L'institution des régies de recettes permet d'encaisser les recettes d'un faible montant unitaire améliorant ainsi le taux de recouvrement. L'encaissement des recettes par les régisseurs constitue une dérogation au principe général qui confie au seul comptable public le recouvrement des recettes.

Les encaissements réalisés au comptant par le régisseur font l'objet d'un titre de régularisation global émis au nom de la régie.

Le délai doit être le plus court possible entre la remise des fonds au comptable public par le régisseur et l'émission du titre de recettes de régularisation dans le budget principal appuyé des justifications produites.

La liquidation

Cette opération permet de vérifier la recette du Département et d'en déterminer le montant précis dès que la créance est exigible.

Elle est assurée par les directions et les services gestionnaires.

L'ordonnancement

Cette opération effectuée par la direction des Finances permet de donner au comptable public, conformément aux résultats de la liquidation, un ordre de recouvrement (bordereau et titre) des recettes dues au département, accompagné des pièces justificatives. Le titre est rendu exécutoire dès son émission (art. 1617-5 du CGCT). L'émission des titres est effectuée conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle du 18 juin 1998.

Le recouvrement

Le payeur départemental procède au recouvrement des titres après avoir effectué ses contrôles prévus par l'article 19 du décret 2012-1246 au 7 novembre 2012.

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

Les états des restes à recouvrer sur les recettes des exercices antérieurs à l'exercice en cours sont arrêtés au 31 décembre de l'exercice.

L'article R 1617-24 du CGCT, relatif aux modalités de recouvrement des produits locaux indique que "l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes, selon les modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable. Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet". Conformément à l'article 28 du décret du 7 novembre 2012, l'ordre de recouvrer fonde l'action du recouvrement. Il a force exécutoire dans les conditions prévues à l'article L. 252 A du livre des procédures fiscales.

Résultant de ses compétences propres, le Président du Conseil départemental détermine les conditions de l'autorisation permanente donnée au payeur public lui attribuant des pouvoirs d'exécution forcée pour le recouvrement des recettes.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal présente tous les ans à l'Assemblée départementale un état de reste à recouvrer transmis par le payeur départemental.

Par ailleurs, les produits encaissés sur le compte d'attente du comptable public font l'objet d'un apurement régulier afin de les régulariser, par des titres de recettes, dans le budget départemental.

La prescription d'assiette

La prescription d'assiette est **le délai qui court à l'encontre de la collectivité créancière pour émettre le titre de recettes**. A défaut d'émission du titre dans ce délai, la prescription est acquise au profit du débiteur et entraîne l'extinction des droits de la collectivité.

Le délai pour émettre les titres de recettes est limité par la prescription d'assiette à 5 ans.

Exceptions :

- Quand la collectivité agit en tant que prestataire de service, elle est considérée comme un professionnel fournissant des biens et services aux usagers. Dans ce cas, la prescription est réduite à 2 ans pour les particuliers (elle est maintenue à 5 ans pour les entreprises) C'est le cas, par exemple de la fourniture d'eau, d'assainissement, ou des factures de cantine scolaire.
- Pour les indus de traitement, l' [article 94 de la loi de finances rectificative pour 2011](#) a ramené le délai de prescription à 2 ans (comme avant la loi de 2008). Ce délai court le 1^{er} jour du mois suivant le versement indu.

Les écritures de régularisation

Les réductions ou annulations de titres ont généralement pour objet de rectifier des erreurs matérielles.

Le traitement comptable diffère selon la période au cours de laquelle intervient la rectification.

Si l'annulation ou la réduction du titre de recette porte sur un exercice en cours, la régularisation se matérialisera par un titre d'annulation.

Par contre, si elle porte sur un exercice déjà clos, le document rectificatif sera un mandat.

Ces opérations comptables relèvent de la direction des Finances.

L'admission en non-valeur

Le payeur départemental met en œuvre les moyens nécessaires pour parvenir au recouvrement des titres de recettes émis par l'ordonnateur.

A défaut de recouvrement amiable, il procède au recouvrement contentieux.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public dès que la créance est prescrite ou lui paraît irrécouvrable du fait de la situation du débiteur et en cas d'échec des procédures de recouvrement prévues par la loi.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître dans les écritures du comptable public les écritures de prise en charge des créances irrécouvrables.

L'admission en non-valeur prononcée par l'Assemblée départementale et la décharge prononcée par le juge des comptes ne font pas obstacle au recouvrement ultérieur par l'exercice des poursuites ; la décision prise en faveur du comptable public n'éteignant pas la dette du redevable.

Les remises gracieuses

Seule l'Assemblée délibérante peut accorder la remise gracieuse d'une créance départementale à un débiteur dont la situation financière ne lui permet pas de régler sa dette.

FICHE 2.3. LA GESTION PATRIMONIALE

Textes de référence :

Les immobilisations comprennent tous les biens et valeurs destinés à rester durablement dans le patrimoine du Département.

Leur suivi est assuré conjointement par l'ordonnateur et le comptable public. Ce suivi conjoint doit permettre d'obtenir un résultat identique, régulier et sincère.

Recensement des immobilisations

L'inventaire

La gestion de l'inventaire, registre justifiant la réalité physique des biens, est de la responsabilité de l'ordonnateur chargé de recenser les biens et de les identifier. Les informations concernant les entrées et les sorties des biens de l'inventaire figurent en annexe du compte administratif.

L'état de l'actif

Le comptable public est responsable de l'enregistrement des biens et de leur suivi à l'actif du bilan. A ce titre, il tient l'état de l'actif ainsi que le fichier des immobilisations, documents comptables justifiant les soldes des comptes apparaissant sur la balance et au bilan.

L'inventaire et l'état de l'actif doivent correspondre.

Enregistrement à l'actif

Le contrôle

La nomenclature M57 acte que l'enregistrement des biens à l'actif découle du contrôle que le Département peut en avoir, et non pas de la notion de propriété.

Le contrôle est caractérisé par la maîtrise des conditions d'utilisation du bien et du potentiel de service ou des avantages économiques associé(s) à cette utilisation.

Immobilisations par composant

Lorsque des éléments d'un actif sont exploités de façon indissociable, un plan d'amortissement est retenu pour l'ensemble de ces éléments.

En revanche, si dès l'origine, un ou plusieurs éléments significatifs ont une utilisation différente, chaque élément (structure et composants) est comptabilisé séparément dès l'origine puis lors des remplacements (plan d'amortissement et numéro d'inventaire propre à chaque composant).

TITRE 2 – L'EXECUTION COMPTABLE

Frais d'études

Lorsque les frais d'études contribuent effectivement à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés directement au compte 2031 « Frais d'études » en section d'investissement.

Les dépenses relatives aux travaux sont imputées, lors du lancement des travaux, sur des comptes 23 « Immobilisations en cours » éligibles au FCTVA.

Une fois l'opération de travaux achevée, toutes les dépenses effectuées sur l'opération doivent être transférées à la subdivision des comptes 20 ou 21 correspondant à celle du bien. Ce transfert s'opère par opérations d'ordre non budgétaires réalisées par le comptable public.

Lorsque les études sont réalisées par les moyens propres du Département et pour son compte, les frais correspondants sont imputés aux comptes de charges par nature concernés puis portés, en fin d'exercice, au débit du compte 2031 par le crédit du compte 721 « Travaux en régie – immobilisations corporelles ».

Lorsqu'ils ne contribuent pas à la réalisation d'un projet d'investissement futur, ils sont imputés au compte 617 « Frais d'études et de recherche » de la section de fonctionnement.

Avances versées pour des opérations de travaux en cours

Les avances à mandataires dans le cadre d'opérations d'investissement sont enregistrées sur les comptes dédiés 237 pour les immobilisations incorporelles et 238 pour les immobilisations corporelles.

Chaque année, des avances sont transférées vers des comptes 231 « Immobilisations corporelles en cours » et 232 « Immobilisations incorporelles en cours », éligibles au FCTVA, au vu des justificatifs transmis par les mandataires certifiant de l'emploi de l'avance pour l'exécution des travaux.

Une fois les travaux achevés, toutes les dépenses des comptes 231 et 232 sont intégrées à la subdivision des comptes 20 et 21 correspondant au bien sur lequel les travaux ont porté, par opération d'ordre non budgétaire réalisée par le comptable public.

FICHE 2.4. L'AMORTISSEMENT

Textes de référence :

- M 57 [cadre comptable](#)
- CGCT [article D. 3321-1](#) ; [article D. 3321-3](#)

- Délibération du Département

Les amortissements sont la constatation d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps ou de l'évolution des techniques.

Les amortissements permettent d'obtenir une meilleure appréciation du coût des biens amortis tout en assurant une partie du financement de leur renouvellement au terme de la période d'utilisation.

L'obligation de sincérité des comptes exige que cette dépréciation soit constatée.

Périmètre

Les départements amortissent l'ensemble de leur actif immobilisé sauf

- les œuvres d'art ;
- les terrains (hors terrains de gisement) ;
- les immobilisations remises en affectation ou à disposition ;
- les agencements ou aménagements de terrains (sauf plantations).

Modalités de calcul des amortissements

Règle générale : prorata temporis

En principe, l'amortissement d'une immobilisation démarre à compter de sa date de mise en service c'est-à-dire prorata temporis.

Le prorata temporis s'applique uniquement sur les nouvelles acquisitions après adoption du référentiel M57, soit à partir de l'exercice 2023.

Dérogations

Dans une logique d'approche par enjeux, la méthode dérogatoire qui consiste à amortir « en année pleine » peut être maintenue pour certains biens (délibération listant les catégories concernées et nécessité de justifier le caractère non significatif sur la production de l'information comptable).

Le Conseil départemental peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur un an.

Le Département du Cantal...

L'Assemblée délibérante a adopté les modalités d'amortissement de l'actif lors de sa réunion du 13 décembre 2022 fixant les modalités et durées d'amortissement par catégorie de biens.

Neutralisation budgétaire des amortissements

La neutralisation budgétaire des amortissements est un dispositif facultatif qui ne remet pas en cause la comptabilisation des amortissements. Les immobilisations continuent d'être amorties sur le plan comptable afin d'assurer la sincérité des comptes.

Les départements ont la possibilité de neutraliser l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires, ainsi que les subventions d'équipement.

La neutralisation de la dotation aux amortissements peut être totale ou partielle. L'opération porte sur la dotation aux amortissements, déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'investissement reçues pour le financement de ces biens.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal neutralise l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires.

Titre 3. LES OPERATIONS DE FIN D'EXERCICE

FICHE 3.1. LE RATTACHEMENT DES CHARGES ET DES PRODUITS À L'EXERCICE

Textes de référence :

M57

Afin d'assurer le principe d'indépendance des exercices ainsi que la sincérité des résultats, l'instruction comptable M57 rappelle le principe de rattachement des charges et des produits de la section de fonctionnement à l'exercice auquel ils se rapportent.

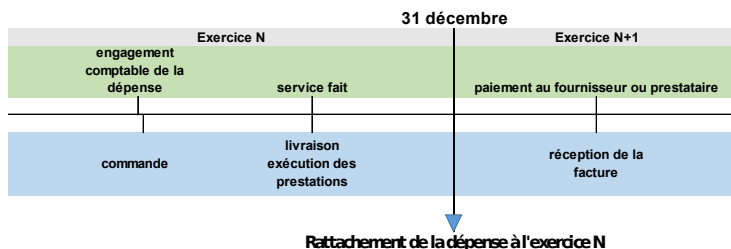
Le principe du rattachement à l'exercice

Cette procédure vise à intégrer dans le résultat toutes les charges relatives à **des services faits** et tous les produits correspondant à **des droits acquis** au cours de l'exercice considéré qui n'ont pu être comptabilisés, en raison notamment de la non-réception par l'ordonnateur de la pièce justificative.

Ainsi, les charges qui peuvent être rattachées sont celles pour lesquelles :

la dépense est engagée ;

ET le service est fait avant le 31 décembre de l'année en cours. [Voir la fiche 2.1](#)



La décision de rattachement peut être prise en fonction d'un certain nombre de critères liés notamment :

- à l'importance du produit ou de la charge par rapport au montant du budget ;
- à l'incidence du produit ou de la charge sur le résultat de la section de fonctionnement.

Le Département du Cantal...

L'Assemblée départementale a fixé un seuil unitaire de 1 200 € en dessous duquel le principe de rattachement des charges et des produits ne s'applique pas.

Les modalités de rattachement

À la clôture de l'exercice, sur la base des engagements identifiés comme étant liés à une charge ou un produit à rattacher, le rattachement se fait par émission d'un mandat ou d'un titre sur le compte de rattachement concerné (classe 6 ou 7).

Ces derniers sont émis au nom du comptable public puisque, par hypothèse, la facture ou le versement n'ont pas encore été reçus.

Au cours de l'exercice suivant, l'ensemble des opérations constatées à la clôture de l'exercice précédent sont contre-passées. Cette procédure consiste à passer une écriture inverse à celle qui avait été comptabilisée lors du rattachement.

La dépense ou la recette qui sera exécutée en N+1 lors de la réception de la pièce justificative (facture ou versement) est ainsi neutralisée, dès le début de l'exercice N+1, par un mandat d'annulation ou un titre d'annulation.

FICHE 3.2. LES REPORTS OU LES RESTES À RÉALISER

Textes de référence :

CGCT Article R3312-8 et 9

Les restes à réaliser en dépenses résultent d'engagements juridiques donnés à des tiers qui découlent de la signature de marchés, de contrats ou de conventions, qui ont donc été engagés comptablement, mais qui n'ont pas encore fait l'objet d'un mandatement sur l'exercice (n) qui vient de s'achever.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant.

Les restes à réaliser de la section d'investissement, arrêtés à la clôture de l'exercice, correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre.

Les reports de crédits constituent en fonctionnement toutes les dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'année.

Le Président du Conseil départemental fait établir l'état des dépenses engagées au 31 décembre de l'exercice, n'ayant pas donné lieu à mandatement (Art. R3312-8 et 9 du CGCT).

Ces reports de l'exercice N figurent au budget supplémentaire de l'exercice N+1 sous le terme de restes à réaliser.

Les crédits de paiement liés aux autorisations de programme et autorisations d'engagement ouvertes ne donnent pas lieu à reports de crédits sauf exceptions mentionnées au Titre 4 – gestion pluriannuelle.

FICHE 3.3. LES PROVISIONS

Textes de référence

CGCT Art. D.5217-22

Le provisionnement constitue l'une des applications du principe de prudence contenu dans le plan comptable général.

Les provisions font partie des dépenses obligatoires, et doivent être constituées dès lors de l'apparition d'un risque ou d'une dépréciation.

En application des principes de prudence et de sincérité, toute entité publique locale appliquant l'instruction budgétaire et comptable M57 a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif.

Les provisions sont recensées, évaluées et comptabilisées en fin d'exercice au plus tard, au vu des risques intervenus au cours de l'année, éventuellement connus entre le 31 décembre et la date de l'arrêté des comptes.

Toutefois, dès lors qu'un événement survient et rend probable le décaissement d'une somme d'argent, la collectivité doit constater une provision (ouverture d'un contentieux par exemple), à hauteur du montant estimé de la charge ou du risque qui pourrait en résulter.

Les provisions ont un caractère provisoire :

- Elles doivent être ajustées tous les ans au regard de l'évolution des risques et charges encourus.
- Les provisions devenues sans objet à la suite de la réalisation ou de la disparition du risque ou de la charge, doivent être soldées (par leur reprise totale).

L'Assemblée départementale prend, par délibération, toutes les décisions relatives aux provisions :

- nature des provisions à constituer ;
- montant des provisions (dotation initiale et également dotation complémentaire / reprise partielle ou totale).

L'instruction M57 distingue 5 types de provisions pour risques et charges :

1. Provisions pour risques (compte 151). Celles-ci comprennent notamment les provisions pour litiges et contentieux (compte 1511x), provisions pour pertes de change (compte 1515x) et provisions pour garanties d'emprunt (compte 1517x)
2. Provisions pour risques et charges sur emprunts (compte 152x)
3. Provisions pour compte épargne temps (compte 154x)
4. Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices (compte 157), plus précisément provisions pour gros entretien ou grandes révisions (compte 1572x)
5. Autres provisions pour risques et charges (compte 158)

Titre 4.

LA GESTION PLURIANNUELLE

FICHE 4.1. VOTE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) ET D'ENGAGEMENT (AE)

Textes de référence

CGCT [Article L.3312-4](#)

CGCT [Article R.3312-3](#)

CGCT [Article D.5217-11](#)

M57 : [Gestion pluriannuelle](#)

Le règlement budgétaire du Département précise les modalités de gestion en autorisation de programme ou autorisation d'engagement

Le Conseil départemental vote, révisé les autorisations de programme et autorisations d'engagement par délibération distincte lors de l'adoption du budget.

Une fois votées, les autorisations de programme/ autorisations d'engagement doivent faire l'objet d'une affectation.

Définitions

Rappel réglementaire

La gestion en AP/AE et CP constitue une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Cette procédure permet au Département de ne pas faire supporter à son budget sur un exercice l'intégralité du coût d'une opération pluriannuelle, mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice. L'équilibre du budget n'est jugé que sur les crédits de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article L.3312-4 du CGCT,

- la section d'investissement peut comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP).
- la section de fonctionnement peut comprendre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Conformément à l'article R.3312-3 du CGCT, les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à :

- une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par le Département (chapitres 20, 21, 23, opérations sous mandat (réalisées pour le compte d'un tiers)
- des subventions d'équipement versées à des tiers (23; 204).

Toutes les dépenses d'investissement, hormis les dépenses liées à la gestion de la dette, les participations et créances rattachées à des participations, les immobilisations financières et aux opérations d'ordre, peuvent faire l'objet d'une gestion en autorisations de programme.

En fonctionnement, la gestion pluriannuelle est réservée aux dépenses résultant de conventions, de délibérations ou de décisions au titre desquelles le Département s'engage au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers.

Les frais de personnel ou de gestion de la dette ne peuvent pas faire l'objet d'une gestion en autorisation d'engagement.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal utilise différents types d'AP ou AE

L'Autorisation de Programme individuelle

Objet financé L'Autorisation de Programme individuelle est créée pour un projet dont l'importance politique et financière justifie de l'assimiler à un programme. Elle est indivisible et répond essentiellement à une logique d'opération dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département. Le montant de l'Autorisation de Programme individuelle est dès son origine, égal au coût estimé de l'opération.

Exemples la réhabilitation du collège de St-Mamet ou le contournement de St-Flour (PPP 926)

Durée de vie Ces AP ont une durée de vie correspondant à celle du projet.

L'Autorisation de Programme globale

Objet financé L'Autorisation de Programme globale est créée pour représenter un ensemble cohérent d'opérations pour lequel un programme d'interventions homogènes a été défini, mais qui ne sont pas nécessairement identifiées lors de la création de l'Autorisation de Programme.

Exemples le programme routier concernant le réseau structurant classé en niveau 1 (RS1) ou le programme de rénovation des façades dans les collèges

Durée de vie La durée de vie de ces AP est fixée au moment de la délibération de création, en règle générale la durée est liée au mandat de l'Assemblée. La durée de vie est au moins de 3 ans.

L'Autorisation de Programme de subvention

Objet financé Les AP de subvention sont créées en lien avec un programme départemental défini dans un cadre contractuel concernant des projets structurants subventionnés. Elles facilitent ainsi le suivi pluriannuel des investissements contractualisés (subventions d'équipement).

Exemples le Fonds Cantal développement ou le THD

Durée de vie Ces AP ont une durée de validité équivalente à celle du contrat ou de la convention.

L'Autorisation de programme de projet

Objet financé Il peut être créé, le cas échéant une Autorisation de projet, qui concerne des opérations d'envergure. Elle permet le lancement des opérations préalables comme les études afin de finaliser la programmation.

Exemple AP relative au contournement d'Aurillac

Durée de vie Dès lors que la programmation technique et financière le permet ces AP sont transformées en AP individuelle ou globale.

L'Autorisation d'Engagement

Objet financé Très exceptionnellement, le Département peut voter des autorisations d'engagement. Les AE constituent une exception, et de manière générale, sont destinées à financer les engagements contractuels pluriannuels. Les AE sont systématiquement adossées à une convention qui définit précisément les engagements financiers du Département par exercice.

Exemple d'exception AE relative à la convention agricole

Durée de vie Ces AE ont une durée de validité équivalente à celle du contrat ou de la convention.

Lien entre AP/AE et CP

Les montants des AP et des AE constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagés pour le financement du programme identifié.

Les montants des CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées et payées sur un exercice budgétaire.

Chaque AP/AE comporte la répartition prévisionnelle par exercice des CP correspondants. Toute nouvelle AP ou AE ouverte engage à couvrir par des crédits de paiement de l'exercice en cours et/ou des exercices futurs le montant de l'AP/AE votée.

Vote par l'Assemblée des AP et AE

Rappel réglementaire

En application des dispositions de l'article R 3312-3 du CGCT, le Conseil départemental est compétent pour voter, réviser et annuler les autorisations de programme et les autorisation d'engagement.

Le Conseil départemental vote les autorisations par délibération distincte lors de l'adoption du budget.

La somme des crédits de paiement de l'échéancier prévisionnel doit toujours être égale au montant global de l'AP ou AE.

Une annexe budgétaire M57 récapitule les autorisations votées.

Une autorisation de programme, comme une autorisation d'engagement, peut couvrir une ou plusieurs imputations comptables.

L'article D.5217-11 du CGCT permet l'affectation des autorisations de programme ou des autorisations d'engagement (AP ou AE) sur plusieurs chapitres.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal vote et révisé les AP / AE lors de l'adoption du budget primitif, par délibération séparée qui comporte un échéancier des crédits de paiement pour chaque programme (et non par opération). Les autorisations peuvent exceptionnellement être votées ou révisées lors d'une autre étape budgétaire.

Chaque AP/AE se caractérise par les éléments suivants :

- Sa typologie (AP individuelle, globale...);
- Un millésime correspondant à l'année de son vote ;
- Un objet ;
- Sa durée prévisionnelle ;
- Le programme auquel elle se rattache ;
- Son montant ;
- Un échéancier prévisionnel de consommation en crédits de paiement.

Cet échéancier doit être communiqué par les directions opérationnelles à la Direction des Finances pour soumettre les AP/AE au vote de l'Assemblée départementale.

Le vote en AP/AE ne porte pas sur des recettes.

Les échéanciers de crédits de paiement (CP)

Chaque Autorisation de Programme ou d'Engagement comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Le Département du Cantal...

- Les directions opérationnelles peuvent effectuer des virements de CP entre lignes de crédits de paiement, au sein d'une même AP, dans le respect du montant total de l'AP et du montant voté des crédits de paiement de l'exercice.

- Seule la direction des finances peut effectuer des virements de CP entre des lignes de crédits de paiements afférents à des programmes différents qui impactent les échéanciers votés par l'Assemblée départementale. Le nouvel échéancier doit être soumis au vote de l'Assemblée départementale.

Révision d'une AP / AE

La révision d'une AP / AE consiste en la modification du montant déjà voté (à la baisse comme à la hausse) par délibération en Conseil départemental à l'occasion d'une décision budgétaire.

La révision d'une AP / AE entraîne nécessairement une mise à jour de l'échéancier des crédits de paiement.

FICHE 4.2. CYCLE DE VIE DES AP : AFFECTATION / CADUCITE / CLOTURE

Textes de référence

CGCT Article R 3312-3

CGCT Article L 5217-10-8

CGCT Article D 5217-11

M57 : Gestion pluriannuelle

Une AP est votée par programme mais pour sa mise en œuvre comptable l'AP doit être affectée à une ou plusieurs opérations. L'affectation d'une AP à une ou plusieurs opération(s) permet sa mise en œuvre comptable.

La caducité se définit comme le délai maximum au-delà duquel une autorisation de programme ou une autorisation d'engagement votée ne peut plus être affectée.

Définition

Les projets, constitués soit d'un projet particulier soit d'un ensemble d'opérations homogènes, peuvent faire l'objet d'un financement par autorisation de programme.

Les opérations qui constituent l'AP sont soit :

- précisément connues dès le vote de l'AP,
- définies au fur et à mesure de leur concrétisation. Dans ce cas, elles sont "affectées".

L'affectation (acte comptable) consiste, après l'individualisation d'une action (acte politique), à réserver tout ou partie de l'autorisation de programme ou d'engagement votée, pour la réalisation d'une ou plusieurs opérations.

L'affectation matérialise comptablement la décision de l'ordonnateur de mettre en réserve un montant de crédits déterminé pour une opération d'acquisition, de réalisation ou d'attribution d'un concours financier, lorsque cette opération est réalisée par un tiers.

L'affectation doit comporter un objet, un montant, un délai et mentionner l'autorisation de programme ou d'engagement de rattachement.

Affectation à une opération

Affectation initiale à une opération

Une **opération** est la déclinaison technique ou fonctionnelle d'un programme projet / action. Un programme comporte une ou plusieurs opérations.

Une opération d'investissement se traduit concrètement par :

- l'acquisition ou la réalisation d'immobilisations (exemple : la construction d'un collège, un itinéraire routier ex. RD 922),
- le versement de subventions et fonds de concours d'investissement pour des opérations conduites par d'autres maîtres d'ouvrage (exemple : subventions à des communes).

L'affectation consiste à déterminer la part du montant de l'AP ou de l'AE qui revient à chacune des opérations constituant le programme.

Modalités : l'Assemblée délibérante ou la Commission permanente (par délégation) décide d'attribuer à une opération déterminée (maîtrise d'ouvrage ou subvention), tout ou partie d'une autorisation de programme ou d'engagement (préalablement ou concomitamment votée). L'affectation matérialise comptablement cette décision dans la limite de l'autorisation votée.

L'affectation à une opération permet l'engagement (juridique) et autorise le démarrage technique et financier de l'opération.

Révision du montant affecté à une opération

La révision d'une affectation intervient lorsque le montant affecté à une opération doit être modifié. Cette révision fait l'objet d'une nouvelle décision prise par l'organe qui a procédé à l'affectation.

Le Conseil départemental, ou la Commission permanente par délégation reçue à cet effet, crée, révisé, clôture ou annule les affectations aux opérations. Ces révisions ne peuvent intervenir que dans la limite des crédits de l'AP/AE votée.

Le Département du Cantal...

L'affectation est prioritairement effectuée dans le cadre de la délibération créant l'AP ou l'AE. Par exception, elle peut être réalisée dans l'exercice de vote de l'autorisation.

La Commission permanente reçoit délégation du Conseil départemental pour l'affectation des crédits aux opérations proposées par le Président.

La Direction des Finances sur demande des gestionnaires crée les opérations et procède à l'affectation initiale. Les révisions sont réalisées et proposées à la Commission permanente ou l'Assemblée départementale par les directions opérationnelles.

Annulation d'affectation

Toute affectation d'AP/AE peut également donner lieu à une annulation (désaffectation).

- L'annulation de l'affectation à une opération a pour effet d'abonder le disponible pour affecter de l'AP/AE à une autre opération.
- Le disponible qui n'est pas réaffecté immédiatement à une autre opération se voit appliquer les règles de caducité.

L'annulation de l'affectation doit être validée par l'instance décisionnelle (Conseil départemental ou Commission permanente) qui a autorisé son ouverture.

La caducité d'affectation

Afin de réguler le stock des AP/CP, il est nécessaire de déterminer des règles de caducité.

Les Autorisations de Programme non affectées dans l'année sont caduques. Les Autorisations de Programme devenues caduques sont annulées par l'Assemblée en totalité ou pour la partie non affectée.

Le Département du Cantal...

Tout reliquat est gelé entre le 1^{er} janvier de l'année suivante et le vote du Compte Administratif de l'exercice achevé. Lors de celui-ci, le Président présente au Conseil départemental le récapitulatif des montants des autorisations de programme et des autorisations d'engagement votées ramenées au montant affecté.

Les AP/AE n'ayant donné lieu à aucun engagement ou mandatement sur une période de deux exercices comptables consécutifs sont considérées comme caduques.

La clôture des AP/AE

En application de l'article L.5217-10-7 du CGCT, les AP demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation/clôture.

Le Conseil départemental est seul compétent pour clôturer une AP/AE, sauf dans les cas de caducité précédemment définis, pour lesquels l'annulation est automatique.

Une autorisation de programme / autorisation d'engagement est clôturée lorsque :

- les opérations qui composent l'AP sont soldées ;
- la réalisation de l'opération ou des opérations constituant l'AP sont abandonnées ou annulées.

La Direction des Finances procède à une sortie du stock d'AP/AE après avoir égalisé les montants affectés, engagés et mandatés sur l'AP/AE.

La clôture interdit toute nouvelle opération de gestion sur cette AP/AE.

Modalités d'information de l'Assemblée départementale

Les AP / AE sont votées par l'Assemblée départementale.

Le Département du Cantal...

Lors des décisions budgétaires :

- les nouvelles autorisations de programme sont présentées avec leur échéancier ;
- les échéanciers des autorisations en cours peuvent être ajustés.

Une présentation de l'état d'avancement des AP/CP est annexée à la délibération relative au compte administratif.

Le report des crédits de paiement afférent à une AP / AE

Le vote d'une Autorisation de Programme ou d'Engagement permet de séparer la possibilité d'engagement de la capacité de mandatement. Ainsi le report en fin d'exercice des crédits de paiement non mandatés afférents à une Autorisation de Programme ou d'Engagement n'est pas nécessaire.

Le Département du Cantal...

Le Département du Cantal vote son budget primitif pour l'exercice N avant le 31 décembre N-1, de ce fait, la collectivité ne peut pas procéder au lissage des échéanciers de CP entre les deux exercices dès la séance de vote du budget primitif.

Le Département constate le report de crédits de paiement afférents aux **AP individuelles** dans l'année où l'achèvement technique de l'opération est prévu afin de permettre l'ajustement de l'échéancier des crédits de paiement et le solde de l'opération concernée.

FICHE 4.3. LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Textes de référence :

CGCT Article L 3312-4

M57 Gestion pluriannuelle

Le plan pluriannuel des investissements (PPI) est, en premier lieu, l'outil de planification des investissements déclinant les objectifs du mandat.

Il est élaboré en tenant compte du coût complet prévisionnel des projets, du rythme de réalisation de chacun des investissements ainsi que des capacités d'investissement tant sur le plan technique que financier.

Par dérogation au principe de l'annualité budgétaire, il peut être décliné en autorisations de programme et crédits de paiement.

Le plan pluriannuel d'investissement (PPI)

La planification est la mise en adéquation des projets, de la stratégie financière du Département et des moyens techniques, humains qui y sont alloués.

Pour les crédits gérés sous forme d'autorisation de programme (AP), cela signifie que la somme des échéanciers des crédits de paiement doit correspondre à la capacité de paiement de la collectivité. Réciproquement, un programme sous forme d'AP ne peut être lancé que si son développement reste cohérent, année après année, avec les objectifs d'équilibre financier de la collectivité.

Le PPI ne se limite pas à recenser les AP votées ou à soumettre au vote :

il inclut des opérations qui ne sont pas prévues budgétairement en AP mais qui sont votées en crédits de paiement (ex travaux hors programmes)

il dépasse le strict cadre du budget voté puisqu'il inclut également les projets soumis à arbitrage de l'exécutif, qui ne seront peut-être jamais soumis à l'Assemblée

il fait apparaître les priorités de réalisation, les opérations impératives ou celles pouvant être décalées.

Le Département du Cantal

Le Département du Cantal établit un Plan Pluriannuel d'Investissement (P.P.I.) qui est la traduction concrète de la programmation départementale. Il retrace l'ensemble des prévisions de dépenses d'investissement à l'horizon de 3 ans en les présentant à la fois en stock sur l'ensemble de la période mais également par tranche annuelle.

Les recettes affectées et notamment les subventions d'équipement que le Département pourrait obtenir figurent également dans le PPI, et sont prises en considération dans les arbitrages avec les dépenses correspondantes.

La politique pluriannuelle d'investissement mise en œuvre par le Département au travers des Autorisations de Programme et des Crédits de paiements découle directement de cette programmation et des arbitrages effectués.

Modes opératoires

Le PPI est saisi dans l'outil dédié – PPI FININDEV

La Direction des Finances assure la cohérence de l'architecture du PPI en tant qu'administrateur, et gère la structuration.

Les directions opérationnelles alimentent et mettent à jour leur programmation financière.

Calendrier

La Direction des Finances arrête deux fois par an une situation du PPI :

- lors des arbitrages budgétaires dans le cadre de la préparation du budget primitif ;
- lors du budget supplémentaire, pour intégrer les ajustements de planification et les nouveaux projets.

Titre 5. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

FICHE 5.1. LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Textes de référence :

Les engagements hors bilan : [site internet](#)
Directive 2006/46/CE du 14 juin 2006

La fiabilité des comptes implique nécessairement que le lecteur « extérieur » dispose d'informations financières suffisamment précises et exhaustives pour comprendre d'une part l'évolution des charges, des produits et des principaux éléments du patrimoine de la collectivité et d'autre part, les engagements financiers auxquels la collectivité est tenue ou risque de l'être.

Certains engagements contractés par la collectivité ne peuvent pas faire l'objet d'écritures et ne se retrouvent pas retranscrits dans ses comptes. Pourtant, ils doivent être portés à la connaissance des citoyens et des partenaires financiers pour permettre une bonne lecture de la situation financière de la collectivité. À cet égard, ne sont pris en compte que les engagements présentant un impact financier significatif.

L'instruction M57 impose de préciser la nature de ces engagements dans plusieurs annexes.

La directive 2006/46/CE du 14 juin 2006 précise :

« Une opération hors bilan » peut être toute transaction ou tout accord entre un organisme et une ou plusieurs entités et qui n'est pas inscrit au bilan. Les opérations « hors bilan » présentent, pour une société des risques et des avantages dont la connaissance pourrait être utile à l'appréciation de la situation financière de celle-ci.

Trois caractéristiques définissent les engagements hors bilan :

- des droits et obligations susceptibles de modifier le montant ou la consistance du patrimoine de la collectivité
- des engagements ayant des conséquences financières sur les exercices à venir
- subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures.

Selon les maquettes budgétaires M57, sont considérés comme traitant des engagements hors bilan les annexes relatives aux :

- Emprunts garantis,
- Contrats de crédit-bail,
- Contrats de partenariat public privé (PPP),
- Engagements donnés, dont les subventions en annuités
- Engagements reçus.

Afin les maquettes présentent aussi en engagements hors bilan :

- l'état des autorisations de programme, état des autorisations d'engagement,
- l'emploi des recettes grevées d'affectation spéciale.

FICHE 5.2. LES GARANTIES D'EMPRUNT

Textes de référence :

CGCT Article L 3231-4 à 3231-5

Dans le cadre de l'exercice de leurs compétences, les départements ont la possibilité d'intervenir en garantissant les emprunts d'un tiers (articles L 3231-4 à 3231-5 du CGCT).

Une garantie d'emprunt est un engagement par lequel le garant assure le paiement des sommes dues au titre du prêt garanti en cas de défaillance de l'emprunteur.

Définition

Rappel réglementaire

Une garantie ne peut être accordée que pour des emprunts. Aucune autre forme de dette ou modalités de financement ne peut bénéficier de cette garantie. En conséquence les loyers, annuités de crédit-bail ainsi que les lignes de crédit ou les avances de trésorerie sont exclus de ce dispositif.

Pour les collectivités locales, l'octroi de telles garanties constitue une aide économique indirecte permettant à l'emprunteur de souscrire des emprunts à des conditions préférentielles. Cette aide ne nécessite pas d'inscription budgétaire mais constitue néanmoins un engagement financier qui est retracé dans les engagements hors bilan.

Les collectivités locales peuvent accorder leur garantie à des emprunts contractés par :

- des personnes de droit public ;
- des personnes de droit privé, à condition de respecter les trois règles cumulatives prudentielles posées par la loi du 5 janvier 1988.

Règles prudentielles

Il s'agit de respecter trois ratios.

Plafonnement à 50% par rapport aux recettes réelles de fonctionnement

Le montant total des annuités d'emprunts garanties à échoir au cours de l'exercice majoré du montant des annuités de la dette de la collectivité ne peut excéder 50% des recettes réelles de la section de fonctionnement.

Division des risques

Le montant des annuités garanties au profit d'un même débiteur ne doit pas être supérieur à 10 % du montant total susceptible d'être garanti.

Partage des risques

La quotité maximale susceptible d'être garantie par une ou plusieurs collectivités sur un même emprunt est fixée à 50% ; un emprunt ne peut être totalement garanti par une ou plusieurs collectivités (80% pour les opérations d'aménagement). Cette disposition n'est pas applicable aux organismes d'intérêt général.

Par exception les personnes morales de droit privé **ne sont pas soumises à ces règles prudentielles pour certaines opérations** :

- la construction, l'acquisition ou l'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ou les sociétés d'économie mixte ;
- la construction, l'acquisition ou l'amélioration de logements bénéficiant d'une subvention de l'Etat ou adossées en tout ou partie à des ressources défiscalisées, ou réalisées avec le bénéfice de prêts aidés par l'Etat ;
- pour des opérations en application du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) prévu à l'article 2 de la loi du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement.

Deux types de garanties d'emprunt sont explicitement interdits :

- Les garanties en faveur d'associations, de groupements sportifs et de sociétés anonymes à objet sportif (code du sport – article L.113-1).
- Les garanties aux entreprises en difficulté (loi du 5 janvier 1988).

Le Département du Cantal...

La Commission permanente, par délégation de l'Assemblée départementale, délibère sur les demandes de garanties qui lui sont soumises et autorise le Président à signer tous les actes y afférents.

La délibération par laquelle le Département décide d'accorder une garantie doit déterminer avec précision la portée de son engagement, en particulier, l'objet, le montant et les caractéristiques des emprunts garantis ainsi que les conditions de mise en œuvre de la garantie du Département.

L'emprunteur est tenu de communiquer au Département :

- ses comptes certifiés à la fin de chaque exercice ;
- toute modification intervenant sur le prêt garanti, et notamment tout arbitrage.

La composition du dossier-type de demande de garantie d'emprunt à adresser au Département :

Afin d'être examinés, les dossiers doivent comporter toutes les pièces nécessaires à la bonne appréciation du risque pour le Département, selon la nature du projet et son porteur :

- les statuts et le récépissé de déclaration à la Préfecture pour les associations ;
- les comptes financiers certifiés conformes : bilans, comptes de résultat ;
- les comptes d'exploitation et annexes des trois derniers exercices écoulés ;
- le rapport moral et d'activités des trois derniers exercices ;
- la délibération du conseil d'administration de l'organisme ou du Conseil municipal de la commune autorisant la réalisation de l'opération ;
- la note de présentation de l'opération envisagée ;
- le plan de financement définitif ;
- les caractéristiques du prêt envisagé (nature, montant, taux, autres conditions) avec le projet de contrat de l'organisme prêteur qui sera joint en annexe à la délibération.

Convention liée à l'apport de la garantie du Département

Le Président du Conseil départemental signe une convention avec l'emprunteur qui précise les engagements réciproques et prévoit d'éventuelles contre-garanties (hypothèque, nantissement, caution personnelle du dirigeant ou promesse d'affectation hypothécaire) en cas de défaillance de l'emprunteur.

La collectivité s'engage à garantir auprès du créancier le paiement des échéances dans le cas où l'emprunteur ferait défaut. Il s'agit d'une dépense obligatoire à inscrire au budget.

Si la mise en jeu de la garantie d'emprunt ne peut être évitée, la convention prévoit que l'organisme est tenu de procéder au remboursement des annuités prises en charge par le Département selon un échéancier négocié.

Il est alors demandé à l'organisme d'ouvrir dans sa comptabilité un compte retraçant l'avance du Département précisant :

- au crédit : le montant des versements effectués par le Département, soit à l'organisme, soit directement à l'établissement prêteur ;
- au débit : le montant des remboursements effectués par l'organisme.

Le solde créditeur constituera ainsi le montant de la dette de l'organisme vis-à-vis du Département.

Les modalités de remboursement de cette avance figurent dans la convention liant l'emprunteur au Conseil départemental.

Domaines d'intervention en garanties du Département :

Le Département intervient en garantie dans les domaines relevant de ses compétences, en fonction des évolutions législatives ce périmètre peut être revu. Les garanties départementales peuvent être octroyées dans les domaines ci-dessous et selon les conditions suivantes.

- Logement social :

La garantie du Département peut être apportée à hauteur de 50 % maximum aux prêts souscrits par les sociétés d'HLM pour la réalisation de travaux de construction, de rénovation ou de réhabilitation de logements sociaux.

- Maisons de retraite et établissements et services sociaux ou médico-sociaux :

Le Département peut accorder sa garantie aux maisons de retraite, foyers d'hébergement ou autres établissements habilités totalement ou partiellement à l'aide sociale, dans le cadre d'une garantie conjointe avec la commune concernée. La participation du Département sera limitée à 50 %.

Pour les établissements sanitaires et sociaux non habilités à l'aide sociale, aucune garantie départementale n'est accordée, sauf délibération expresse du Conseil départemental à titre dérogatoire et dans la limite de 50%.

- Équipements touristiques :

La garantie départementale ne peut être accordée que pour les seules opérations concédées ou menées par des organismes satellites du Département. Cette garantie est apportée à hauteur de 50 % et dans la limite des conditions réglementaires.

- Économie :

Aucune garantie départementale n'est accordée. Le Conseil départemental peut par délibération décider d'apporter la garantie du Département jusqu'à 50% à une opération dérogeant en la matière sous réserve du respect de la réglementation relative aux garanties d'emprunt rappelée plus haut.

FICHE 5.3. LE CREDIT BAIL

Textes de référence

Code monétaire et financier [art. L 313-7 à 313-11](#)

Le crédit-bail est un contrat de financement pour l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier.

En tant que contrat de financement, le recours au crédit-bail est expressément décidé par l'Assemblée départementale.

Principe

Son principe est simple : la collectivité acquiert un bien en payant une redevance.

Au terme du contrat, elle dispose de la faculté :

- soit d'acquérir définitivement le bien et paye dans ce cas, la soulte (« elle lève l'option »).
- soit de ne pas acquérir le bien, dans ce cas le loueur (« crédit bailleur ») reste propriétaire du bien.

Juridiquement, le locataire ne devient propriétaire de l'objet du contrat qu'au terme de ce dernier à la levée de l'option.

Information

L'engagement de la collectivité ou de l'établissement est porté à la connaissance des tiers par l'annexe jointe aux documents budgétaires de la collectivité.

Tous les contrats de location avec option d'achat même s'ils ne sont pas formellement désignés comme étant un contrat de crédit-bail stricto sensu sont enregistrés en tant qu'engagement hors bilan. Leur enregistrement est porté sur l'annexe relative au crédit-bail.

Titre 6.

LES SUBVENTIONS ACCORDEES PAR LE DEPARTEMENT

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Règlement comptable et financier des aides du Département

Le Département dans le cadre de ses politiques accorde des subventions ou concours en section de fonctionnement ou des subventions d'équipement en investissement. Il peut également attribuer des avances remboursables.

Le présent règlement vise à encadrer la gestion financière de ces dispositifs.

Exceptions

Les aides à caractère social ne sont pas visées par le présent règlement, elles relèvent du règlement départemental d'action sociale, sauf disposition contraire dûment précisée par la décision d'attribution.

De même, les subventions accordées par la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) relèvent des règles spécifiques venant de la CNSA non régies par le présent règlement.

Par ailleurs, le règlement budgétaire et financier ne s'applique pas aux aides mises en œuvre dans le cadre de la délégation de gestion de fonds structurels sous forme de subventions globales.

Article 1^{er} :

Les subventions d'équipement versées par le Département se répartissent en interventions territorialisées et en politiques départementales.

Les actions territorialisées concernent :

- Le fonds Cantal Solidaire,
- Le contrat Cantal Développement,
- Le fonds Cantal Innovation,
- Le fonds Cantal Villes.

Les interventions non territorialisées du Département relèvent des politiques sectorielles départementales.

Article 2 :

Les subventions, fonds de concours, avances remboursables, garanties d'emprunt sont attribués pour participation au financement d'équipements présentant un intérêt départemental direct ou au financement des dépenses de fonctionnement liées à des opérations d'intérêt départemental direct.

Ils répondent à une ambition de solidarité territoriale.

Les dispositifs d'intervention arrêtés par le Département précisent :

- la nature de l'aide,
- la ou les catégories de bénéficiaires,
- la nature des dépenses éligibles et le périmètre des actions subventionnables,
- les modalités de calcul : taux maximal de subvention, les montants planchers ou plafonds,
- les obligations des bénéficiaires.

Une convention fixe en tant que de besoin les modalités particulières.

Article 3 :

En application des dispositions de chaque dispositif d'intervention, les subventions départementales sont calculées sur la base d'un barème ou d'un pourcentage de devis estimatif accepté ou, le cas échéant, de la dépense subventionnable :

- si le montant des dépenses effectivement engagées et justifiées pour la réalisation du programme subventionné est inférieur au montant pris en compte pour le calcul de la subvention, celle-ci sera ramenée au prorata du coût réel de l'opération (avec une tolérance de 10% sur l'assiette des dépenses éligibles pour les subventions de fonctionnement d'un montant inférieur à 1 500 euros),
- si le montant de ces dépenses est supérieur au montant pris en compte dans le calcul de la subvention, tout en restant inférieur au plafond éventuel des dépenses subventionnables, la subvention attribuée ne peut être réévaluée.

Ce régime est applicable à toutes les personnes morales ou physiques attributaires de subventions du département.

Article 4 :

Dans le cadre de l'attribution d'une aide départementale, en fonction des projets, le bénéficiaire devra apposer la mention « **Cantal Mon Département** » et/ou « **Cantal Auvergne- A la hauteur de vos projets** » afin de souligner le partenariat et valoriser l'image du Conseil départemental du Cantal. Les moyens et supports de communication et/ou immobiliers de cette aide doivent être proportionnés, appropriés et respecter les prescriptions du Conseil départemental. Les services du Département apporteront les précisions nécessaires à chaque projet au travers des convention et/ou décisions attributives.

Article 5 :

Sauf disposition contraire prévue par les dispositifs adoptés par le Conseil départemental seuls sont retenus les projets pour lesquels l'application des modalités de calcul de l'aide permet le versement d'une subvention supérieure à 200 euros en fonctionnement et 1 000 euros en investissement. Par dérogation les aides aux personnes physiques (bourses, aides au déplacement par exemple) ne sont pas soumises aux plafonds précédents.

Article 6 :

Le dépôt d'une demande de financement auprès du Conseil départemental déclenche l'autorisation de démarrage anticipé à la date d'accusé de réception ou d'enregistrement dans les services du Conseil départemental du dossier complet, sans prévaloir de l'engagement financier du Conseil départemental à un soutien de cette opération.

Toute dépense engagée avant le dépôt du dossier de demande de subvention n'est pas recevable.

Article 7 :

Concernant les aides aux collectivités, le niveau d'endettement, l'effort fiscal ou le niveau de tarification des services par exemple pourront être pris en compte pour moduler le niveau d'intervention du Département. Les dispositifs d'aide du Département préciseront les modalités de cette prise en compte.

Article 8 :

Les dispositifs particuliers du Département précisent la composition du dossier de demande d'aide. D'une manière commune à toute demande celui-ci comporte :

- une demande adressée à Monsieur le Président du Conseil départemental par le maître d'ouvrage ou son représentant,
- en fonction du demandeur : une délibération du Conseil Municipal, Comité Syndical ou Conseil Communautaire, une décision du Conseil d'Administration pour une association,
- une note de présentation du projet et de motivation, devis descriptif et estimatif, plans, attestation de maîtrise foncière, calendrier et mode de réalisation,
- plan de financement du projet (prêts, subventions sollicitées, autofinancement),
- relevé d'identité bancaire.

D'autres pièces peuvent être demandées en fonction de la nature des opérations.

Article 9 :

Chaque dispositif prévoit le calendrier applicable à la programmation considérée. Dans le cas d'opérations inscrites à un programme pluriannuel, les demandes de subvention devront se conformer au calendrier prévu dans le cadre contractuel.

Les modalités de dépôt sont précisées dans chacun des dispositifs, elles peuvent être dématérialisées. Un accusé de réception de dossier complet sera adressé au demandeur après instruction.

Article 10 :

Cas particulier du guichet unique service instructeur (GUSI) FEADER:

Dans le cas d'opérations pour lesquelles le porteur de projet sollicite une aide au titre du programme européen FEADER, le Conseil départemental accepte le principe du guichet unique d'instruction et par voie de conséquence reconnaît le principe et le contenu du formulaire unique de demande de subvention (reprenant notamment : l'identification du demandeur, les caractéristiques du projet, le calendrier de l'opération, le plan de financement).

Par dérogation, dès lors que le dossier aura été enregistré et transmis au Conseil départemental par le GUSI, le courrier de demande spécifiquement adressé au Président du Conseil départemental ne sera pas exigé.

L'accusé de réception émis par le GUSI est réputé valable pour tous les cofinanceurs, il ne vaut pas notification d'aide mais acte la date commune d'éligibilité des dépenses considérées

Article 11 :

Chaque décision attributive de subvention ou du fonds de concours indique le bénéficiaire, les caractéristiques de l'opération subventionnée, le montant de la dépense subventionnable, ainsi que le montant de la subvention ou du fonds de concours et les modalités de paiement de cette dernière.

Article 12 :

Le maître d'ouvrage, bénéficiaire d'une décision attributive de subvention ou d'un fonds de concours, dispose d'un délai de 3 ans pour présenter les pièces justificatives exigibles pour son paiement, à compter de la date de la décision attributive de subvention ou du fonds de concours. A défaut, la décision d'octroi de subvention ou d'un fonds de concours sera rapportée ou fera l'objet d'un arrêté d'annulation.

Toutefois, si le maître d'ouvrage en fait la demande motivée avant le terme du délai sus-indiqué, le Président du Conseil départemental peut prolonger la validité de la décision attributive dans la limite de deux années supplémentaires.

Article 13 :

Les maîtres d'ouvrage pourront bénéficier du paiement de la subvention ou du fonds de concours sur justification du service fait, attesté par la fourniture des documents suivants :

- facture(s) ou décompte définitif des travaux établi par l'entrepreneur ou le Maître d'oeuvre, visé(es) par le maître d'ouvrage et certifié(es) acquitté(es) par le comptable public pour les organismes publics, ou copie du livre des écritures comptables réalisées certifiées par le comptable ou, pour les entreprises et organismes privés, les factures acquittées par les fournisseurs et/ou l'expert comptable.
- plan de financement définitif de l'opération (faisant apparaître clairement l'ensemble des

cofinancements obtenus) + pour les maîtres d'ouvrages publics, une copie des arrêtés ou décisions d'attribution de ces aides.

- attestation d'achèvement de l'opération établie par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.
- pour le versement du solde : production de la preuve d'affichage du soutien du Département pour les projets étant soumis à cette obligation.

Acomptes :

Sur demande du bénéficiaire et justification des dépenses correspondantes, des acomptes peuvent être versés lorsque les justifications portent sur au moins 40% puis 80% de la dépense prise en compte pour le calcul de la subvention.

Les acomptes sont des "à valoir" et non des versements définitivement acquis au maître d'ouvrage. Au cas où des travaux ou l'exécution des fournitures ne seraient pas menés à leur terme, ou si les acomptes étaient affectés à des travaux ou à des fournitures auxquels ils n'étaient pas destinés, non seulement le solde ne serait pas versé, mais le montant des acomptes déjà perçus devrait être reversé.

Article 14 :

Il sera exigé du bénéficiaire le remboursement de toute subvention ou acompte qui seraient détournés de l'affectation pour laquelle ils ont été attribués. Dans ce cas, un ordre de reversement sera émis.

Article 15

Le règlement budgétaire et financier ne s'applique pas aux aides mises en œuvre dans le cadre de la délégation de gestion de fonds structurels sous forme de subventions globales.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-42

Budget Primitif 2023

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour et 4 abstentions (Pierre MATHONIER, Valérie RUEDA, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL).

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD06-34 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant la convention pluriannuelle de partenariat 2022-2024 entre le Conseil départemental et le SDIS ;

- **ADOpte** le Budget Primitif pour 2023 du Département qui s'équilibre, pour le Budget principal, à la somme de 468 430 673 € et à 453 915 € pour le Budget annexe de la Conférence des financeurs.
Le budget 2023 est voté par nature et par chapitre conformément au document annexé.

- **ADOpte** la contribution annuelle au SDIS à hauteur de 7 151 000 € en fonctionnement et 340 000 € en investissement.

- **APPROUVE** l'avenant à la convention pluriannuelle avec le SDIS confirmant les contributions du Département pour 2023 et précisant certaines modalités de mutualisation dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

- **DONNE** un avis favorable à l'adhésion annuelle 2023 aux différents organismes : l'Association Nationale des Élus de Montagne (ANEM), l'Association Finances Gestion Évaluation (AFIGESE), l'Association de Soutien pour l'Exercice des Responsabilités Départementales et Locales (ASERDEL), l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes (IFACI), l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association Française Conseil de Communes et Régions d'Europe.

Publication : 15-12-2022

Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL : CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22150001000014

POSTE COMPTABLE : PAYEUR DEPARTEMENTAL DU CANTAL

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CD15 (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	16
D1 - Balance générale - Dépenses	18
D2 - Balance générale - Recettes	20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	34
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	37
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	43

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	46
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	47
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	53
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	54
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	55

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	57
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	58
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	59

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

 dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
 les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES		A

Informations statistiques		Valeurs
Population totale		165443

Informations fiscales (N-2)		Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)		437,55

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1240,88
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1393,14
3	Dépenses d'équipement brut / population	311,80
4	Encours de dette / population (2) (3)	284,83
5	DGF / population	25,80%
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	24,70%
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	22,38%
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	58,64%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	10,93%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
	I
	B
<p>I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».</p> <p>III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) :</p> <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>	

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)			C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0.00	0.00	0.00	A1 0.00
Investissement	0.00		(3)	A2 0.00
Fonctionnement	0.00	0.00	(4)	A3 0.00

RESTES A REALISER N-1				
Dépenses		Recettes		Solde (B)
I + II	0.00	III + IV	0.00	B1 0.00
I	0.00	III	0.00	B2 0.00
II	0.00	IV	0.00	B3 0.00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0.00
Investissement	A2 + B2	0.00
Fonctionnement	A3 + B3	0.00

(1) Etat à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe « + » si dépenses > recettes, et « - » si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « + » si dépenses > recettes, et « - » si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « + » si déficit, et « - » si excédentaire.
(5) Indiquer le signe « + » si déficit et « - » si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS		A

VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	DEPENSES	RECETTES
		228 573 123,00	228 573 123,00
	+		+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00	(si solde positif)
			0,00
	=		=

Total de la section d'investissement (2)	228 573 123,00	228 573 123,00
--	----------------	----------------

VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	DEPENSES	RECETTES
		239 857 550,00	239 857 550,00
	+		+

REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	(si excédent)
			0,00
	=		=

Total de la section de fonctionnement (3)	239 857 550,00	239 857 550,00
---	----------------	----------------

TOTAL DU BUDGET (4)	468 430 673,00	468 430 673,00
---------------------	----------------	----------------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AP VOTEES			B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D AGMAT 2021/1	ACO MATERIELS ENGINS	21	510 000,00
D ACTE 2015/1	ACQUISITIONS TERRAINS	21	1 300 000,00
D HAIES 2023/1	AGROFORESTERIE ET HAIES 2023-2027	204	250 000,00
D ITAT 2015/1	AMENAGEMENT DE TRAVERSES	23	400 000,00
D ARAS 2015/1	ARASEMENT DE TALUS	23	1 400 000,00
D GALINOTTES 2021/1	CENTRE ACCUEIL GALINOTTES	23	1 000 000,00
D CISMAMURAC 2023/1	CONSTRUCTION DU CMS DE MAURIAC	23	1 500 000,00
D CRDART 2021/1	CONSTRUCTION DU CRD ARTENSE	23	500 000,00
D POLEEXCELL 2023/1	CONSTRUCTION DU POLE EXCELLENCE	23	4 000 000,00
D BAPRA 2023/1	CONSTRUCTION DU POLE ROUTIER D AURILLAC	23	7 500 000,00
D BAPR 2015/1	CONSTRUCTION POLE ROUTIER	23	1 000 000,00
D AGRI 2023/1	CONVENTION AGRICOLE 2023/2027-INVEST	204	5 325 000,00
D IETU 2015/1	ETUDES TOUTES R.D.	23	20 000,00
D ETU3 2021/1	ETUDES TRAVAUX ENVMT MO CD	20	30 000,00
D GTC 2023/1	GESTION TECHNIQUE DECENTRALISEE	23	1 200 000,00
D IRCH 2015/1	GROSSES REPARATIONS CHAUSSEES	23	4 000 000,00
D HDD 2021/1	HDD RENOVATION THERMIQUE	23	1 000 000,00
D MENCOLL 2021/1	MENUISERIES EXTERIEURES COLLEG	23	2 500 000,00
D PASTO 2023/2	MILLEU PASTORAL SUBVENTION INVESTISSEMENT	204	40 000,00
D ADAP 2022/1	MISE EN ACCESSIBILITE ADAP	23	2 000 000,00
D CONFLEC 2022/1	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE (1ERE TRANCHE)	23	1 000 000,00
D MODCOLL 2022/1	MODERNISATION COLLEGES ET DEMI-PENSIONS	23	1 000 000,00
D MODHD 2022/1	MODERNISATION HDD 2022-2024	23	7 000 000,00
D LOCAUX 2022/1	MODERNISATION HDD 2022-2024	23	1 000 000,00
D PANA 2015/2	MODERNISATION LOCAUX VIE CRD	23	1 000 000,00
D HARAS 2023/1	PATRIMOINE NATUREL	204	160 000,00
D COURS1T 2022/1	PROJET DE REHABILITATION TERRAIN HARAS	23	1 000 000,00
D CRDPIERREF 2022/1	REFECTION DES COURS 1ERE TRANCHE	23	500 000,00
D SSI 2022/1	REHABILITATION NOUVEAU CRD PIERREFORT	23	1 000 000,00
D IRIC 2015/1	REMPLACEMENT DES SSI	23	300 000,00
D MAIET 2021/1	RENOVATION COLL ST-MAMET	23	1 000 000,00
D SURETE 2022/1	RESEAU ITINERAIRES CYCLABLES	23	1 000 000,00
D TOIT 2021/1	SURETE COLLEGES	23	6 000,00
D DOMA 2015/1	TOITURES COLLEGES	23	1 000 000,00
D IROS 2015/1	TRX POUR ECHANGES DOMANIAUX	23	1 000 000,00
D IRZN 2015/1	TRX USURE ET PETITES OPER SECURITE	23	6 000 000,00
	ZONES D ACTIVITES NOUVELLES	23	300 000,00
TOTAL			58 741 000,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL		58 741 000,00
---------------	--	---------------

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL - BUDGET PRINCIPAL CD15 - BP (projet de budget) - 2023

- (1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AE VOTEES			B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
D BEA 2019/1	BEA J FERRY	011, 66	150 000,00
D AGRI 2023/2	CONVENTION AGRICOLE 2023/2027-FONCT	65	2 182 500,00
D ETU2 2015/3	ETUDES-ANIMATION ENVIRONNEMENT MO CT	65	230 000,00
D THDE 2015/2	SUBV.FONCT. TRES HAUT DEBIT	65	-19 000 000,00
TOTAL			-16 437 500,00
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			-16 437 500,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	1 724 823,00	0,00	1 724 823,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	11 555 800,00	0,00	11 555 800,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	4 684 500,00	0,00	4 684 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	33 273 000,00	0,00	33 273 000,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	51 238 123,00	0,00	51 238 123,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	67 150 000,00	0,00	67 150 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	67 150 000,00	0,00	67 150 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	335 000,00	0,00	335 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		0,00	0,00	118 723 123,00	0,00	118 723 123,00

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00		59 850 000,00	0,00	59 850 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		0,00		109 850 000,00	0,00	109 850 000,00

TOTAL	0,00	0,00	228 573 123,00	0,00	228 573 123,00
--------------	-------------	-------------	-----------------------	-------------	-----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	228 573 123,00
---	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	9 998 500,00	0,00	9 998 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	79 309 920,00	0,00	79 309 920,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	89 308 420,00	0,00	89 308 420,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	1 593,00	0,00	1 593,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	4 186 593,00	0,00	4 186 593,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	43 000,00	0,00	43 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	93 538 013,00	0,00	93 538 013,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		14 035 110,00	0,00	14 035 110,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	0,00		71 000 000,00	0,00	71 000 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		0,00		135 035 110,00	0,00	135 035 110,00

TOTAL	0,00	0,00	228 573 123,00	0,00	228 573 123,00
--------------	-------------	-------------	-----------------------	-------------	-----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	228 573 123,00
---	-----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

25 185 110,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 – RI 021 ; DI 040 – RF 042 ; RI 040 – DF 042 ; DI 041 – RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	21 159 574,00	0,00	21 159 574,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	51 257 490,00	0,00	51 257 490,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	3 126 000,00	0,00	3 126 000,00
016	APA	0,00	0,00	31 609 500,00	0,00	31 609 500,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	15 154 600,00	0,00	15 154 600,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	77 957 760,00	0,00	77 957 760,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
Total des dépenses de gestion courante		0,00	0,00	200 434 924,00	0,00	200 434 924,00
66	Charges financières	0,00	0,00	4 302 000,00	0,00	4 302 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	85 516,00	0,00	85 516,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		0,00	0,00	204 822 440,00	0,00	204 822 440,00

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		14 035 110,00	0,00	14 035 110,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		21 000 000,00	0,00	21 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		35 035 110,00	0,00	35 035 110,00

TOTAL	0,00	0,00	239 857 550,00	0,00	239 857 550,00
--------------	-------------	-------------	-----------------------	-------------	-----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 857 550,00
--	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	132 000,00	0,00	132 000,00
016	APA	0,00	0,00	9 817 000,00	0,00	9 817 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	7 966 500,00	0,00	7 966 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	2 895 000,00	0,00	2 895 000,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	68 838 300,00	0,00	68 838 300,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	61 820 000,00	0,00	61 820 000,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	66 238 750,00	0,00	66 238 750,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	12 300 000,00	0,00	12 300 000,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	230 007 550,00	0,00	230 007 550,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,00	230 007 550,00	0,00	230 007 550,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		9 850 000,00	0,00	9 850 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		9 850 000,00	0,00	9 850 000,00

TOTAL	0,00	0,00	239 857 550,00	0,00	239 857 550,00
--------------	-------------	-------------	-----------------------	-------------	-----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 857 550,00
--	-----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	25 185 110,00
---	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	67 150 000,00	100 000 000,00	167 150 000,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	1 724 823,00	0,00	1 724 823,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	11 555 800,00	0,00	11 555 800,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	4 684 500,00	0,00	4 684 500,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	33 273 000,00	850 000,00	34 123 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		4 000 000,00	4 000 000,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	335 000,00	0,00	335 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	118 723 123,00	109 850 000,00	228 573 123,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	228 573 123,00
---	-----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	21 159 574,00		21 159 574,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	51 257 490,00		51 257 490,00
014 Atténuations de produits	3 126 000,00		3 126 000,00
016 APA	31 609 500,00		31 609 500,00
017 RSA / Régularisations de RMI	15 154 600,00		15 154 600,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	77 957 760,00	0,00	77 957 760,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00		170 000,00
66 Charges financières	4 302 000,00	0,00	4 302 000,00
67 Charges spécifiques (9)	85 516,00	0,00	85 516,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	21 000 000,00	21 000 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		14 035 110,00	14 035 110,00
Dépenses de fonctionnement – Total	204 822 440,00	35 035 110,00	239 857 550,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 857 550,00
--	-----------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	9 998 500,00	0,00	9 998 500,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	79 859 920,00	100 000 000,00	179 859 920,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	1 593,00	0,00	1 593,00
28 Amortissement des immobilisations		21 000 000,00	21 000 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	43 000,00	0,00	43 000,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		14 035 110,00	14 035 110,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	135 000,00		135 000,00
Recettes d'investissement – Total	93 538 013,00	135 035 110,00	228 573 123,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	228 573 123,00
---	-----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	132 000,00		132 000,00
016 APA	9 817 000,00		9 817 000,00
017 RSA / Régularisations de RMI	7 966 500,00		7 966 500,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	2 895 000,00		2 895 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		850 000,00	850 000,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	68 838 300,00		68 838 300,00
731 Fiscalité locale	61 820 000,00		61 820 000,00
74 Dotations et participations (8)	66 238 750,00		66 238 750,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	12 300 000,00	0,00	12 300 000,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	9 000 000,00	9 000 000,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	230 007 550,00	9 850 000,00	239 857 550,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 857 550,00
--	-----------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		A

DEPENSES									
Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II
TOTAL	0,00	0,00	58 741 000,00	228 573 123,00	0,00	47 315 000,00	181 258 123,00	228 573 123,00	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	30 000,00	1 724 823,00	0,00	0,00	1 144 823,00	1 724 823,00	
204 Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	5 775 000,00	11 555 800,00	0,00	0,00	1 031 800,00	11 555 800,00	
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 810 000,00	4 684 500,00	0,00	0,00	2 646 500,00	4 684 500,00	
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	51 126 000,00	33 273 000,00	0,00	0,00	2 035 000,00	33 273 000,00	
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	58 741 000,00	51 238 123,00	0,00	44 380 000,00	6 858 123,00	51 238 123,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	67 150 000,00	0,00	0,00	67 150 000,00	67 150 000,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	67 150 000,00	0,00	2 600 000,00	64 550 000,00	67 150 000,00	
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	335 000,00	0,00	335 000,00	0,00	335 000,00	
Total des dépenses réelles	0,00	0,00	58 741 000,00	118 723 123,00	0,00	47 315 000,00	71 408 123,00	118 723 123,00	
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00	0,00	0,00	59 850 000,00	0,00	0,00	59 850 000,00	59 850 000,00	
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	50 000 000,00	0,00	0,00	50 000 000,00	50 000 000,00	
Total des dépenses d'ordre	0,00	0,00	0,00	109 850 000,00	0,00	0,00	109 850 000,00	109 850 000,00	

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)		0,00
Total des dépenses d'investissement cumulées		228 573 123,00

(1) Voir état 18 pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

- (3) Voir rétat II-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (4) Voir rétat IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RP 042).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RP 041).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2204.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
RECETTES			I		II	III = I + II
TOTAL		0,00	0,00	228 573 123,00	0,00	228 573 123,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	9 988 500,00	0,00	9 988 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	79 309 920,00	0,00	79 309 920,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	89 308 420,00	0,00	89 308 420,00
10	Dotation, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	1 593,00	0,00	1 593,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	4 186 593,00	0,00	4 186 593,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	43 000,00	0,00	43 000,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	93 938 013,00	0,00	93 938 013,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		14 035 110,00	0,00	14 035 110,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		71 000 000,00	0,00	71 000 000,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
Total des recettes d'ordre		0,00		135 035 110,00	0,00	135 035 110,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (8)						0,00
--------------------------------	--	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées						228 573 123,00
--	--	--	--	--	--	----------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL - BUDGET PRINCIPAL CD15 - BP (projet de budget) - 2023

- (2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
- (4) Les comptes 15, 20, 30, 40 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2204.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										A1
Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II	
TOTAL	0,00	0,00	58 741 000,00	228 573 123,00	0,00	47 315 000,00	181 258 123,00	228 573 123,00	III = I + II	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	30 000,00	1 724 823,00	0,00	580 000,00	1 144 823,00	1 724 823,00		
2031 Frais d'études	0,00	0,00		624 000,00	0,00	580 000,00	44 000,00	624 000,00		
2051 Concessions, droits similaires	0,00	0,00		1 100 823,00	0,00	0,00	1 100 823,00	1 100 823,00		
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	5 775 000,00	11 555 800,00	0,00	10 524 000,00	1 031 800,00	11 555 800,00		
204113 Subv. Etat : Projet infrastructure	0,00	0,00		286 800,00	0,00	0,00	286 800,00	286 800,00		
2041481 Subv. Autres cnes Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		794 820,00	0,00	694 820,00	100 000,00	794 820,00		
2041482 Subv. Autres cnes: Bâtiments installations	0,00	0,00		6 780 180,00	0,00	6 680 180,00	100 000,00	6 780 180,00		
2041781 Subv. Autres : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00		
2041782 Subv. Autres : Bâtiments, installations	0,00	0,00		55 000,00	0,00	0,00	55 000,00	55 000,00		
2041783 Subv. Autres : Projet infrastructure	0,00	0,00		1 819 000,00	0,00	1 819 000,00	0,00	1 819 000,00		
204181 Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00		350 000,00	0,00	10 000,00	340 000,00	350 000,00		
20421 Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		880 000,00	0,00	830 000,00	50 000,00	880 000,00		
20422 Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00		
20432 Subv. Scol : Bâtiments, installations	0,00	0,00		90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00		
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 810 000,00	4 684 500,00	0,00	2 038 000,00	2 646 500,00	4 684 500,00		
2111 Terrains nus	0,00	0,00		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00		
2151 Réseaux de voirie	0,00	0,00		250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00		
2152 Installations de voirie	0,00	0,00		150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00		
21533 Réseaux câblés	0,00	0,00		75 000,00	0,00	0,00	75 000,00	75 000,00		
21538 Autres réseaux	0,00	0,00		10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00		
21572 Matériel technique scolaire	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00		
215731 Matériel roulant	0,00	0,00		1 628 000,00	0,00	1 628 000,00	0,00	1 628 000,00		
215738 Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00		230 000,00	0,00	0,00	230 000,00	230 000,00		
21578 Autre matériel technique	0,00	0,00		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00	34 000,00		
21621 Biens sous-jacents	0,00	0,00		165 000,00	0,00	0,00	165 000,00	165 000,00		
2181 Install. générales, agencements	0,00	0,00		37 500,00	0,00	0,00	37 500,00	37 500,00		
21828 Autres matériels de transport	0,00	0,00		375 000,00	0,00	0,00	375 000,00	375 000,00		

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
21831	0,00	0,00		470 000,00	0,00	0,00	470 000,00	470 000,00
21838	0,00	0,00		690 000,00	0,00	0,00	690 000,00	690 000,00
21841	0,00	0,00		45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	45 000,00
21848	0,00	0,00		230 000,00	0,00	0,00	230 000,00	230 000,00
2185	0,00	0,00		35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
2188	0,00	0,00		150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	0,00	0,00	51 126 000,00	33 273 000,00	0,00	31 238 000,00	2 035 000,00	33 273 000,00
2312	0,00	0,00		3 050 000,00	0,00	3 000 000,00	50 000,00	3 050 000,00
2313	0,00	0,00		11 100 000,00	0,00	10 280 000,00	820 000,00	11 100 000,00
2314	0,00	0,00		200 000,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
2315	0,00	0,00		14 158 000,00	0,00	13 558 000,00	600 000,00	14 158 000,00
2316	0,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2317	0,00	0,00		4 395 000,00	0,00	3 900 000,00	495 000,00	4 395 000,00
2318	0,00	0,00		350 000,00	0,00	300 000,00	50 000,00	350 000,00
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	58 741 000,00	51 238 123,00	0,00	44 380 000,00	6 858 123,00	51 238 123,00
10	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	0,00	0,00		67 150 000,00	0,00		67 150 000,00	67 150 000,00
1641	0,00	0,00		14 000 000,00	0,00		14 000 000,00	14 000 000,00
16451	0,00	0,00		50 000 000,00	0,00		50 000 000,00	50 000 000,00
166	0,00	0,00		550 000,00	0,00		550 000,00	550 000,00
1675	0,00	0,00		2 600 000,00	0,00		2 600 000,00	2 600 000,00
18	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	67 150 000,00	0,00	2 600 000,00	64 550 000,00	67 150 000,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	335 000,00	0,00	335 000,00	0,00	335 000,00
4542119	AMENAGEMENT FONCIER ANDELAT	0,00	0,00		250 000,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00
4544120	AMENAGEMENT FONCIER SANSAC	0,00	0,00		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
4544122	OPERATION VIRARGUES	0,00	0,00		80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	58 741 000,00	118 723 123,00	0,00	47 315 000,00	71 408 123,00	118 723 123,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	0,00			59 850 000,00	0,00		59 850 000,00	59 850 000,00
	Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			59 000 000,00	0,00		59 000 000,00	59 000 000,00
139313	Dot. soutien à l'invest des départements	0,00			5 000 000,00	0,00		5 000 000,00	5 000 000,00
1641	Emprunts en euros	0,00			50 000 000,00	0,00		50 000 000,00	50 000 000,00
198	Neutratisation des amortissements	0,00			4 000 000,00	0,00		4 000 000,00	4 000 000,00
	Charges transférées (7)	0,00			850 000,00	0,00		850 000,00	850 000,00
2315	Install. matériel et outill. technique	0,00				0,00		600 000,00	600 000,00
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	0,00				0,00		250 000,00	250 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00			50 000 000,00	0,00		50 000 000,00	50 000 000,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	0,00			50 000 000,00	0,00		50 000 000,00	50 000 000,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			109 850 000,00	0,00		109 850 000,00	109 850 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE					A3
Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	0,00	0,00	228 573 123,00	0,00	228 573 123,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	9 998 500,00	0,00	9 998 500,00
1311 Subv. transf. Etat et élabi. nationaux	0,00	0,00	3 246 500,00	0,00	3 246 500,00
1312 Subv. transf. Régions	0,00	0,00	1 145 000,00	0,00	1 145 000,00
1322 Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00	1 120 000,00
133121 Dotation départementale équip. collèges	0,00	0,00	887 000,00	0,00	887 000,00
133121 Dot. soutien à l'invest des départements	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
13313 Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	600 000,00	0,00	600 000,00
1345	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	79 309 920,00	0,00	79 309 920,00
1641 Emprunts en euros	0,00	0,00	29 309 920,00	0,00	29 309 920,00
16451 Remb. temporaires emprunts en euros	0,00	0,00	50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	89 308 420,00	0,00	89 308 420,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
10222 FCTVA	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00
166 Refinancement de dette	0,00	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA-régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	1 593,00	0,00	1 593,00
2748 Autres prêts	0,00	0,00	1 593,00	0,00	1 593,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	135 000,00	0,00	135 000,00
Total des recettes financières	0,00	0,00	4 186 593,00	0,00	4 186 593,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	43 000,00	0,00	43 000,00
Total des recettes réelles	0,00	0,00	93 538 013,00	0,00	93 538 013,00
Virement de la section de fonctionnement	0,00	0,00	14 035 110,00	0,00	14 035 110,00
021 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00		71 000 000,00	0,00	71 000 000,00
040 Emprunts en euros	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
281638 Autre matériel informatique	0,00		21 000 000,00	0,00	21 000 000,00
041 Opérations patrimoniales (9)	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00
16451 Remb. temporaires emprunts en euros	0,00		50 000 000,00	0,00	50 000 000,00

Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	0,00	I	135 035 110,00	II	III = I + II 135 035 110,00
Total des recettes d'ordre					

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Sauf 165, 186 et 18449.
(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 224.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		B

DEPENSES									
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
	TOTAL	0,00	0,00	-16 437 500,00	239 857 550,00	0,00	2 175 000,00	237 679 550,00	239 857 550,00
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	50 000,00	21 159 574,00	0,00	751 000,00	20 408 574,00	21 159 574,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		51 257 490,00	0,00		51 257 490,00	51 257 490,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		3 126 000,00	0,00		3 126 000,00	3 126 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	31 609 500,00	0,00	0,00	31 609 500,00	31 609 500,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	15 154 600,00	0,00	0,00	15 154 600,00	15 154 600,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6595) (3)	0,00	0,00	-16 587 500,00	77 957 760,00	0,00	717 000,00	77 240 760,00	77 957 760,00
6596	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		170 000,00	0,00		170 000,00	170 000,00
Total des dépenses de gestion des services		0,00	0,00	-16 437 500,00	200 434 924,00	0,00	1 468 000,00	198 966 924,00	200 434 924,00
66	Charges financières	0,00	0,00		4 302 000,00	0,00		4 302 000,00	4 302 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		85 516,00	0,00		85 516,00	85 516,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Depenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	4 387 516,00	0,00		4 387 516,00	4 387 516,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	-16 437 500,00	204 822 440,00	0,00	2 175 000,00	202 644 440,00	204 822 440,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			14 035 110,00	0,00		14 035 110,00	14 035 110,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00			21 000 000,00	0,00		21 000 000,00	21 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			35 035 110,00	0,00		35 035 110,00	35 035 110,00
D002 Résultat reporté ou anticipé (5)									0,00

Total des dépenses de fonctionnement cumulées		239 857 550,00
---	--	----------------

(1) Voir état IP pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements plurannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 69 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE			B

RECETTES					
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II
TOTAL					
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	239 857 550,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	132 000,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	9 817 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	7 965 500,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	2 895 000,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	68 838 300,00	0,00
74	Dons et participations (2)	0,00	0,00	61 820 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	66 238 750,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	12 300 000,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	230 007 550,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des recettes financières					
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00	230 007 550,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		9 850 000,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		9 850 000,00	0,00
				230 007 550,00	239 857 550,00
				III = I + II	

		R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	0,00
--	--	---------------------------------------	------

Total des recettes de fonctionnement cumulées		239 857 550,00
---	--	----------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = D) 040).
(4) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										B1
Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	0,00	0,00	-16 437 500,00	239 857 550,00	0,00	2 178 000,00	237 679 550,00	239 857 550,00	
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	50 000,00	21 159 574,00	0,00	751 000,00	20 408 574,00	21 159 574,00	
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00		30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00		382 940,00	0,00	0,00	382 940,00	382 940,00	
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00		852 000,00	0,00	0,00	852 000,00	852 000,00	
60618	Autres fournitures non stockables	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	
60621	Combustibles	0,00	0,00		60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	
60622	Carburants	0,00	0,00		1 138 892,00	0,00	0,00	1 138 892,00	1 138 892,00	
60623	Alimentation	0,00	0,00		1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	1 200,00	
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00		23 500,00	0,00	0,00	23 500,00	23 500,00	
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00		1 068 280,00	0,00	0,00	1 068 280,00	1 068 280,00	
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00		2 970 440,00	0,00	0,00	2 970 440,00	2 970 440,00	
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00		236 000,00	0,00	0,00	236 000,00	236 000,00	
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00		96 250,00	0,00	0,00	96 250,00	96 250,00	
60661	Médicaments	0,00	0,00		17 000,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00	
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00		523 920,00	0,00	0,00	523 920,00	523 920,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00		1 867 000,00	0,00	671 000,00	1 196 000,00	1 867 000,00	
61221	Matériel roulant	0,00	0,00		65 620,00	0,00	0,00	65 620,00	65 620,00	
6132	Locations immobilières	0,00	0,00		207 000,00	0,00	0,00	207 000,00	207 000,00	
61351	Matériel roulant	0,00	0,00		188 713,00	0,00	0,00	188 713,00	188 713,00	
61358	Autres	0,00	0,00		42 900,00	0,00	0,00	42 900,00	42 900,00	
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	
61521	Entretien terrains	0,00	0,00		34 000,00	0,00	0,00	34 000,00	34 000,00	
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00		244 000,00	0,00	0,00	244 000,00	244 000,00	
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00		1 065 000,00	0,00	0,00	1 065 000,00	1 065 000,00	
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00		407 500,00	0,00	0,00	407 500,00	407 500,00	
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00		158 100,00	0,00	0,00	158 100,00	158 100,00	
6156	Maintenance	0,00	0,00		780 935,00	0,00	0,00	780 935,00	780 935,00	
6161	Multirisques	0,00	0,00		385 000,00	0,00	0,00	385 000,00	385 000,00	
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00		85 000,00	0,00	0,00	85 000,00	85 000,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00		638 044,00	0,00	80 000,00	558 044,00	638 044,00	
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00		100 400,00	0,00	0,00	100 400,00	100 400,00	
6183	Frais de formation (personnel extérieur	0,00	0,00		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00		323 500,00	0,00	0,00	323 500,00	323 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00		11 500,00	0,00	0,00	11 500,00	11 500,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00		997 000,00	0,00	0,00	997 000,00	997 000,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00		16 500,00	0,00	0,00	16 500,00	16 500,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00		357 000,00	0,00	0,00	357 000,00	357 000,00
6227	Frais d'actes et de contenu	0,00	0,00		57 500,00	0,00	0,00	57 500,00	57 500,00
6228	Divers	0,00	0,00		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00		139 000,00	0,00	0,00	139 000,00	139 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00		25 000,00	0,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00		20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
6234	Réceptions	0,00	0,00		59 500,00	0,00	0,00	59 500,00	59 500,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00		309 000,00	0,00	0,00	309 000,00	309 000,00
6238	Divers	0,00	0,00		846 790,00	0,00	0,00	846 790,00	846 790,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00		1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		1 157 000,00	0,00	0,00	1 157 000,00	1 157 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00		390 000,00	0,00	0,00	390 000,00	390 000,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00		173 000,00	0,00	0,00	173 000,00	173 000,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00		409 000,00	0,00	0,00	409 000,00	409 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00		5 500,00	0,00	0,00	5 500,00	5 500,00
6281	Concours divers (colisations)	0,00	0,00		107 900,00	0,00	0,00	107 900,00	107 900,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	42 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00		377 000,00	0,00	0,00	377 000,00	377 000,00
62873	Remb. frais au CCAS	0,00	0,00		6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
62876	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00		569 150,00	0,00	0,00	569 150,00	569 150,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00		811 600,00	0,00	0,00	811 600,00	811 600,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00		170 000,00	0,00	0,00	170 000,00	170 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00		26 000,00	0,00	0,00	26 000,00	26 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		51 257 490,00	0,00		51 257 490,00	51 257 490,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		90 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00
6336	Colisations CNFPT et CDGFP	0,00	0,00		323 400,00	0,00		323 400,00	323 400,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00		28 690 000,00	0,00		28 690 000,00	28 690 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		278 600,00	0,00		278 600,00	278 600,00
64113	NBI	0,00	0,00		179 000,00	0,00		179 000,00	179 000,00
64116	Autres indemnités	0,00	0,00		803 500,00	0,00		803 500,00	803 500,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00		2 830 000,00	0,00		2 830 000,00	2 830 000,00

Chap. art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
64123	Indemnités d'attente	0,00	0,00		15 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00		100 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00		2 670 000,00	0,00		2 670 000,00	2 670 000,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00		120 000,00	0,00		120 000,00	120 000,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	0,00	0,00		150 000,00	0,00		150 000,00	150 000,00
64168	Autres emplois aidés	0,00	0,00		110 000,00	0,00		110 000,00	110 000,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00		145 000,00	0,00		145 000,00	145 000,00
6451	Colisations à l'U.R.S.A.F.	0,00	0,00		5 531 000,00	0,00		5 531 000,00	5 531 000,00
6453	Colisations aux caisses de retraites	0,00	0,00		7 802 490,00	0,00		7 802 490,00	7 802 490,00
6454	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00		141 000,00	0,00		141 000,00	141 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00		86 000,00	0,00		86 000,00	86 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00		72 500,00	0,00		72 500,00	72 500,00
6488	Autres	0,00	0,00		1 120 000,00	0,00		1 120 000,00	1 120 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		3 126 000,00	0,00		3 126 000,00	3 126 000,00
739214	Attrib. compens. CVAE - Départ - Région	0,00	0,00		1 480 000,00	0,00		1 480 000,00	1 480 000,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquat*	0,00	0,00		1 400 000,00	0,00		1 400 000,00	1 400 000,00
7398	DMTO	0,00	0,00		246 000,00	0,00		246 000,00	246 000,00
016	Revers., restitutions et prél. divers	0,00	0,00		31 609 500,00	0,00	0,00	31 609 500,00	31 609 500,00
6251	APA	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
64111	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00		750 000,00	0,00	0,00	750 000,00	750 000,00
64112	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
64113	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
64118	NBI	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
64131	Autres indemnités	0,00	0,00		160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	160 000,00
6451	Rémunérations	0,00	0,00		160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	160 000,00
6453	Colisations à l'U.R.S.A.F.	0,00	0,00		213 000,00	0,00	0,00	213 000,00	213 000,00
6454	Colisations aux caisses de retraites	0,00	0,00		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
6511411	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00		14 800 000,00	0,00	0,00	14 800 000,00	14 800 000,00
6511412	APA	0,00	0,00		1 330 000,00	0,00	0,00	1 330 000,00	1 330 000,00
651142	APA - Dotation qualité	0,00	0,00		2 050 000,00	0,00	0,00	2 050 000,00	2 050 000,00
651143	APA versée au bénéficiaire	0,00	0,00		39 000,00	0,00	0,00	39 000,00	39 000,00
651144	APA versée bénéf. en élab.	0,00	0,00		12 082 500,00	0,00	0,00	12 082 500,00	12 082 500,00
017	APA versée à l'étab.	0,00	0,00		15 154 600,00	0,00	0,00	15 154 600,00	15 154 600,00
6251	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00
64111	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00		520 000,00	0,00	0,00	520 000,00	520 000,00
64112	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00		8 000,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00
64113	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00						

Chap. art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
64113	NBI	0,00	0,00		1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00		180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00
6451	Coisations à l'U.R.S.A.F.	0,00	0,00		130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00
6453	Coisations aux caisses de retraites	0,00	0,00		160 000,00	0,00	0,00	160 000,00	160 000,00
6454	Coisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	0,00	0,00		11 395 000,00	0,00	0,00	11 395 000,00	11 395 000,00
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	0,00	0,00		1 598 000,00	0,00	0,00	1 598 000,00	1 598 000,00
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	0,00	0,00		673 040,00	0,00	0,00	673 040,00	673 040,00
6568	Autres participations	0,00	0,00		468 060,00	0,00	0,00	468 060,00	468 060,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		500,00	0,00	0,00	500,00	500,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6566) (4)	0,00	0,00	-16 587 500,00	77 957 760,00	0,00	717 000,00	77 240 760,00	77 957 760,00
65111	Famille et enfance	0,00	0,00			0,00	0,00	202 000,00	202 000,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	0,00	0,00		202 000,00	0,00	0,00	4 347 000,00	4 347 000,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	0,00	0,00		374 000,00	0,00	0,00	374 000,00	374 000,00
6511213	Presta. de compensat* - Dotation qualité	0,00	0,00		148 000,00	0,00	0,00	148 000,00	148 000,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	0,00	0,00		870 000,00	0,00	0,00	870 000,00	870 000,00
65113	Personnes âgées	0,00	0,00		42 000,00	0,00	0,00	42 000,00	42 000,00
65131	Bourses	0,00	0,00		95 000,00	0,00	0,00	95 000,00	95 000,00
65132	Prix	0,00	0,00		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
65133	Secours d'urgence	0,00	0,00		67 000,00	0,00	0,00	67 000,00	67 000,00
6514	Coisations, adhésions et autres prestat	0,00	0,00		1 206 000,00	0,00	0,00	1 206 000,00	1 206 000,00
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65211	Frais de sobriété	0,00	0,00		38 000,00	0,00	0,00	38 000,00	38 000,00
65212	Frais périscolaires	0,00	0,00		112 000,00	0,00	0,00	112 000,00	112 000,00
6522	Accueil familial	0,00	0,00		1 394 000,00	0,00	0,00	1 394 000,00	1 394 000,00
6523	Frais d'hospitalisation	0,00	0,00		6 500,00	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00
652412	Mais. enf. caract. social	0,00	0,00		7 984 000,00	0,00	0,00	7 984 000,00	7 984 000,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	0,00	0,00		2 610 000,00	0,00	0,00	2 610 000,00	2 610 000,00
652418	Autres	0,00	0,00		1 476 000,00	0,00	0,00	1 476 000,00	1 476 000,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	0,00	0,00		27 374 000,00	0,00	0,00	27 374 000,00	27 374 000,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	0,00	0,00		8 000 000,00	0,00	0,00	8 000 000,00	8 000 000,00
6525	Frais d'inhumation	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00		775 000,00	0,00	0,00	775 000,00	775 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00		56 000,00	0,00	0,00	56 000,00	56 000,00
65313	Colisations de retraite	0,00	0,00		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00		220 000,00	0,00	0,00	220 000,00	220 000,00
65315	Formation	0,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
653172	Cotis fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
655111	Dotation fonctionnement collèges Publics	0,00	0,00		2 095 000,00	0,00	0,00	2 095 000,00	2 095 000,00
655112	Dotation fonctionnement collèges privés	0,00	0,00		660 000,00	0,00	0,00	660 000,00	660 000,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00		7 151 000,00	0,00	0,00	7 151 000,00	7 151 000,00
65561	Contrib. fonds compens. ch. territoriales	0,00	0,00		70 000,00	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00		104 000,00	0,00	0,00	104 000,00	104 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00		136 000,00	0,00	0,00	136 000,00	136 000,00
6561	Organismes de regroupement	0,00	0,00		1 132 650,00	0,00	0,00	1 132 650,00	1 132 650,00
6568	Autres participations	0,00	0,00		3 249 000,00	0,00	0,00	3 249 000,00	3 249 000,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	0,00	0,00		569 000,00	0,00	200 000,00	369 000,00	569 000,00
657348	Subv. fonct. autres communes	0,00	0,00		242 000,00	0,00	115 000,00	127 000,00	242 000,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00		300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00		143 100,00	0,00	0,00	143 100,00	143 100,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00		542 000,00	0,00	0,00	542 000,00	542 000,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	0,00	0,00		15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		4 009 000,00	0,00	402 000,00	3 607 000,00	4 009 000,00
6593	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00		3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
65988	Autres	0,00	0,00		510,00	0,00	0,00	510,00	510,00
6596	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		170 000,00	0,00		170 000,00	170 000,00
65961	Frais de personnel	0,00	0,00		170 000,00	0,00		170 000,00	170 000,00
Total des dépenses de gestion des services		0,00	0,00	-16 437 500,00	200 434 924,00	0,00	1 468 000,00	198 966 924,00	200 434 924,00
66	Charges financières	0,00	0,00		4 302 000,00	0,00		4 302 000,00	4 302 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00		3 500 000,00	0,00		3 500 000,00	3 500 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00		60 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00		710 000,00	0,00		710 000,00	710 000,00
6688	Autres	0,00	0,00		32 000,00	0,00		32 000,00	32 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		85 516,00	0,00		85 516,00	85 516,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00		85 516,00	II		85 516,00	85 516,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		0,00	0,00	0,00	4 387 516,00			4 387 516,00	4 387 516,00
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	-16 437 500,00	204 822 440,00	0,00	2 178 000,00	202 644 440,00	204 822 440,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00			14 035 110,00	0,00		14 035 110,00	14 035 110,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00			21 000 000,00	0,00		21 000 000,00	21 000 000,00
6811	Dot. amort. immos incorporelles	0,00			21 000 000,00	0,00		21 000 000,00	21 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00			35 035 110,00	0,00		35 035 110,00	35 035 110,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	120 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	60 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	60 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état 15 pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui ont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(6) Les comptes 60 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DP-042 = RI-049) (DP-043 = RP-043).
(8) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 075 et 076 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Chapitre destiné à rassembler les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET							III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE							B2
Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote III = I + II)	
TOTAL							
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	239 857 550,00	0,00	239 857 550,00	
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	132 000,00	0,00	132 000,00	
6459	Remb. charges sécu. sociale et prévoyance	0,00	0,00	122 000,00	0,00	122 000,00	
016	APA	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	
747811	Dotation versée au titre de l'APA	0,00	0,00	9 817 000,00	0,00	9 817 000,00	
7533	APA	0,00	0,00	9 800 000,00	0,00	9 800 000,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	17 000,00	0,00	17 000,00	
731421	TICPE - LRL	0,00	0,00	7 966 500,00	0,00	7 966 500,00	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	7 280 000,00	0,00	7 280 000,00	
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	0,00	0,00	22 500,00	0,00	22 500,00	
75342	Allocations familiales	0,00	0,00	624 000,00	0,00	624 000,00	
75343	Allocations familiales majorées	0,00	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	2 895 000,00	0,00	2 895 000,00	
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00	
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	88 000,00	0,00	88 000,00	
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	455 000,00	0,00	455 000,00	
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	
73221	FNGIR	0,00	0,00	68 838 300,00	0,00	68 838 300,00	
73224	Fonds péréquation colts sur VA des ent.	0,00	0,00	3 805 300,00	0,00	3 805 300,00	
732251	Attrib./fonds national péréquation DMTO	0,00	0,00	383 000,00	0,00	383 000,00	
7324	Frais de gestion de la TFPB	0,00	0,00	11 200 000,00	0,00	11 200 000,00	
7351	Fract* compens. TFPB, taxe rés. princip.	0,00	0,00	5 400 000,00	0,00	5 400 000,00	
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	0,00	0,00	41 400 000,00	0,00	41 400 000,00	
7358	Autres	0,00	0,00	5 750 000,00	0,00	5 750 000,00	
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	900 000,00	0,00	900 000,00	
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	0,00	0,00	61 820 000,00	0,00	61 820 000,00	
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	0,00	0,00	2 300 000,00	0,00	2 300 000,00	
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	0,00	0,00	15 400 000,00	0,00	15 400 000,00	
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	850 000,00	0,00	850 000,00	
731421	TICPE - LRL	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	1 800 000,00	
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	0,00	0,00	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00	
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,00	0,00	37 500 000,00	0,00	37 500 000,00	
73175	Taxe sur les remontées mécaniques	0,00	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00	
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00	
		0,00	0,00	66 238 750,00	0,00	66 238 750,00	

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL - BUDGET PRINCIPAL CD15 - BP (projet de budget) - 2023

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
74121	Dotation forfaitaire des départements	0,00	0,00	16 307 000,00	0,00	16 307 000,00
741221	Dotation fonctionnement minimale départ.	0,00	0,00	16 200 000,00	0,00	16 200 000,00
741223	Dotation compensation départements	0,00	0,00	14 608 000,00	0,00	14 608 000,00
744	FCTVA	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
74621	DGD des départements	0,00	0,00	1 686 000,00	0,00	1 686 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	1 083 100,00	0,00	1 083 100,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	551 000,00	0,00	551 000,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	105 000,00	0,00	105 000,00
74758	Participation autres groupements	0,00	0,00	1 005 000,00	0,00	1 005 000,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	0,00	0,00	101 000,00	0,00	101 000,00
74771	Participation Fonds social européen	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
74773	Participation FEADER	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	0,00	0,00	1 900 000,00	0,00	1 900 000,00
747813	Dotation versée au titre des MDPH	0,00	0,00	397 000,00	0,00	397 000,00
7478141	Part autonomie	0,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
747818	Autres	0,00	0,00	3 898 400,00	0,00	3 898 400,00
74788	Autres	0,00	0,00	139 250,00	0,00	139 250,00
748312	D.C.R.T.P.	0,00	0,00	4 310 000,00	0,00	4 310 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
74835	D.T.C. exonération fiscale directe	0,00	0,00	2 204 000,00	0,00	2 204 000,00
74881	Particip. familles restau. héberg	0,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00
75	Autres produits de gestion courants (3)	0,00	0,00	12 300 000,00	0,00	12 300 000,00
7511	Recouvrements sur département, autres CL	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	0,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	0,00	5 100 000,00	0,00	5 100 000,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	153 000,00	0,00	153 000,00
7535	PCH	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00
757	Subventions	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	0,00	0,00	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	398 000,00	0,00	398 000,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	230 007 550,00	0,00	230 007 550,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	230 007 550,00	0,00	230 007 550,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00		9 850 000,00	0,00	9 850 000,00
722	Immobilisations corporelles	0,00		850 000,00	0,00	850 000,00
77681	Neutralisation des amortissements	0,00		4 000 000,00	0,00	4 000 000,00

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	0,00	I	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		9 850 000,00	0,00	9 850 000,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = D 040) / RF 043 = DF 043).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des sessions d'immobilisations »).
(6) Les comptes 75 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélevement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE		B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)						
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N	
			Intérêts (3)	Remboursement du tirage		
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INT8900071C du 22/02/1989

(2) Indiquer la date de la délibération ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 421-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	
IV – ANNEXES	
B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)	
IV	
B1.2	

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux actué (5)	Taux actué (5)					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					244 796 655,27									
1641 Emprunts en euros (total)					244 796 655,27									
00002674320 (238)	Credit agricole CIB	19/09/2019	17/07/2020	04/12/2020	4 000 000,00	F	FIXE		1,058		T	C	N	A-1
00003161803 (231)	Credit Agricole Centre France	03/09/2020	10/08/2021	01/09/2021	4 000 000,00	V	EURBORO3M		0,247	2,589	T	C	N	A-1
0077359450N (167)	Credit Foncier - CNCE	21/12/2006	07/12/2007	07/12/2008	5 000 000,00	C	TALIX		4,250	4,014	A	C	N	B-1
009940E (227)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/12/2019	25/02/2020	3 000 000,00	F	FIXE		1,020	1,034	T	C	N	A-1
0421056121701 (206)	ARKEA BANQUE	16/12/2015	21/12/2015	30/03/2016	5 000 000,00	V	EURBORO3M		1,000	1,588	T	P	N	A-1
04971016001 (182)	Société Générale	19/11/2009	15/12/2009	15/03/2010	5 000 000,00	F	FIXE		3,940	4,077	T	C	N	A-1
08 1 133 (176)	Credit agricole CIB	16/05/2008	15/12/2008	15/04/2009	5 000 000,00	F	FIXE		4,720	4,772	A	C	N	A-1
08 2 133 (173)	Credit agricole CIB	30/06/2008	30/06/2008	15/04/2009	5 000 000,00	F	FIXE		3,890	4,045	A	C	N	A-1
08 3 133 (175)	Credit agricole CIB	16/05/2008	03/10/2008	15/04/2009	10 000 000,00	V	TAM		0,272	0,305	A	C	N	A-1
100402 (162)	Credit agricole CIB	10/12/2010	19/12/2011	15/12/2012	7 300 000,00	F	FIXE		2,450	2,454	A	P	N	A-1
100478 (190)	Credit agricole CIB	30/11/2010	03/01/2011	15/12/2011	900 000,00	F	FIXE		3,580	3,586	A	P	N	A-1
1015165 (186)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	06/07/2010	05/11/2010	25/11/2011	10 000 000,00	F	FIXE		3,420	3,469	A	P	N	A-1
1015224 (213)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	03/12/2011	03/12/2012	15/03/2013	5 000 000,00	V	EURBORO3M		0,850	1,152	A	C	N	A-1
142709-GT8975 (203)	Credit Agricole Centre France	12/12/2016	23/12/2016	01/02/2019	10 000 000,00	F	FIXE		1,200	1,211	A	P	N	A-1
15-00612175GCP/CD15 (212)	ARKEA BANQUE	19/10/2017	22/12/2017	30/09/2018	9 000 000,00	F	FIXE		1,590	1,591	T	C	N	A-1
1515300 (205)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	24/09/2015	25/09/2015	25/09/2015	4 625 000,00	V	EURBORO3M		1,150	1,735	T	C	N	A-1
16143301 (210)	CREDIT COOPERATIF	24/03/2017	30/09/2017	30/09/2017	3 000 000,00	F	FIXE		1,200	1,221	A	C	N	A-1
1715224 (213)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	19/12/2017	25/04/2018	07/07/2018	2 000 000,00	F	FIXE		1,350	1,536	T	C	N	A-1
18040003001 (184)	Société Générale	01/12/2008	03/12/2009	01/06/2010	10 000 000,00	V	EURBORO3M		0,470	0,871	S	C	N	A-1
1863095 (226)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/07/2019	25/10/2019	3 388 655,27	F	FIXE		0,910	0,929	T	P	N	A-1
1933096 (229)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/09/2019	25/09/2019	5 250 000,00	F	FIXE		0,840	0,862	T	C	N	A-1
4384157 (204)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	30/12/2014	25/05/2015	25/09/2015	5 000 000,00	F	FIXE		2,070	2,097	T	C	N	A-1
4301622 (207)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	07/07/2015	01/03/2016	17/09/2017	4 000 000,00	F	FIXE		1,935	1,910	T	C	N	A-1
4681811 (208)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	31/05/2016	25/09/2016	25/09/2017	8 000 000,00	F	FIXE		1,570	1,581	T	C	N	A-1
645208 (197)	Credit Agricole Centre France	01/09/2012	15/01/2013	15/04/2013	3 000 000,00	F	FIXE		3,118	2,993	T	C	N	A-1
7780 945 92 N (193)	Credit Foncier - CNCE	10/11/2011	15/12/2011	15/12/2012	9 300 000,00	V	FIXE		2,674	2,674	A	C	N	A-1
7780 945 92 N (194)	Credit Foncier - CNCE	25/11/2011	01/02/2012	01/02/2013	2 533 000,00	F	FIXE		2,689	2,689	A	C	N	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (6)	Taux actuariel					
1643 Emprunts en devises (bail) 1644 Emprunts assortis d'une option de frappe sur signe de trésorerie (total) 165 Dépôts et cautionnements reçus (Total) 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) 1671 Avances consenties du Trésor (total) 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total) 1675 Dettes pour METP et PPP (total)	740631 (171)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	25/04/2008	25/04/2009	10 000 000,00	F	FIXE	4,230	4,230		A	C	N	A-1
	769848 (200)	Crédit Agricole Centre France	19/12/2013	19/03/2014	5 000 000,00	V	EURBOR3M	2,160	1,721		T	C	N	A-1
	801842 (187)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	09/11/2010	25/03/2011	5 650 000,00	V	LIURETA	2,250	2,056		T	C	N	A-1
	93821-122018 (202)	Crédit Agricole Centre France	30/09/2014	03/12/2014	6 000 000,00	V	EURBOR3M	1,500	1,194		T	C	N	A-1
	167321-122018 (202)	la banque postale	02/05/2017	21/12/2017	6 100 000,00	V	EURBOR12M	0,540	2,568		T	C	N	A-1
	MONS19624EUR (211)	Caisse Fr. Financement Local	23/11/2018	31/05/2019	6 000 000,00	F	FIXE	1,680	1,706		T	C	N	A-1
	MONS38105EUR (223)	la banque postale	15/12/2021	15/06/2022	5 000 000,00	F	FIXE	0,740	0,740		A	C	N	A-1
	MONS3241EUR (232)	Caisse Fr. Financement Local	31/07/2020	28/12/2020	3 000 000,00	F	FIXE	0,680	0,648		T	C	N	A-1
	MONS3622 (230)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/10/2010	17/12/2010	750 000,00	F	FIXE	1,820	1,832		T	P	N	A-1
	MON7390EUR (188)	la banque postale	25/06/2014	11/08/2014	6 000 000,00	V	EURBOR12M	1,910	1,897		A	C	N	A-1
	MONS0463EUR (201)	la banque postale	24/12/2014	10/02/2015	2 900 000,00	V	EURBOR3M	1,140	1,374		T	C	N	A-1
	MONS0220EUR (203)	la banque postale	26/06/2013	24/07/2013	2 000 000,00	V	EURBOR12M	2,030	1,834		T	C	N	A-1
	MONS1617EUR (198)	Caisse Fr. Financement Local	23/11/2018	12/12/2018	4 000 000,00	F	FIXE	1,590	2,375		T	C	N	A-1
	MONS2622EUR (214)	Caisse Fr. Financement Local	12/08/2019	09/09/2019	3 000 000,00	F	FIXE	0,800	0,813		T	C	N	A-1
	MONS035889 (224)	Caisse Fr. Financement Local	17/09/2020	01/01/2021	3 000 000,00	F	FIXE	0,610	0,617		T	C	N	A-1
	MONS35503 (229)	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	20/10/2008	20/11/2009	5 000 000,00	F	FIXE	4,390	4,453		A	P	N	A-1
	MPH383 109 (177)	Crédit agricole CIB	18/12/2007	02/12/2008	13 000 000,00	F	FIXE	5,250	4,357		A	C	N	A-1
	XJ00270383 (178)	Crédit agricole CIB	01/12/2008	01/12/2009	10 000 000,00	F	FIXE	2,350	2,355		A	C	N	A-1
	XJ00294333 (181)				0,00									
					0,00									
					0,00									
					0,00									
					0,00									
					0,00									
					0,00									
					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (9)
								Niveau de taux (6)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					244 796 655,27									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(7) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuel ; M : mensuel ; B : bimestriel ; S : semestriel ; T : trimestriel ; X : autre.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB 1015077C du 26 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-493 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Page 50

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt				Annuité de l'exercice			IONe de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)		
Emprunts et dettes au 01/01/N													
7 750 946 92 N (194)	N	0,00	A-1	1 266 500,00	8,92	F	FIXE	2,690	126 650,00	34 082,52	0,00	26 052,59	
74 0631 (171)	N	0,00	A-1	666 666,62	0,32	F	FIXE	4,200	666 666,62	28 600,00	0,00	0,00	
76 9848 (200)	N	0,00	A-1	2 750 000,00	10,97	V	EURBORO3M	4,099	250 000,00	128 333,71	0,00	4 261,179	
80 16742 (187)	N	0,00	A-1	2 573 961,49	7,98	V	LIVRETA	2,600	321 745,20	92 052,63	0,00	2 053,28	
96 352-1-022018 (202)	N	0,00	A-1	3 900 000,00	11,92	V	EURBORO3M	4,510	300 000,00	134 602,88	0,00	8 964,03	
MINS19186EUR (211)	N	0,00	A-1	4 880 000,00	15,08	V	EURBORO3M	3,659	305 000,00	181 027,31	0,00	159 101,84	
MINS2610EUR (223)	N	0,00	A-1	4 950 000,00	10,42	F	FIXE	1,690	300 000,00	81 412,83	0,00	6 844,92	
MINS2942EUR (232)	N	0,00	A-1	4 750 000,00	16,87	F	FIXE	0,740	250 000,00	35 150,00	0,00	11 100,00	
MINS39822 (230)	N	0,00	A-1	2 850 000,00	16,75	F	FIXE	0,660	150 000,00	18 694,51	0,00	4 554,00	
MONS27300EUR (188)	N	0,00	A-1	180 262,83	3,00	F	FIXE	1,820	54 336,78	2 911,34	0,00	572,96	
MONS500463EUR (201)	N	0,00	A-1	3 600 000,00	11,67	V	EURBORO3M	3,048	111 252,00	0,00	0,00	47 516,21	
MONS502208EUR (203)	N	0,00	A-1	1 531 250,00	12,17	V	EURBORO3M	2,890	125 000,00	56 864,17	0,00	4 576,69	
MONS 16 176EUR (198)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBORO3M	2,554	133 333,34	20 715,78	0,00	12 797,03	
MONS 25 622EUR (214)	N	0,00	A-1	3 250 000,00	16,00	F	FIXE	1,590	200 000,00	51 182,54	0,00	12 393,17	
MONS30396 (224)	N	0,00	A-1	2 550 000,00	16,75	F	FIXE	0,800	150 000,00	19 950,00	0,00	4 800,00	
MONS35503 (229)	N	0,00	A-1	2 700 000,00	17,75	F	FIXE	0,610	150 000,00	16 126,87	0,00	3 868,75	
MPH203106 (177)	N	0,00	A-1	458 772,82	0,69	F	FIXE	4,300	458 772,82	20 419,85	0,00	0,00	
XU02075633 (178)	N	0,00	A-1	4 550 000,00	6,96	F	FIXE	5,200	650 000,00	242 192,70	0,00	9 665,75	
XU02094333 (181)	N	0,00	A-1	3 500 000,00	6,92	F	FIXE	2,550	500 000,00	90 489,58	0,00	6 587,50	
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
16441 Emprunts assortis d'une option de franc sur le taux de l'euro (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1671 Avances consenties du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Emprunts et dettes au 01/01/N				Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Taux d'intérêt		Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)		
						Type de taux (13)	Index (14)						
1631 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1632 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
1637 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00	
Total général		0,00		135 156 235,10					12 994 603,66	3 213 573,52	0,00	613 148,92	

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire OCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (cas-à-cas) et un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'indice en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)														
Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadrés (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00							0,00		0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
00773040623N (167)	Credit Foncier - CNGC	5 000 000,00	1 975 000,01	1	24,00		4,26	EURIBOR12M	0,00		1,984	37 725,03	0,00	1,39
TOTAL (B)		5 000 000,00	1 975 000,01						0,00			37 725,03	0,00	1,39
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		5 000 000,00	1 975 000,01						0,00			37 725,03	0,00	1,39

(1) Répéter les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : Ecarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'annexe 66 111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'annexe 66 8.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 708.

IV – ANNEXES							IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS							B1.4
B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)							
Indices sous-jacents		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Structure		Indices zone euro	Indices initiation Française ou zone euro ou écart entre ces indices	Ecart d'indices zone euro	Indices hors zone euro et écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	Ecart d'indices hors zone euro	Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structure contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (capi) ou encadré (turned)	Nombre de produits	44	0	0	0	0	
	% de l'encours	98,57	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	133 261 239 09	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,39	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 895 000 01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capi	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retracer le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE		B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)										
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro du contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture						
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)
Taux fixe (total)		0,00					0,00			0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00			0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00			0,00
Total		0,00					0,00			0,00
										Primes à verser
										Primes payées pour l'achat d'option
										Primes reçues pour la vente d'option

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	
	IV
	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé			Effet de l'instrument de couverture			Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat	Produits c/768	Charges c/688	Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Taux reçu (7)	Niveau de taux					Avant opération	Après opération
											de couverture	de couverture
Taux fixe (total)								0,00	0,00			
Taux variable simple (total)								0,00	0,00			
Taux complexe (total) (2)								0,00	0,00			
Total								0,00	0,00			

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME		B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRETEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) Il s'agit des dettes en capital au 01/01/N.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 68111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 688.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES		B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES
(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL : CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22150001000220

POSTE COMPTABLE : PAYEUR DEPARTEMENTAL DU CANTAL

M. 57

Budget primitif (projet de budget)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET ANNEXE - CONFERENCE DES FINANCEURS (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	31
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	34
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	36

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	38

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner ce qui suit :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ; les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES		A

Informations statistiques		Valeurs
Population totale		165443

Informations fiscales (N-2)		Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)		437,55

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Depenses réelles de fonctionnement / population	1240,88
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1393,14
3	Depenses d'équipement brut / population	311,80
4	Encours de dette / population (2) (3)	816,96
5	DGF / population	284,83
6	Depenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	25,80%
7	Depenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	24,70%
8	Depenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	22,38%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	58,64%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	10,93%

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	
	I
	B
<p>I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».</p> <p>III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) :</p> <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>	

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)			C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
Dépenses		Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0.00	0.00	0.00	A1 0.00
Investissement	0.00		(3) 0.00	A2 0.00
Fonctionnement	0.00	0.00	(4) 0.00	A3 0.00

RESTES A REALISER N-1				
Dépenses		Recettes		Solde (B)
I + II	0.00	III + IV	0.00	B1 0.00
I	0.00	III	0.00	B2 0.00
II	0.00	IV	0.00	B3 0.00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0.00
Investissement	A2 + B2	0.00
Fonctionnement	A3 + B3	0.00

(1) Etat à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe « + » si dépenses > recettes, et « - » si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « + » si dépenses > recettes, et « - » si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « + » si déficit, et « - » si excédentaire.
(5) Indiquer le signe « + » si déficit et « - » si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS			A

VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	+	
		DEPENSES	RECETTES
		0,00	0,00

REPORTS		+	
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	0,00	(si solde positif) 0,00

		=	
Total de la section d'investissement (2)		0,00	0,00

VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	+	
		DEPENSES	RECETTES
		453 915,00	453 915,00

REPORTS		+	
	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	0,00	(si excédent) 0,00

		=	
Total de la section de fonctionnement (3)		453 915,00	453 915,00

		=	
TOTAL DU BUDGET (4)		453 915,00	453 915,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées et non attachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non attachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AP VOTEES			B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)			0,00
TOTAL GENERAL			0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AE VOTEES			B2

Numéro	AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)	Chapitre(s)	Montant
	Libellé		
TOTAL			0.00
« AE de dépenses imprévues » (2)			0.00
TOTAL GENERAL			0.00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reques) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00

023	Virement à la section d'investissement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
+					
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE					0,00
=					
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					453 915,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
--------------	-------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	453 915,00
--	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	0,00
---	-------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	453 915,00		453 915,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total	453 915,00	0,00	453 915,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	453 915,00
--	-------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
---	-------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	453 915,00		453 915,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	453 915,00	0,00	453 915,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	453 915,00
--	-------------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		A

DEPENSES									
Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)									0,00

Total des dépenses d'investissement cumulées		0,00
--	--	------

(1) Voir état 1B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

- (3) Voir récap II-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (4) Voir récap IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RP 042).
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RP 041).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2204.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
RECETTES			I		II	III = I + II
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotation, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (8)						0,00
--------------------------------	--	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées						0,00
--	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

- (2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
- (4) Les comptes 15, 20, 30, 40 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2204.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										A1
Chap. / art. (1)	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP hors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II	
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	II	0,00	0,00	0,00	0,00	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00			0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00							
Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	
45... Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses réelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
040 Opérations ordre transf. entre sections (6)	0,00			0,00			0,00	0,00	0,00	
Reprise sur autofinancement antérieur	0,00			0,00			0,00	0,00	0,00	
Charges transférées (7)	0,00			0,00			0,00	0,00	0,00	

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	I			0,00		0,00	III = I + II 0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00				0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état 18 pour le contenu du budget précédent.
(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(4) Voir état 14-2, 1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compter le total.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (CI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (CI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2304.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						A3
Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA/dépte)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	0,00				0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00			0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00			0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état IB pour le contenu du budget précédent.
(3) Sauf 165, 166 et 16449.
(4) Exceptionnellement, les comptes 204, 21, 22 et 23 sont en moindres valeurs en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(5) Voir l'annexe IV-BP pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(7) Les comptes 15, 20, 30, 40 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produits des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 224.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		B

DEPENSES									
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00
011	Charges à caractère général (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6596) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6596	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
	TOTAL des dépenses de gestion des services	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Depenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
	TOTAL des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
	TOTAL des dépenses réelles	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
	TOTAL des dépenses d'ordre	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	0,00
---------------------------------------	------

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	453 915,00
---	------------

(1) Voir état IP pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements plurannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

- (3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (4) Les comptes 69 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE			B

RECETTES					
Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II
	TOTAL	0,00	0,00	453 915,00	0,00
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	453 915,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL des recettes de gestion des services	0,00	0,00	453 915,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL des recettes réelles	0,00	0,00	453 915,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00
	TOTAL des recettes d'ordre	0,00		0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)				0,00
---------------------------------------	--	--	--	------

Total des recettes de fonctionnement sumulées				453 915,00
---	--	--	--	------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = D) 040).
(4) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										B1
Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00	
011	Charges à caractère général (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
016	APA	0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00	
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00		80 000,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	
651142	APA versée au bénéficiaire	0,00	0,00		35 000,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00	
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00		338 915,00	0,00	0,00	338 915,00	338 915,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses de gestion des services		0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00	
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
022	Depenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00						
Total des charges financières et spécifiques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses réelles		0,00	0,00	0,00	453 915,00	0,00	0,00	453 915,00	453 915,00	
023	Virement à la section d'investissement	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses d'ordre		0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
- (2) Voir état 1 BP pour le contenu du budget précédent.
- (3) Il s'agit des AE nouvelles qui ont vocation de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
- (4) Hors dépenses imputées aux Chapitres 016 et 017.
- (5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
- (6) Les comptes 69 peuvent figurer dans le détail du chapitre si le caractère à opérer pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (7) Cf. définitions des Chapitres des opérations d'ordre (DP 042 = AP 040) (DP 043 = AP 040).
- (8) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.
- (10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant du compte 6012 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE			B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
7478 142	Part prévention	0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		0,00	0,00	453 915,00	0,00	453 915,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-9 pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. déclarations du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = D 040) (RF 043 = DF 043).
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 79 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des CNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...



AVENANT A LA CONVENTION PLURIANNUELLE DE PARTENARIAT ENTRE LE SDIS ET LE CONSEIL DEPARTEMENTAL 2022-2024

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part,
Le Département du Cantal,
Représenté par Monsieur Didier ACHALME, 1^{er} Vice-Président du Conseil départemental
sis à l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC CEDEX, habilité à signer la présente
convention en vertu de la délibération du Conseil départemental du xxxxxxxx,

ET

D'autre part,
Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cantal,
Représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil d'Administration du SDIS,
sis 86 avenue de Conthe CS 90627 15006 AURILLAC CEDEX, habilité à signer la présente convention en
vertu de la délibération du Conseil d'Administration du SDIS du 9 décembre 2022,

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

Le Département et le SDIS ont signé une convention de partenariat sur la période 2022-2024. Cette convention prévoit :

- D'une part, un comité de suivi de la convention ayant pour mission d'intégrer l'évolution de la participation annuelle du Département (article 6)
- Et d'autre part, la possibilité de modifier par voie d'avenant la convention après autorisation par délibération préalable du Conseil Départemental et du Conseil d'Administration du SDIS (article 7).

Le contexte économique international, plus particulièrement l'importante inflation observée depuis le début de la guerre en Ukraine, impose une révision des projections budgétaires et des montants des plans pluriannuels d'investissement qui ont permis d'élaborer la convention pluriannuelle de partenariat entre le SDIS et le Conseil départemental pour 2022-2024. Il est nécessaire de la modifier pour prendre en compte ces évolutions.

ARTICLE 2 : EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RESSOURCES

Dans le cadre de la préparation du Débat d'Orientation Budgétaire, le comité de suivi a étudié les évolutions induites notamment par la situation économique internationale actuelle.

En dépenses, les frais de carburants, d'électricité et de chauffage ont été fortement impactés par l'augmentation des coûts. Le SDIS a également renouvelé pour 5 ans ses contrats d'assurance dans une situation de marché très tendue. Les évolutions de 3,5 % de la valeur du point d'indice dans la fonction publique ainsi que du montant des indemnités des sapeurs-pompiers volontaires en activité et retraités ont un impact conséquent sur le volume de la masse salariale. En outre, en section d'investissement, les matériels et véhicules prévus au plan d'équipement subissent également une augmentation importante.

En recettes, les contributions des communes et EPCI augmentent de 5,99 % en fonction de l'indice des prix à la consommation. En 2023, le SDIS bénéficiera de l'augmentation du forfait de remboursement des carences des ambulanciers privés ainsi que d'une recette supplémentaire concernant la participation aux services de garde établis dans le cadre de la réforme des Transports Sanitaires Urgents (TSU).

Le Département confirme son soutien aux orientations stratégiques fixées par le SDIS. En tenant compte des équilibres financiers respectifs du Département et du SDIS, le Département fixe sa participation au budget du SDIS pour l'exercice 2023 comme suit :

- Contribution du Département : 7 151 000 €
- Subvention d'investissement : 340 000 €

ARTICLE 3 : MUTUALISATION ET COLLABORATION DES SERVICES DU DEPARTEMENT ET DU SDIS

a. Situation des mutualisations en cours de développement.

Conformément aux orientations de mutualisations entre le Département et le SDIS développées dans l'article 4 de la convention, plusieurs pistes de collaboration étudiées courant 2022 aboutissent aujourd'hui à des actions coordonnées entre les deux établissements pour une plus grande efficacité des services. Elles complètent celles déjà mises en œuvre en matière de RGPD, de CHS ou de groupements de commandes. Ces mutualisations sont portées dans le tableau suivant :

Thématiques	Actions - Apports/gains pour le SDIS	Actions - Apports/gains pour le CD	Commentaires
ATELIER	Réparations et entretien des véhicules du SDIS par les ateliers du CD dans la mesure de leurs capacités. Réduction de la sous-traitance (économies). Le SDIS supporte le seul coût des pièces acquises par le CD. Utilisation du logiciel GESCAR pour le suivi des véhicules.	Prise en charge de la réparation et du suivi des véhicules SDIS dans les ateliers du CD (Aurillac et St Flour). Potentielle utilisation des véhicules ateliers déployés sur le département.	Une action de dépannage sur les heures ouvrables a pu être réalisée dans un des CIS (Murat) par l'atelier du CD de St Flour.
HABILLEMENT	Fonctionnement mutualisé du magasin avec suppléance SDIS/CD pour l'habillement.	Magasin mutualisé avec le SDIS dans les locaux du SDIS. 1 ETP affecté. Fonctionnement avec le logiciel RAMSES déjà installé au SDIS, hébergement de la base sur l'infrastructure SDIS. 0,5 ETP du SDIS pour assurer la continuité du fonctionnement du magasin HAB.	
NAVETTE LOGISTIQUE/ HABILLEMENT	1 ETP (agent du CD) dédié à la conduite de la navette. Mise à disposition du véhicule, carburant et logistique alimentaire pour le conducteur.	1 seule navette à terme pour l'envoi et la réception des matériels et courriers des différents CRD et collèges, moins de sollicitation d'agents pour assurer ces transports. Véhicule, carburant et logistique alimentaire du conducteur assurés par le SDIS. Suppléance du conducteur assurée par le SDIS.	
MEDICAL	Réaffecter un Médecin-Chef à temps plein au SDIS avec une mise à disposition de 20% au CD contre remboursement de la masse salariale correspondante.	Mise à disposition du médecin Chef du SDIS au profit du CD sur 20 % de son temps.	Date d'effet à confirmer (1 ^{er} semestre 2023)

Thématiques	Actions - Apports/gains pour le SDIS	Actions - Apports/gains pour le CD	Commentaires
BATIMENTS	Portage et suivi de la réhabilitation du CIS La CHAPELLE-LAURENT et de la construction du CIS ANGLARDS DE SALERS.	Expertise technique et accompagnement dans la rédaction des pièces administratives et techniques ainsi que pour la gestion des marchés.	

b. Modalités de gestion des réparations mécaniques par les ateliers du Département au profit des véhicules du SDIS.

A compter du 1^{er} janvier 2023, le Conseil départemental établira un décompte annuel des frais concernant les pièces acquises par le Département pour les véhicules du SDIS et pour lesquels il demande le remboursement. Il le transmettra au SDIS pour validation avant d'établir le titre de recette correspondant pour règlement.

c. Modalités de remboursement de la part de rémunération du médecin-chef mis à disposition du département 20 % de l'ETP.

A compter de la réaffectation du médecin-chef à temps complet au SDIS, le SDIS établira un décompte annuel correspondant à la rémunération (rémunération, primes, indemnités et charges sociales) du médecin chef selon la quotité du temps de travail de la mise à disposition. Il le transmettra au Conseil départemental pour validation avant d'établir le titre de recette correspondant pour règlement.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Président du Conseil d'Administration du SDIS
M. Bruno FAURE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DES 12 ET 13 DECEMBRE 2022

DELIBERATION N°22CD05-43

**Budget Primitif 2023 -
Autorisations d'engagement et de programme**

L'an deux mille vingt-deux, le treize décembre à neuf heures dix, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 18 novembre 2022, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

*M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR
donne procuration à Mme Isabelle LANTUEJOL*

Secrétaire de séance : M. Gilles CHABRIER
Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu les articles L3312-4 et R3312-3 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 22CD05-41 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 adoptant le règlement budgétaire et financier du Département ;

- **VALIDE** les autorisations d'engagement et autorisations de programme conformément à l'annexe jointe à la présente délibération.

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour l'affectation aux opérations des crédits relatifs aux autorisations de programme globalisées.

Publication : 15-12-2022
Transmission Préfecture : 15-12-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

BP 2023 : Tableau récapitulatif des AP AE Routes, matériels et engins

Code Programme	Libellé programme	N° AP	Libellé AP	Chapitre	AP votées avant 2023	AP proposée pour 2023	CP décaissée avant 2023 et votée en 2022	CP proposée pour 2023	CP proposée pour 2024	CP proposée pour 2025	Reste à financer au 31/12/2025	Type d'AP / AE
AGMAT	ACO. GROS MATERIELS ENGIN	202/1	ACO. MATERIELS ENGIN	21	4 400 000	510 000	3 779 413	1 528 000	-	-	102 587	Individuelle
ACTE	ACQUISITION TERRAIN	202/1	AVANCES ACQ MAT ENGIN	23	-	-	-	-	-	-	-	Individuelle
		203/1	ACQUISITIONS TERRAINS	21	2 015 545	1 300 000	1 656 187	200 000	200 000	200 000	1 059 358	Individuelle
ACTEPPP	ACQUISITION TERRAIN PPP	203/1	ACQUISITIONS FONCIERES - PPP	21	743 234	-	580 532	50 000	50 000	50 000	12 702	Individuelle
AGMO	ACO. MATERIELS	203/1	ACO. MATERIELS	21	7 914 941	-	5 837 340	400 000	60 000	60 000	1 857 601	Individuelle
ARAS	ROUTES - AMASEMENT DE TALUS	203/1	AMASEMENT DE TALUS	23	3 493 191	1 400 000	2 116 144	800 000	800 000	800 000	77 047	Individuelle
DOMA	ECHANGES DOMANIAUX	203/1	TRAFIC POUR ECHANGES DOMANIAUX	23	475 506	1 000 000	415 725	300 000	70 000	120 000	570 781	Individuelle
	INVESTISSEMENT ETUDES TOUTES R.D.	203/1	ETUDES TOUTES R.D.	23	309 687	20 000	147 781	25 000	25 000	25 000	106 915	Individuelle
IRCH	GROSSES REPARATIONS CHAUSSEES	203/1	GROSSES REPARATIONS CHAUSSEES	23	11 372 080	4 000 000	9 598 561	1 855 000	2 000 000	1 800 000	118 519	Individuelle
INDT	RESEAU D'INTERET DEFAULET TOURISTIQUE	203/1	RES.INTER.DEPART.TOURISTE-POST.2006	23	19 361 620	-	11 507 189	1 908 000	2 090 000	800 000	3 056 432	Globale
IRIC	ITINERAIRES CYCLABLES	203/1	RESEAU ITINERAIRES CYCLABLES	23	273 013	1 000 000	254 910	-	-	-	1 018 103	Individuelle
IRQA	REPARATIONS OUVRAGES D'ART	203/1	GROSSES REPARATIONS OUVR.D'ART	23	7 813 675	-	4 454 305	800 000	1 200 000	1 200 000	199 370	Individuelle
IRQS	RESEAUX D'USURE ET PETITES SECURITE	203/1	OUVR.D'ART ET PETITES REPARATIONS	23	23 008 449	6 000 000	20 217 004	3 275 000	2 500 000	2 460 000	556 445	Individuelle
IRSI	RESEAU STRUCTURANT - NIVEAU 1	203/1	RESEAU STRUCTURANT NIV.1-POST.2006	23	29 011 396	-	10 081 105	1 800 000	1 900 000	5 150 000	10 080 291	Globale
IRZN	ZONES ACTIVITES NOUVELLES	203/1	ZONES D'ACTIVITES NOUVELLES	23	123 675	300 000	98 110	95 000	50 000	57 000	123 565	Individuelle
ISIP	SIGNALISATION PERMANENTE	203/1	SIGNALISATION PERMANENTE	21	1 595 716	-	1 204 711	150 000	200 000	-	41 005	Individuelle
ITAT	AMENAGEMENT DE TRAVERSES	203/1	AMENAGEMENT DE TRAVERSES	23	7 861 816	400 000	5 696 953	960 000	1 000 000	544 863	-	Individuelle
PPP	PARTENARIAT PUBLIC PRIVE	203/1	DETT.PPP.20	16	29 510 000	-	7 014 037	1 130 000	1 135 000	1 150 000	18 040 963	Individuelle
PPPS26	PPPD 26	203/2	LOIERS-PP.20	011	13 850 000	-	4 898 256	650 000	650 000	650 000	939 844	AE
		203/2	LOIERS-PP.20	011	13 850 000	-	4 898 256	650 000	650 000	650 000	939 844	Individuelle
		202/2	LOIERS-PP.26	011	7 252 820	-	1 103 152	441 000	445 000	445 000	4 648 768	AE
RSZA	RESEAU STRUCTURANT NIVEAU 2 A	203/1	RESEAU STRUCTURANT NIV.2A-POST.2006	23	1 798 370	-	64 601	150 000	300 000	300 000	983 769	Globale
RSZB	RESEAU STRUCTURANT NIVEAU 2 B	203/1	RESEAU STRUCTURANT NIV.2B-POST.2006	23	3 107 730	-	820 566	-	1 150 000	-	1 136 663	Globale

Routes et matériel

BP 2023 - Tableau récapitulatif des AP AE Bâtiments Collèges Lorian

Code Programme	Libellé programme	N° AP	Libellé AP	Chapitre	AP votées avant 2023	AP proposée pour 2023	CP réalisés avant 2022 et/ou en 2022	CP proposée pour 2023	CP proposée pour 2024	CP proposée pour 2025	Reste à financer du 31/12/2025	Type d'AP/AE
ADAP	TYX MISE EN ACCESSIBILITE SELON ADAP	2022/1	MISE EN ACCESSIBILITE ADAP	23	3 000 000	2 000 000	100 000	200 000	1 000 000	1 000 000	2 700 000	Globale
ATHEMA	MAINTENANCE THERMIQUE MARIE MAURE	2021/1	MAINTENANCE THERMIQUE MARIE MAURE	23	1 270 000	-	635 062	100 000	-	-	534 938	Individuelle
BAPR	FLOUR CONSTRUCTION POLE ROUTIER A ST	2025/1	CONSTRUCTION POLE ROUTIER A ST	23	9 000 000	1 000 000	5 271 821	3 500 000	1 228 179	-	0	Individuelle
BAPRA	CONSTRUCTION POLE ROUTIER AURILLAC	2023/1	CONSTRUCTION POLE ROUTIER AURILLAC	23	7 500 000	7 500 000	-	-	500 000	3 000 000	4 000 000	Projet
BARU	CONSTRUCTION CRO DE RUYNES	2015/1	CONSTRUCTION CRO DE RUYNES	23	1 602 998	-	844 207	-	-	-	758 791	Individuelle
BASP	BATIMENTS SPORTIFS	2015/1	BATIMENTS SPORTIFS	23	645 000	-	575 552	-	-	-	69 448	Individuelle
BATPARC	BATIMENT PARC AURILLAC	2020/1	BATIMENT PARC AURILLAC	23	2 200 000	-	1 604 205	-	-	-	595 795	Individuelle
BEA	BEAULIEUX FERRY	2015/1	BEAULIEUX FERRY	16	9 000 000	-	1 646 959	450 000	450 000	450 000	6 000 041	Individuelle
		2019/1	BEAULIEUX FERRY	011.06	3 325 000	150 000	1 166 042	290 000	290 000	290 000	1 438 958	AE
CHALD	CHANGEMENT CHAUDIERES COLLEGES	2021/1	CHANGEMENT CHAUDIERES COLLEGES	23	1 150 000	-	716 136	-	-	-	433 874	Globale
CHALD2	REEMPLACEMENT DES CHAUDIERES COLLEGES	2022/1	REEMPLACEMENT DES CHAUDIERES COLLEGES	23	1 000 000	-	200 000	400 000	400 000	-	-	Globale
CMSMAURAC	CONSTRUCTION DU CMS MAURAC	2023/1	CONSTRUCTION DU CMS MAURAC	23	1 500 000	1 500 000	-	-	880 000	510 000	100 000	Individuelle
CONFEEC	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE (1ERE TRANCHE)	2022/1	MISE EN CONFORMITE ELECTRIQUE (1ERE TRANCHE)	23	1 000 000	1 000 000	200 000	400 000	400 000	400 000	600 000	Globale
COURSST	REFECTION DES COURS (1ERE TRANCHE)	2022/1	REFECTION DES COURS (1ERE TRANCHE)	23	300 000	500 000	105 000	100 000	100 000	100 000	395 000	Globale
ORDART	CONSTRUCTION DU CRO ARTENSE	2022/1	CONSTRUCTION DU CRO ARTENSE	23	1 500 000	500 000	133 194	400 000	1 000 000	50 000	416 806	Individuelle
CRUPPIEREEF	REHABILITATION NOUVEAU CRO PIERREFORT	2022/1	REHABILITATION NOUVEAU CRO PIERREFORT	23	1 000 000	1 000 000	-	-	300 000	-	700 000	Individuelle
ORDSALERS	CONSTRUCTION DU CRO DE SALERS	2022/1	CONSTRUCTION CRO DE SALERS	23	1 500 000	-	1 674	-	1 000 000	458 000	40 326	Individuelle
GTC	GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE	2023/1	GESTION TECHNIQUE CENTRALISEE	23	1 200 000	1 000 000	-	300 000	500 000	400 000	-	Globale
HABAS	REHABILITATION TERRAIN HABAS	2023/1	REHABILITATION TERRAIN HABAS	23	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	Individuelle
HDD	HDD REQUALIFICATION THERMIQUE	2021/1	HDD RENOVATION THERMIQUE	23	4 000 000	1 000 000	2 124 382	2 000 000	500 000	20 000	355 618	Individuelle
JORDANNE	DUG CONSTRUCTION ANCIEN INTERNAT LA JORDANNE	2022/1	DUG CONSTRUCTION ANCIEN INTERNAT LA JORDANNE	23	1 750 000	-	20 000	-	-	-	1 730 000	Projet
LOCAUX	MODERNISATION LOCAUX VIE CRO	2021/1	MODERNISATION LOCAUX VIE CRO	23	1 000 000	1 000 000	97 000	-	200 000	200 000	1 500 000	Globale
MAMET	RENOVATION ENERGETIQUE COLLEGE MAMET	2021/1	RENOVATION COLLEGE MAMET	23	5 500 000	1 000 000	4 643 938	1 866 000	72	-	0	Individuelle
MEUCOLL	MEUBLES EXTERIEURES COLLEGES	2021/1	MEUBLES EXTERIEURES COLLEGES	23	3 000 000	2 500 000	2 504 000	1 296 000	500 000	-	1 200 000	Globale
MODCOLL	MODERNISATION DES COLLEGES	2023/1	MODERNISATION DES COLLEGES	23	7 000 000	-	-	-	1 500 000	1 450 000	4 050 000	Globale
MODHDD	MODERNISATION HDD	2022/1	MODERNISATION HDD	21, 23	1 050 000	1 000 000	370 000	350 000	610 000	100 000	630 000	Individuelle
MOPOCH	MODERNISATION DU POLE CHEVAL	2021/1	MODERNISATION DU POLE CHEVAL	23	600 000	-	50 000	-	-	-	550 000	Individuelle
MURAT	CONSTRUCTION ABRI A SEL ET JARDINS A MURAT	2022/1	CONSTRUCTION ABRI A SEL ET JARDINS A MURAT	23	400 000	-	-	-	100 000	300 000	-	Individuelle

Code Programme	Libellé programme	N° AP	Libellé AP	Chapitre	AP validées avant 2023	AP proposée pour 2023	CP réalisés avant 2022 et votes en 2021	CP proposée pour 2023	CP proposée pour 2024	CP proposée pour 2025	Reste à financer au 31/12/2025	Type d'AP/AE
POLE XCELL	CONSTRUCTION DU POLE EXCELLENCE	2023/1	CONSTRUCTION DU POLE EXCELLENCE	23		4 000 000		200 000	2 000 000	1 000 000	800 000	Individuelle
PONET	REFECTORIO COLL LA PONTET	2021/1	REFECTORIO COLL LA PONTET	23	2 000 000	-	1 829 406	-			170 594	Individuelle
RTIUT	RENOVATION THERMIQUE IUT	2018/1	RENOVATION THERMIQUE IUT	23	5 900 000	-	550 769	2 300 000	2 000 000	120 000	849 231	Individuelle
RUIUT	CONSTRUCTION RU IUT	2022/1	RESTAURANT UNIVERSITAIRE	23	2 500 000	-	100 000	1 000 000	1 350 000	50 000	-	Individuelle
SSI	REEMPLACEMENT DES SYSTEMES SECURITE INCENDIE	2022/1	REEMPLACEMENT DES SSI	23	300 000	300 000	100 000	100 000	100 000	100 000	200 000	Globale
SURETE	SURETE COLLEGES	2022/1	SURETE COLLEGES	23	1 000 000	6 000	505 001	500 000		-	0	Globale
TOIT	REFECTION TOITURES COLLEGES	2021/1	TOITURES COLLEGES	23	2 500 000	1 000 000	2 001 774	648 000	999		450 226	Globale
EDS	TRAVAUX EDS LORAIN	2020/1	TRAVAUX EDS LORAIN	23	754 796		650 192				104 604	Individuelle
GALINOTTES	CENTRE ACCUEIL HEB GALINOTTES	2021/1	CENTRE ACCUEIL GALINOTTES	23	800 000	1 000 000	683 825	350 000			766 175	Individuelle
LORAIN	REVALORISATION COEUR DE STATION LORAIN	2021/1	REVALORISATION COEUR STATION	20	15 000 000	-	100 000	500 000	3 000 000	3 500 000	7900 000	Projet
PHENIX	REHABILITATION FRICHE TOURISTIQUE DU GRAND PHENIX	2022/1	REHABILITATION FRICHE	23	6 000 000	-	499 125	3 000 000	1 500 000		1 000 875	Individuelle
ECGT	RESTRUCTURATION COLLEGES	2015/1	COLLEGES TRAVAUX DE RESTRUCTURATION	23	2 472 719	solde	1 885 488	-				Globale
GJPV	INVESTISSEMENT COLLEGES PRIVES	2015/1	INVESTISS COLLEGES PRIVES	204	474 444	-	253 350	90 000	90 000		39 134	Subvention

BP 2023 : Tableau récapitulatif des AP AE Territoires Attractivité

Code Programme	Libellé programme	N° AP	Libellé AP	Chapitre	AP votées avant 2023	AP proposées pour 2023	CP réalisés avant 2022 et votés en 2022	CP proposé pour 2023	CP proposé pour 2024	CP proposé pour 2025	Reste à financer au 31/12/2025	Type d'AP/AE
AAP	APPEL A PROJET	2019/1	APPEL A PROJET		1 150 000	-	1 058 613	80 000			11 387	Subvention
CCU	CONTRAT CANTAL URBAIN	2022/1	CONTRAT CANTAL URBAIN 22-27	204	1 950 000		-	250 000	250 000	250 000	1 200 000	Subvention
FEER	FEU RURAL	2015/1	FEU RURAL 2012-2015	204	12 383 606		10 590 758	-			1 792 848	Subvention
PEI	POLE D'ECHANGE INTERMODAL	2018/1	POLE D'ECHANGE INTERMODAL	204	400 000	-	250 000	-			150 000	Subvention
PVD	PETITES VILLES DE DEMAIN	2021/1	PETITES VILLES DE DEMAIN	65	765 000	-	197 500	239 500	200 000	130 000	8 000	AE
SCOT	SOUTIEN A REALISATION D'ETUDES DE SCOT	2015/1	SOUTIEN A REALISATION D'ETUDES DE SCOT	65	90 000	-	28 900	-			61 097	AE
TEER	DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	2015/1	PROJETS TERRITOIRE 2010-2012	204	4 018 202	-	2 810 444	-			1 207 758	Subvention
TFCD	FONDS CANTAL DEVELOPPEMENT	2015/1	FONDS CANTAL DEVELOPPEMENT 2016-2021	204	12 825 350	-	7 433 054	1 700 000	1 500 000	1 200 000	992 290	Subvention
			FONDS CANTAL DEVELOPPEMENT 2022-2027	204	12 211 850	-	100 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	9 111 850	Subvention
TFEI	FONDS CANTAL INNOVATION	2015/1	FONDS CANTAL INNOVATION 2016-2021	204	6 483 387	-	3 589 793	1 100 000	1 000 000	200 000	293 594	Subvention
			FONDS CANTAL INNOVATION 2022-2027	204	3 970 000	-	-	200 000	300 000	600 000	2 870 000	Subvention
TFCS	FONDS CANTAL SOLIDAIRE	2015/1	FONDS CANTAL SOLIDAIRE 2016-2020	204	15 288 563	-	11 444 406	1 700 000	1 000 000	300 000	844 157	Subvention
			FONDS CANTAL SOLIDAIRE 2022-2027	204	15 000 000	-	500 000	1 000 000	1 500 000	2 000 000	10 000 000	Subvention
TFIL	FONDS D'INITIATIVE LOCALE	2015/1	FIL INVESTISSEMENT 2013-2015	204	9 007 941	-	6 739 909	-			2 308 032	Subvention
ACDA	AGRICULTURE CONVENT. AGRICOLE 2017-2019	2015/1	CONVENTION AGRICOLE 2017-2019 INVEST	204	9 425 788	-	4 648 185	800 000	800 000	700 000	2 477 604	Subvention
			CONVENTION AGRICOLE FONCT	65	5 780 977	-	5 098 234	200 000	200 000	100 000	182 742	AE
AGRI	CONVENTION AGRICOLE 2023/2027	2023/1	CONVENTION AGRICOLE 2023/2027 INVEST	204	5 325 000	-	-	200 000	200 000	300 000	4 625 000	Subvention
			CONVENTION AGRICOLE 2023/2027 FONCT	65	2 182 500	-	-	172 500	200 000	200 000	1 610 000	AE
ETU1	ETUDES ENVIRONNEMENT MO CD	2015/2	ETUDES ENVIRONNEMENT MO	011	510 853	-	365 684	80 000	40 000	20 000	5 169	AE
ETU2	ETUDES ENVIRONNEMENT MO CT	2015/2	ETUDES ENVIRONNEMENT MO CT 2010-2012	65	223 472	-	61 117	5 000	5 000	5 000	147 355	AE
			ETUDES-ANIMATION ENVIRONNEMENT MO CT	65	632 777	230 000	519 109	110 000			233 668	AE
ETU3	ETUDES TRAVAUX ENVMT MO CD	2021/1	ETUDES TRAVAUX ENVMT MO CD	20	150 000	30 000	97 710	80 000			2 250	Individuelle
FBIC	AMENAGEMENT FONCIER ANDELAT	2015/1	AMENAGEMENT FONCIER ANDELAT	opération	1 034 652	-	725 483	250 000	40 000		19 169	Individuelle
FORU	AMENAGEMENT FONCIER ET RURAL	2015/2	AMENAGEMENT FONCIER RURAL	204	220 050	-	48 912	20 000	20 000	90 000	41 138	Subvention
FORUT	AMENAGEMENT FONCIER	2015/1	AMENAGEMENT FONCIER SANSAC MARRIÈSE	opération	256 279	-	232 361	5 000	5 000	5 000	8 890	Individuelle
			AMENAGEMENT FONCIER DE VIRARQUES	opération	310 000	-	118 559	80 000	30 000	40 000	1 441	Individuelle
HAIES	AGROFORESTRIE ET HAIES	2023/1	AGROFORESTRIE ET HAIES 2023-2027	204	-	250 000	-	25 000	85 000	87 000	53 000	Subvention
PANA	PATRIMOINE NATUREL	2015/2	PATRIMOINE NATUREL	204	395 669	160 000	238 591	85 000	85 000	87 000	70	Subvention

PADT Territoires Attractivité

Code Programme	Libellé programme	N° AP	Libellé AP	Chapitre	AP votées avant 2023	AP proposées pour 2023	CP réalisés avant 2022 et votés en 2022	CP proposés pour 2023	CP proposés pour 2024	CP proposés pour 2025	Reste à financer au 31/12/2025	Type d'AP/AE
PASTO	MILIEU PASTORAL	2023/2	MILIEU PASTORAL SURVENTION INVESTISSEMENT	204		40 000		4 000			36 000	Subvention
ENMR	NATURE ET TRANDONNEE	2015/1	PDESI - POPIR	204	247 908	-	46 488	30 000	30 000	30 000	111 420	Subvention
THEB	TOURISME HERBERGEMENTS	2015/2	HEBERGEM.TOURISTIQUES 2013-2015	204	2 788 534	-	922 651	121 000	174 000	174 000	1 396 883	Subvention
TELEMOBILE	TELEPHONE MOBILE	2019/1	SUP REGION TELEMOBILE	204	1 040 000	-	131 068	-	-	-	508 592	Subvention
THDE	CYBER SERVICE TRES HAUT DEBIT	2015/1	CYBER SERVICE TRES HAUT DEBIT	204	27 737 282	-	10 368 084	1 819 000	1 585 000	1 603 000	12 462 198	Subvention
		2015/2	SURV.FONCT.TRES HAUT DEBIT	65	19 762 280	-	602 280	-	110 000	10 000	40 000	AE
EAUX	AUTOMATISATION EAUX SOUTERRAINES	2021/1	AUTOMATISATION EAUX SOUTERRAINES	21	410 000	-	171 940	200 000	-	-	38 060	Individuelle
PATR	PATRIMOINE RURAL	2015/1	PATRIMOINE HISTORIQUE 2012-2023	204	1 853 495	-	1 719 220	34 820	30 000	30 000	39 455	Subvention
PATRIE17-21	PATRIMOINE	2018/1	PATRIMOINE	204	1 107 543	-	792 363	265 180	50 000	-	-	Subvention